correspondance de presse internationale

inprecor

n° spécial

décembre 1998 / janvier 1999 - n°430/431
Prix : 60 FF / 350 FB / 15 CHF

IVe internationale

60 ans d'analyses et de combats

1938

dans les camps de staline - pour une nouvelle internationale - programme de transition - la seconde guerre mondiale - crise du stalinisme - cuba - démocratie socialiste - 1968 - algérie - europe - libération des femmes - pologne - iran - échec de gorbatchev - recompositions...

1988

Inprecor

Revue d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Secretariat unifié de la IV[e] Internationale.

Les articles ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Editée par la PECI Sarl au capital de 50 000 F, SIREN n° 391 857 562.

Rédaction et administration :
PECI, BP 85, 75522 PARIS Cedex 11, France.
Tél. : 33/0 1 43 79 29 60
Fax : 33/0 1 43 79 29 61
e-mail : 100641.2324@compuserve.com
Rédacteur, directeur de publication, gérant : Jan Malewski
Commission Paritaire n° 59117.
ISSN 1 0294-8516

Conception de la couverture : Rotographie

Imprimé par Rotographie 2, rue Richard-Lenoir, 93106 Montreuil Cedex, France.
Diffusé dans les librairies par DIF' POP' SARL, 21[ter] rue Voltaire, 75011 PARIS, France.
Tél. : 01 40 24 21 31,
Fax : 01 43 72 15 77 ou 01 40 24 15 88

En page 68 fragment de la fresque murale de Diego Rivera, *Le monde à la croisée des chemins.*

Sommaire

décembre 1998 / janvier 1999, n° 430 / 431

Introduction

60 ans d'analyses et de combats	Livio Maitan	3

I. Vers une nouvelle Internationale

Dans l'isolateur politique de Verkhné-Ouralsk	Anton Ciliga	11
La vie et la mort d'Helena Guinsburg	Suzanne Leonhard	13
La lutte des trotskistes à Vorkouta	M. B.	15
Discours de Socrate Guevorkian	M. B.	16
Il faut construire de nouveau des partis et l'Internationale	L. Trotsky	17
Dour un art révolutionnaire indépendant	A. Breton & D. Rivera	19
Ignacy Reiss, assassiné en rejoignant la IV[e] Internationale	(red.)	20
Ta Thu Thàu et le sort des trotskistes vietnamiens	(red.)	16

II. Le congrès de fondation (1938)

Le manifeste aux travailleurs du monde entier	document	21
Le programme de transition	document	22

III. Seconde guerre mondiale et début de reconstruction

Les communistes internationalistes de Buchenwald	document	25
Le II[ème] congrès mondial et l'URSS	document	27
Abraham Wajnsztok & Pietro Tresso	(red.)	28
Pantelis Pouliopoulos face au peloton d'exécution	(red.)	29
Contre l'intervention impérialiste en Corée	James P. Cannon	30

IV. Crise du stalinisme et révolution coloniale

Démocratie socialiste	document	31
Zheng Chaolin, emprisonné pendant 34 ans	(red.)	32
État ouvrier à Cuba	document	35
Pour la libération de Hugo Blanco	(red.)	37
La dialectique actuelle de la révolution mondiale	document	37
En défense de la révolution algérienne	Michel Raptis	38

V. Renouveau de l'Internationale

1968 en France	document	40
La construction des partis révolutionnaires en Europe	document	44
Tomas Chambi, un dirigeant paysan révolutionnaire	(red.)	45
Iran, la révolution interrompue	document	46
En lutte pour la Libération des Femmes	document	47

VI. Recul du mouvement ouvrier et recomposition

Révolution politique et contre-révolution en Pologne	document	50
L'échec de Gorbatchev	document	53
Construire l'Internationale aujourd'hui	document	55
A la mémoire d'Ernest Mandel	Livio Maitan	59

VII. Pour l'histoire de la IVe Internationale

La longue marche des trotskistes	Pierre Frank	61
Les antinomies d'un bilan	François Moreau	63
Entre l'histoire et mémoire	Daniel Bensaïd	64

INDEX DE L'ANNÉE 1998 & INPRECOR N° 420 à 430 66

Abonnement

(11 numéros par an)

• **France - DOM-TOM - Europe - Afrique du Nord**	190 FF (6 mois)	360 FF (1 an)	❑
• **Autres destinations**	240 FF (6 mois)	460 FF (1 an)	❑
• **PLI FERMÉ (toutes destinations)**	270 FF (6 mois)	520 FF (1 an)	❑
• **Moins de 25 ans et chômeurs**	(120 FF, 6 mois)		❑
• **Institutions** (lecteurs multiples)	(600 FF, 1 an)		❑
• **Abonnement de soutien**	(à partir de 400 FF, 1 an)		❑
• **Découvrir *Inprecor*** (réservé aux nouveaux abonnés; 75 FF, 3 mois)			❑
• ***Lecteurs solidaires*** (abonnement offert à un(e) lecteur/lectrice)			❑

Nom - Prénom : .....
Rue : .....
Commune / Code postal : .....
Ville : .....
Pays : .....
Tél./Fax/E-mail : .....

- Chèques banquaires et chèques postaux libéllés à l'ordre de "PECI", à adresser à PECI, BP 85, 75522 Paris CEDEX 11, France.
- Virements bancaires à "PECI", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94.
- Virements postaux à "PECI", CCP n° 3.900.41 N Paris.

Pour continuer *Inprecor* a besoin de votre soutien. Vous pouvez arrondir vers le haut le montant de votre de votre chèque ou de votre virement d'abonnement !
Vous pouvez aussi diffuser *Inprecor* autour de vous (rabais pour les commandes !).

Quatrième Internationale

60 ans d'analyses et de combats

par Livio Maitan

Le projet de la IVe Internationale fut formulé pour la première fois par Trotsky en juillet 1933 dans l'une les périodes les plus dramatiques de l'histoire du mouvement ouvrier : après la défaite du prolétariat allemand et après qu'avaient été écrasés en Union Soviétique les révolutionnaires qui depuis la moitié des années vingt s'étaient opposés à la bureaucratisation stalinienne.

Dans un sens général, l'approche était similaire à celle qui avait été adoptée lors de la fondation de la IIIe Internationale. Entre 1914 et 1919 les principaux partis ouvriers de l'époque avaient fait lamentablement faillite face à la tragédie de la Première guerre mondiale en s'avérant incapables de mener une lutte révolutionnaire anticapitaliste. C'est en partant de cette constatation que les dirigeants de la révolution d'Octobre et des militants de la gauche socialiste et d'autres courants "lutte de classes", en Europe et ailleurs, avaient pris l'initiative de donner naissance à de nouveaux partis et à une nouvelle Internationale. Dix ans plus tard, bien que pour des causes et sous des formes différentes, c'est l'échec de la nouvelle Internationale, qui, d'un côté, n'a pas réussi, à quelques exceptions près, à arracher l'hégémonie aux partis sociaux-démocrates, de l'autre a adopté des conceptions, des orientations et des méthodes organisationnelles qui, de la Chine à l'Allemagne, provoquent ou contribuent à provoquer des défaites majeures.

Reflux du mouvement ouvrier

Le choix prôné par Trotsky n'était pas facile à réaliser dans un contexte où des dictatures fascistes avaient été instaurées en Italie et en Allemagne, le reflux du mouvement ouvrier était incontestable dans d'autres pays européens et la révolution avait été écrasée en Chine, mais, comme à la fin de la Première guerre mondiale, la mise à l'ordre du jour de la construction de nouveaux partis révolutionnaires et d'une nouvelle Internationale découlait non pas d'une quelconque impatience intellectuelle, mais d'expériences faites au vif des évènements et à un niveau de masse. Par ailleurs, si les marxistes révolutionnaires de l'époque ne sous-estimaient aucunement la portée des défaites et ne partageaient pas le discours de la Troisième période selon lequel la Grande dépression entraînerait une crise généralisée du système capitaliste, même les analyses les plus sobres justifiaient l'hypothèse selon laquelle

La Conférence de fondation de la IVe Internationale (Septembre 1938)

La revue *Quatrième Internationale* annonce la fondation de l'Internationale en 1938

du nouveau matériel explosif était en train de s'accumuler. La montée du mouvement de masses de 1936 en France et en Espagne confirme qu'il ne s'agissait pas d'hypothèses sans fondement. Mais ces événements surviennent trop tôt pour que les organisations de l'Opposition de gauche aient pu accumuler la masse critique nécessaire pour y jouer un rôle déterminant et les crises révolutionnaires dans les deux pays s'achèvent par l'épuisement rapide du Front populaire en France et la victoire de Franco en Espagne. Voilà, en dernière analyse, ce qui pousse Trotsky et ses partisans à concrétiser le choix de juillet 1933 en proclamant formellement en septembre 1938 une nouvelle Internationale.

Le congrès de fondation lui-même met en relief l'exiguité des forces engagées dans cette entreprise. De surcroît, le contexte devient beaucoup plus défavorable lorsque, l'année suivante, éclate la Seconde guerre mondiale. La guerre brise les liens au niveau international en séparant les deux principales composantes du mouvement, celle d'Europe occidentale et celle d'Amérique du nord, pour ne pas mentionner les organisations latino-américaines et celles de Chine et d'Indochine.

En Europe, la guerre et la répression nazie provoquent la perte de nombreux cadres et dirigeants qui avaient participé, directement ou indirectement, au processus de fondation. Dans certains pays, comme la Grèce et, dans une moindre mesure, la France, à la répression fasciste s'ajoutent des actions meurtrières contre des militants trotskystes par des partis et des formations armées sous contrôle stalinien.

Une issue imprévue de la guerre

A la fin de la guerre, avant d'envisager une accumulation de forces leur permettant de lutter pour l'hégémonie, l'Internationale et ses organisations doivent se donner la tâche de reconstruire des noyaux en condition d'intervenir d'une façon un tant soit peu efficace et de remettre sur pied une direction à l'échelle internationa-

le.

A propos de cette période, une question se pose sur laquelle les historiens sans doute reviendront : pourquoi dans aucun des pays d'Europe occidentale où les structures économiques et les appareils politiques et militaires des classes dominantes avaient été profondément bouleversés, la classe ouvrière n'a-t-elle été en mesure de déclencher une dynamique anticapitaliste et a finalement accepté la réconstruction dans le cadre du système ? Deuxième question nous concernant plus directement : pourquoi les organisations de la IVe Internationale, qui n'avaient pas du tout sous-estimé l'ampleur de la crise politique et sociale et avaient carrément rejeté une stratégie réformiste-institutionnaliste qui, au delà d'orientations internationales et pratiques organisationnelles différentes, était, en dernière analyse, commune aux partis sociaux-démocrates et aux parti communistes à direction stalinienne, n'ont-t-elles pas réussi à gagner une influence au niveau de masse, même si des militants ou des noyaux marxistes révolutionnaires ont pu jouer un rôle certain dans des luttes importantes ?

En esquissant une réponse, soulignons d'abord que les crises et les déchirements socio-politiques n'ont pas eu la même portée dans tous les pays (une considération analogue devrait être faite, d'ailleurs, pour la période à la fin de la première guerre mondiale) : sur ce terrain il y a eu de notre part des simplications analytiques incontestables. Deuxièmement, l'occupation nazie terminée, étaient présents sur le sol européen les armées des puissances dites démocratiques, qui avaient leurs propres buts impérialistes : c'était, du moins dans l'immédiat, un obstacle à une dynamique révolutionnaire anticapitaliste même si l'état d'esprit des soldats de ces armées aurait rendu problèmatique une reprise éventuelle d'opérations militaires répressives. Troisièmement, s'il y avait bien eu, notamment dans certains pays — dont l'Italie depuis printemps 1943 — une montée de couches ouvrières et populaires assez larges, cette montée ne se traduisait pas par elle-même par une récomposition d'ensemble de ce tissu multiple du mouvement ouvrier que les dictatures et la guerre avaient détruit ni par une reconquête d'un niveau de conscience anticapitaliste et socialiste généralisé.

Face aux nouvelles illusions envers le stalinisme

Mais ce sont surtout deux autres facteurs qui ont pesé d'une façon décisive. Il ne faut pas oublier, d'abord, comment était apprécié à l'époque le rôle de l'Union Soviétique. Les ravages du despotisme stalinien n'avaient été perçus dans toute leur portée que par des minorités critiques. Qui plus est, aux yeux y compris de ceux qui n'appartenaient pas à des partis communistes, la résistance victorieuse de l'URSS, après les désastres initiaux, était apparue non seulement comme un apport décisif à la défaite du nazisme, mais comme la preuve qu'il était possible de construire une société autre que le capitalisme. D'autre part, la reconquête des droits démocratiques était intériorisée comme une victoire dont on attribuait le mérite aux partis de la coalition antifasciste : seuls des secteurs tout à fait restreints étaient conscients que le rétablissement de mécanismes démocratiques parlementaires, disjoint de transformations radicales au niveau socio-économique, comportait une dynamique de restauration conservatrice. De surcroît, l'argument avancé par les dirigeants des partis ouvriers majoritaires pour justifier leur orientation semblait plausible : c'est un premier pas, demain nous mettrons à l'ordre du jour les transformations sociales. En fait, ils présentaient comme tactique et conjonturel un choix, qui, comme leur conduite dans les décennies suivantes le confirmerait, était, en fait, stratégique et à long terme. Cette mystification visait surtout des militants sous l'influence des partis communistes.

Chez les sociaux-démocrates c'était plutôt une réédition de la perspective classique de transition graduelle au socialisme, ou, pour reprendre une vieille terminologie, par approximations successives. Il faut admettre que, au moins dans un pays-clé comme la Grande-Bretagne, les mesures réformistes adoptées à l'époque, tout en ne remettant guère en question le système capitaliste en tant que tel, furent effectivement assez radicales, allant dans le sens de satisfaire des besoins primordiaux des masses populaires.

Le Congrès mondial de 1948 et les sessions d'instances de direction dans

Staline ré-écrit l'histoire : deux photos de la manifestation sur la place Sverdlov à Moscou, le 5 mai 1920. Sur la grande photo Lénine s'adresse à la foule et Trotsky, après avoir parlé, descend de la tribune. Sur la petite, retouchée par les services de Staline, Trotsky a disparu…

les années suivantes s'efforcent de redéfinir nos conceptions et nos orientations. Un texte du congrès reprend et développe notre analyse de la bureaucratisation du premier Etat ouvrier. En même temps, il souligne les contradictions qui sapaient le système bureaucratique de l'intérieur. Des textes sur la rupture entre Moscou et Belgrade (juin 1948) analysent la dynamique d'éclatement du stalinisme à l'échelle mondiale. Ces définitions ou redéfinitions étaient d'autant plus nécessaires qu'à l'époque deux tendances étaient prédominantes : celle apologétique des partis communistes et de leurs compagnons de route et celle qui, tout en rejetant le régime autocratique, envisageait comme inéluctable une domination prolongée du stalinisme dans le monde entier.

Entre 1950 et 1952 un effort non moins important est fait pour mettre au point notre conception de construction de partis révolutionnaires. Nous partons de la constatation que, malgré tout, dans la plupart des pays où nous étions présents, les partis traditionnels maintenaient leur hégémonie sur le mouvement ouvrier. Voilà la prémisse de l'orientation entriste. Cette orientation projettait notre intégration dans des partis sociaux-démocrates et dans des partis communistes staliniens justement dans le but de participer directement aux expériences des couches les plus politisées et d'intervenir dans les processus de différenciation politique déjà esquissés ou potentiels. Une telle approche ne s'appliquait évidemment pas à des pays où des partis sociaux-démocrates ou communistes n'existaient pas ou n'étaient pas hégémoniques (Etats-Unis, différents pays d'Amérique Latine, Sri Lanka, etc.).

L'adoption de l'orientation entriste de même que les problèmes d'analyse posés par l'esquisse de la déstalinisation en URSS étaient l'objet de divergences aigues dans nos rangs et provoquèrent notamment aux Etats-Unis, en France et en Grande-Bretagne des scissions importantes qui ont constitué un obstacle sérieux à notre croissance tout au long d'une décennie.

La période allant de la moitié des années cinquante à la fin des années soixante-dix est marquée par l'explosion de la crise du stalinisme lors du

Berlin, février 1968, manifestation internationale en soutien à la révolution indochinoise. En tête du cortège Alain Krivine (JCR) et Rudi Dutschke (SDS) devant la banderole de la JCR (D.R.)

XX^e Congrès du PCUS, avec les combats antibureaucratiques en Pologne et l'insurrcetion en Hongrie en 1956, avant de déboucher sur le conflit sino-soviétique ; par des luttes révolutionnaires multiples dans des pays coloniaux ou semi-coloniaux, de l'Algérie à Cuba, de la République Dominicaine au Vietnam ; par la crise de société dans les pays industrialisés, symbolisée par les mouvements de 1968 et des années suivantes.

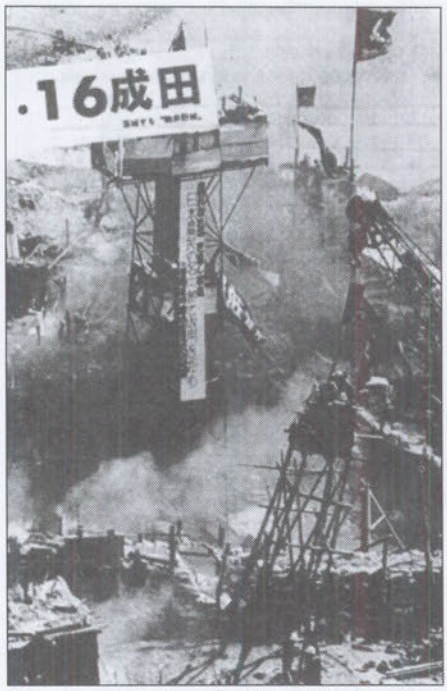
Dynamique convergente des trois secteurs de la révolution mondiale

Pour emprunteruer des catégories et des formules mises au point lors du congrès de réunification (1963), c'est dans ce laps de temps, plus que dans n'importe quelle autre période, que se dessine effectivement une dynamique convergente des trois secteurs de la révolution mondiale. C'est dans ce cadre, profondément changé par rapport à la fin de la guerre, que dans de nombreux pays, de la France au Mexique, du Japon à la Yougoslavie et, quelques années plus tard, dans l'Etat espagnol et au Portugal, jouent un rôle de premier plan des mouvements puissants de jeunes étudiants et fait irruption dans les luttes une nouvelle génération ouvrière. La conséquence en est que pour la première fois le contrôle des bureaucraties sur le mouvement ouvrier et populaire est sérieusement contesté à un niveau de masse. Aux Etats-Unis eux-mêmes, où pourtant le mouvement étudiant, à l'avant-garde du point de vue chronologique, est loin de connaître une ampleur et une durée comparables à celles de certains pays européens et où il n'y a pas eu de véritable montée ouvrière, l'opposition à la guerre implique une radicalisation à un niveau de masse qui contribue à induire Washington à abandonner le Vietnam.

A la tête des mobilisations anti-impérialistes

C'est dans ce contexte que la IV^e Internationale opère dans des conditions beaucoup plus favorables que dans n'importe quelle autre période ; qu' en tant qu'organisation mondiale et grâce à ses sections les plus représentatives, elle peut apparaître comme un point de référence ; qu'elle connaît une croissance sans précédent dans de nombreux pays et dans plusieurs continents, de la France au Mexique et au Japon. Même aux Etats-Unis, dans les mobilisations anti-impérialistes, les militants se réclamant du marxisme révolutionnaire jouent, y compris au niveau des directions, un rôle incontestable, comparable à celui qu'avaient joué des militants de générations précédentes dans des luttes ouvrières exemplaires des années trente. En même temps, les structures de direction internationales se renforcent considérablement en devenant plus représentatives. Des dirigeants d'organisations nationales et des intellectuels militants sont protagonistes de débats politico-théoriques qui ont un écho à l'échelle mondiale, en se rattachant aux meilleures traditions du mouvement ouvrier et de la culture marxiste.

A partir de la deuxième moitié des années soixante-dix s'enchaînent dans différentes régions du monde des processus divers qui acquièrent au



L'extrême gauche japonaise s'est mobilisée au début des années 1970, aux côtés des paysans spoliés de leurs terres, contre la construction de l'aéroport de Sanrizuka. Les militants de la Ligue communiste révolutionnaire du Japon ont érigé une tour pour empêcher l'atterissage des avions. Plusieurs d'entre eux furent lourdement condamnés. (DR)

fur et à mesure une dynamique contradictoire. Le changement n'est pas perçu au moment où il commence à se produire : nous-mêmes nous ne l'analyserons systématiquement que par la suite.

Renversement de tendance

En simplifiant un peu, le clivage est marqué par la récession de l'économie mondiale de 1974-75, la plus importante depuis la Grande dépression des années trente. Surtout, dans les pays où les mouvements contestataires avaient été les plus amples, le rapport de forces socio-économique évolue au détriment du prolétariat et d'autres couches populaires sans que les organisations ouvrières majoritaires s'efforcent de contrecarrer cette tendance par une stratégie valable. C'est dans ce contexte nouveau que dans des pays comme l'Italie et la Grande-Bretagne qui avaient connu pendant une longue période des conflits sociaux aigus, les partis ouvriers hégémoniques, le PCI et le Labour Party, sont acculés sur la défensive dans des conditions de plus en plus difficiles, perdent du terrain et estompent leur identité de classe en subissant, y compris aux élections, des échecs sérieux. Pour leur part, les organisations d'extrême gauche surgies après 68, sont prises de court aussi bien par la nouvelle situation dans les pays capitalistes que par les déchirements du "camp socialiste" ; elles disparaissent rapidement ou subissent une perte d'influence qui s'avère irréversible. Voilà une autre manifestation du recul du mouvement ouvrier dans son ensemble.

La tendance fondamentale ne change pas à la suite des succès électoraux socialistes en France (1981) et en Espagne (1982). Les répercussions positives au niveau de masse ne sont, en fin de compte, qu'assez limitées et ni Mitterrand ni Gonzalez ne s'opposent aux tendances socio-économiques à l'œuvre, mais, après quelques tentatives de changement timides et éphémères, ils s'y adaptent en nourrissant à leur tour la vague de recul.

Le caractère contradictoire de la situation mondiale réside, toutefois, dans le fait que, alors que l'impérialisme des Etats-Unis n'a pas encore digéré sa défaite au Vietnam, des mouvements démocratiques révolutionnaires et anti-impérialistes à la dynamique, en dernière instance, anticapitaliste, ne cessent de croître dans des pays sous-développés. Le point culminant est atteint dans la même année, 1979, par le renversement du régime du Shah en Iran et par la victoire des sandinistes au Nicaragua.

Mais la régression rapide en Iran, l'impasse conservatrice un peu plus tard aux Philippines et les contradictions du sandinisme, pris dans l'étau de l'impérialisme, auront une influence très négative dans la plupart des pays sous-développés et notamment en Amérique Latine. Désormais, le renversement de tendance par rapport à la période précédente ne concerne pas que les pays capitalistes industrialisés.

Échec de la révolution politique en Pologne

Ajoutons, pour compléter le tableau, que le coup d'Etat de Jaruzelski bloque la montée ouvrière polonaise avec des conséquences dont toute la portée ne sera claire que plus tard. Ainsi, la dynamique fondamentalement régressive qui se dessine dans la crise des sociétés de transition bureaucratisées, s'accentue davantage : on est désormais à la veille de la chute du mur de Berlin et de la dissolution de l'Union Soviétique avec la montée des courants restaurationnistes .

De ce constat il n'en découle pas que Trotsky avait eu tort d'avancer l'hypothèse selon laquelle l'éclatement du régime bureaucratique pourrait déboucher soit sur une démocratie socialiste soit sur une restauration capitaliste. Les mobilisations puissantes qui ont eu lieu à plusieurs reprises en Pologne, l'insurrection hongroise en 1956, le printemps 1968 en Tchécoslovaquie ont montré qu'il existait dans la classe ouvrière, parmi des secteurs importants des étudiants et, plus généralement, dans des larges couches populaires, des tendances réelles, assez puissantes à des moments donnés et dans certains pays, qui ne prônaient guère une restauration du capitalisme mais visaient à contruire une société véritablement socialiste. Même à la fin des années quatre-vingt, en Allemagne orientale et en Tchécoslovaquie, ont éclaté des mouvements de masse dont la sensibilité démocratique-révolutionnaire et égalitaire était indéniable. Des tendances analogues se sont exprimées aussi en Union Soviétique, où des secteurs ouvriers, dont les mineurs, se sont à plusieurs reprises mobilisés pour faire valoir leurs revendication y compris sur le terrain politique.

Le prix de la domination stalinienne

Toujours est-il que, en dernière instance, les tendances régressives à l'œuvre depuis plus d'une décennie à l'échelle mondiale, les défaites et les reculs du mouvement ouvrier et l'obscurcissement de valeurs qui en a découlé ont pesé davantage sur le cours des événements. Ainsi, on a payé chèrement le prix des ravages provoqués par la domination stalinienne, du fait que, sous l'autocratie bureaucratique, toutes les organisations et les structures du mouvement ouvrier avaient été détruites ou vidées de leur contenu, tous ceux qui auraient pu maintenir un tissu collectif social, ouvrier et populaire, balayés et tout embryon de direction alternative écrasé sans pitié. Dans *La révolu-*

tion trahie (1936) Trotsky avait avancé une hypothèse de crise du système bureaucratique moins de vingt ans après Octobre ; au moment où des crises révolutionnaires ou pré-révolutionnaires se dessinaient en France et en Espagne ; alors que, répétons-le, l'URSS apparaissait aux prolétaires d'autres pays comme une société alternative, qui, malgré toutes ses contradictions, était engagée dans un processus d'industrialisation justement à l'époque où l'économie mondiale était bouleversée par la Grande dépression. Un demi-siècle plus tard le contexte avait radicalement changé : même sans faire des concessions à une sorte de déterminisme négatif, il fallait constater que des facteurs puissants favorisaient désormais une dynamique régressive.

Les organisations dela IVe Internationale ne pouvaient pas elles non plus échapper aux conditionnements de cette dynamique. Nous ne voulons pas ignorer ou sous-estimer les erreurs que nous avons commises et nos retards, ni des déformations perverses qui ont marqué notre trajectoire — surtout par des scissions nationales et internationales graves, qui ont provoqué en 1979 la rupture avec le courant latino-américain dont Nahuel Moreno était le dirigeant le plus connu et plus tard avec le SWP des Etats-Unis.

Lors d'un bilan d'ensemble il faudra également se poser la question de savoir si dans les phases favorables il n'aurait pas été possible, dans tel ou tel autre pays, par des choix politiques et organisationnels différents et opérés à temps, de réaliser un saut qualitatif décisif. Mais à la question de savoir si dans une période de recul si grave et de déclin généralisé du mouvement ouvrier et anti-impérialiste il aurait été possible de construire ou de relancer des organisations révolutionnaires avec une influence et un enracinement de masse sensiblement plus importants que dans le passé, nous répondons par la négative. Nous donnons une réponse similaire en ce qui concerne l'éclatement des sociétés de transition bureaucratisées : il aurait été possible, sans doute, d'aider à la formation de noyaux révolutionnaires plus consistants que ceux avec lesquels nous avons eu des rapports à des moments donnés et de contrecarrer ainsi avec un minumum d'efficacité les tendances à la fragmentation et à la démoralisation (sur ce terrain une réflexion autocritique est nécessaire). Mais, dans tous les cas de figure, l'hypothèse d'une dynamique différente de récomposition et de prise de conscience au niveau de masse nous semble peu plausible.

Dans un tel contexte, qui est également un contexte de crise de l'action et des conceptions internationalistes, on peut parfaitement comprendre que la IVe Internationale elle-même ait subi une usure, une perte d'influence dans certaines régions du monde ; qu'elle ait rencontré des difficultés dans l'effort d'aborder à temps, systématiquement, des problèmes nouveaux d'analyse, d'approche stratégique et de construction ; qu'elle ait été obligée de réduire ses structures organisationnelles centrales à la suite d'une contraction de ses ressources matérielles.

En partant des analyses que nous avons esquissées, on pourrait tirer la conclusion que le bilan du mouvement ouvrier est non seulement négatif dans son ensemble, mais aussi irréversible. C'est la conclusion de nom-

En 1938, l'hebdomadaire du Socialist Workers Party, section américaine de la IVe Internationale, *The Militant*, a illustré le sort des 24 membres du comité central du Parti bolchévique de 1917 (selon les informations accessibles au début 1938) : Rykov - tué, Boukharine - tué, Sverdlov - mort, Staline - survit, Zinoviev - tué, Kamenev - tué, Trotsky - exilé, Lénine - mort, Kollontai - perdue (?), Uritsky - mort, Krestinsky - tué, Smilga - tué, Noguine - mort, Djerzinsky - mort, Bubnov - disparu, Sokolnikov - en prison, Lomov - ?, Chomyan - mort, Berzin - ?, Mouranov - disparu, Artem - mort, Stassova - disparue, Milioutine - perdu, Yoffé - suicidé. Staline a fait le vide pour pouvoir prétendre qu'il représente la continuité du bolchévisme (thèse reprise aujourd'hui par les auteurs du *Livre noir du communisme...*).

breux dirigeants et cadres, voire de nombreux militants d'organisations de gauche. Nous avons mentionné les cas limite : l'ancien Parti communiste italien et le Labour Party de Tony Blair. Mais, à vrai dire, tous ou presque tous les partis sociaux-démocrates et une série d'anciens partis communistes, y compris en Europe orientale, au delà de prises de positions conjoncturelles et d'expédients tactico-propagandistes, estiment désormais que l'analyse marxiste de la société capitaliste est obsolète, qu'aucun projet de construction d'une société collectiviste ou socialiste n'est envisageable et que le concept d'identité socio-politique du mouvement ouvrier n'est pas valable non plus.

Réflechir sur les défaites historiques

Notre propre conclusion est radicalement opposée : nous sommes convaincus que le mouvement ouvrier peut être relancé. Mais cela ne sera possible qu'à la condition d'être reconstruit ou refondé au sens le plus strict du terme. Cela implique la réflexion la plus ample et la plus libre de préjugés sur tout un siècle et en premier lieu sur les raisons de défaites d'une portée historique et de l'échec des sociétés de transition bureaucratisées ; une analyse d'ensemble de la société contemporaine dans toutes ses connexions supranationales et dans ses persistantes spécificités ; une rédefinition des traits essentiels d'une société socialiste pour laquelle il vaille la peine de lutter ; une réélaboration programmatique et stratégique pour la phase actuelle ; un projet politico-culturel qui aide à retrouver sur des bases nouvelles cette prise de conscience anticapitaliste qui a subi au niveau de masse un effroyable recul.

A l'occasion de ce soixantième anniversaire il est possible de faire une constatation qui est en même temps un point d'interrogation : comment une organisation internationale surgie dans des conditions si difficiles, si durement combattue et bannie, qui a traversé les vicissitudes que nous avons sommairement rappelées, qui n' a pas réussi à conquérir une influence de masses ample et durable et qui, *last but not least*, n'a disposé que de moyens matériels dérisoires, a-t-elle pu continuer son activité tout au long de six décennies et rester présente sur l'arène du mouvement ouvrier dans de nombreux pays et dans plusieurs continents en étant un point de référence aux yeux d'importants secteurs d'avant-garde ?

La réponse est claire : parce qu'elle a donné un apport valable, analytique et théorique, à l'interprétation de phénomènes cruciaux des soixante-dix dernières années en se rattachant aux apports des théoriciens marxistes d'autres époques ; parce que ses militants ont été protagonistes ou parmi les protagonistes de batailles historiques comme celles qui ont eu lieu en URSS dans la deuxième moitié des années vingt, de même qu'ils ont participé aux vicissitudes de la révolution chionoise de 1925-27 non en faisant des commentaires en observateurs hors de mêlée mais étant au vif de luttes souvent désespérées et sous des répressions sans pitié ; parce qu'y compris lorsque n'existaient que des noyaux exigus, en dépit de déformations et dérapages que nous avons nous mêmes critiqués, le choix prioritaire a été l'intégration dans des mouvements réels et la participation active à la dialectique interne du mouvement ouvrier dans son ensemble.

André Henry, délégué principal de Glaverbel et militant de la section belge de l'Internationale, prend à partie le PDG de BSN, Riboud. (DR)

Une recomposition de longue durée

Aujourd'hui, répétons-le, notre tâche essentielle est de participer activement à la reconstruction du mouvement ouvrier sur des bases anticapitalistes et révolutionnaires. En principe, cette reconstruction a commencé dans la mesure où la conviction que les vieilles organisations ont fait faillite et ne sont plus capables d'atteindre même les objectifs les plus modestes dans l'intérêt des travailleurs, est de plus en plus répandue. Mais elle n'est qu'à ses débuts, piétine sur place et subit même des reculs y compris dans des pays comme le Brésil et l'Italie, dont les expériences sont parmi les plus significatives. Le paradoxe suprême réside, d'ailleurs, dans le fait que, lorsqu'au siècle dernier la Première Internationale fut active avant même que n'existent dans la plupart des pays des organisations politiques ouvrières nationales, aujourd'hui, à l'époque d'une internationalisation qui s'accentue à tous le niveaux à une cadence infernale, l'idée même d'une Internationale est considérée obsolète et l'action internationaliste se limite, dans les meilleurs des cas, à des initiatives syndicales sectorielles, à des campagnes de solidarité ou à des rencontres de partis d'une portée éminemment propagandiste (ne mentionnons pas cette organisation qui s'appelle "Internationale socialiste" par abus terminologique flagrant).

Sur les processus de recomposition futurs on pourrait avancer des hypothèses multiples. Nous le ferons dans le débat préparatoire du prochain congrès mondial. Quoiqu'il en soit, nous estimons avoir toujours un terrain solide sous nos pieds : même après sa prétendue victoire sur le "communisme", le capitalisme est déchiré par des déséquilibres et des contradictions croissants et il existe encore, structurellement, des forces sociales antagonistes, en premier lieu le prolétariat dans l'acception la plus ample et rigoureuse, c'est-à-dire tous ceux qui doivent vendre leur force de travail pour vivre.

On nous dira que ce sont là des affirmations tout à fait générales. C'est vrai : mais à l'heure actuelle elles permettent d'opérer une discrimination : celles qui apparaissent à nos yeux comme des vérités premières, sont le plus souvent contestées, voire rejetées, dans les rangs des organisations qui se réclament ou se réclamaient du mouvement ouvrier. Nous nous plaçons sur un terrain solide parce qu' au fil des années nous nous sommes efforcés de formuler et de

reformuler un projet de société socialiste en partant du bilan catastrophique des sociétés bureaucratisées. En même temps, nous avons élaboré et réélaboré une conception d'ensemble des formes différentes d'organisation du mouvement ouvrier, des rapports réciproques entre ces formes organisationelles et en premier lieu du rapport entre partis et mouvements de masse. Encore : nous sommes plus que jamais convaincus qu'à l'heure d'une internationalisation de l'économie poussée au paroxysme et de l'érosion des Etats nationaux, il faut rétablir des conceptions et des pratiques internationalistes alors que, répétons-le, aucun pas en avant sérieux n'a été fait dans ce domaine après la faillite des conceptions et des pratiques expérimentées dans le passé. Finalement, nous partons d'une autre constatation, en dernière analyse, décisive : dans le cadre des contradictions actuelles de la domination capitaliste non seulement il existe toujours un potentiel conflictuel social et politique, mais, qui plus est, ce potentiel s'est exprimé à plusieurs reprises même au cours des dernières années, de l'Italie, la France, le Danemark au Mexique, au Brésil et à des pays asiatiques comme la Corée du Sud et l'Indonésie.

Encore une fois : ce n'est pas notre tâche d'avancer ici des hypothèses de recomposition ou reconstruction. Mais une réflexion nous semble possible. Justement parce que les processus des quinze dernières années ont été si profonds, les défaites du mouvement ouvrier et anti-impérialiste d'une si vaste portée et le recul des niveaux de conscience si grave et généralisé, la recomposition ne pourra être de courte durée. Par conséquent, les principaux protagonistes de cette entreprise ne pourront pas être les militants formés dans des vieux contextes et marqués par des défaites. Ce seront des militants qui iront se formant dans des situations nouvelles où les parcours et les rythmes des prises de conscience anticapitalistes et révolutionnaires seront inévitablement autres que ceux que nous avons connus à d'autres époques. Tout projet basé sur l'hypothèse d'une répétition ou réédition de ce qui s'est passé au lendemain de la première ou de la deuxième guerre mondiale, dans les années trente et même à la fin des années soixante et au début des années soixante-dix, serait dépourvu de fondement objectif.

C'est pourquoi la IVe Internationale doit s'engager dans l'entreprise de recomposition et reconstruction sans schémas prédéterminés ni idées reçues. Cela n'implique pas des concessions à une réthorique quelconque du "neuf", à un impressionnisme éphémère, aux tentations d'esquisser des projets basés sur des vœux et non sur des tendances réelles. Il n'implique pas non plus une dilution quelconque d'un acquis politico-théorique, que nous avons accumulé par une expérience multiple de plus de sept décennies et d'une méthode d'intervention qui nous a permis d'être partie intégrante de mouvements réels.

Nous espérons que la documentation qui suit — inévitablement sommaire et partielle et donc, si l'on veut, arbitraire — sur les vicissitudes, les conceptions et les orientation de la IVe Internationale pourra rafraîchir la memoire de nos militants et de nos lecteurs et fournir aux militants et aux chercheurs les plus jeunes des éléments d'information qui les poussent à acquérir plus de connaissances.

La IVe Internationale aujourd'hui

Ce n'est pas le but du texte qui précède de donner un aperçu de l'activité des organisations de la IVe Internationale aujourd'hui. A ce sujet la lecture de la presse de nos sections est absolument irremplaçable. Pour sa part *Inprecor* (de même que son équivalent en langue anglaise *International Viewpoint*) s'efforce de contribuer à la connaissance aussi bien des analyses présentées par nos camarades dans les différentes pays et des activités qu'ils développent (cf. par exemple, dans nos derniers numéros les dossiers sur le Pays Basque, l'Allemagne et l'Italie). Dans son ensemble, la IVe Internationale continue d'être présente dans plusieurs dizaines de pays en s'intégrant dans les mouvements de masse, en donnant son apport aux batailles des organisations syndicales et en prenant des initiatives de mobilisations sociales et politiques à dynamique anticapitaliste et anti-impérialiste.

Il va de soi qu'à l'étape actuelle il est moins que jamais possible d'établir un seul axe de construction de partis révolutionnaires. Dans la mesure où on peut quand même saisir un trait commun, nous nous plaçons prioritairement sur le terrain de cette recomposition du mouvement ouvrier dont les vicissitudes des deux dernières décennies ont démontré plus que jamais la nécessité primordiale. Nos orientations sur ce terrain sont synthétisées, entre autres, dans une résolution adoptée en 1995 par notre dernier congrès mondial, dont nous reprenons quelques extraits significatifs.

Notre presse, *Inprecor* en premier lieu, a publié à plusieurs reprises des comptes rendus sur l'activité et les initiatives de nos camarades des différents pays européens en lien avec les mobilisations multiples qui ont abouti à la puissante manifestation d'Amsterdam de l'année dernière (le numéro spécial d'*Inprecor* publié en juin 1997 résume les positions de l'Internationale sur la question européenne). Des mobilisations de même nature sont à l'ordre du jour pour la première moitié de l'année 1999 : au delà de leurs caractéristiques et finalités propres, elles devraient déboucher sur une manifestation internationale prévue en juin à Cologne (Köln). La

Militant(e)s de la section britannique dans la mobilisation contre les missiles US en Europe. (DR)

lutte contre le chômage et pour la réduction du temps de travail sans réduction du salaire a été et reste le fil conducteur commun.

Pendent la guerre de Bosnie, des campagnes de solidarité ont été organisées en commun par des noyaux de militants de différentes sections.

Des campagnes électorales ont été menées, y compris au cours des dernières années, dans plusieurs pays dont la France, le Portugal, la Suède, la Belgique et les Pays Bas. Nos camarades danois sont partie prenante de l'Alliance Rouge-Verte et ont obtenu un élu à deux reprises, alors que nos camarades italiens ont participé aux campagnes électorales du Parti de la refondation communiste (un camarade a siégé à la Chambre des députés de 1994 à 1996 et plusieurs ont été élus au niveau municipal, provincial et régional).

Pour mentionner un autre continent où la IVe Internationale a été toujours présente, des sections et des militants d'Amérique Latine ont pris part depuis leur début aux sessions annuelles et à des initiatives ponctuelles du Forum de Sao Paulo (des représentants des sections européennes y ont aussi été invités). Des activités ont été menées à différentes occasions en solidarité avec les zapatistes du Chiapas, région qui a été visitée aussi bien par une délégation de l'Internationale que par des représentants de différentes sections, notamment latino-américaines et européennes.

Au cœur de la refondation du mouvement révolutionnaire

C'est dans différentes régions du monde que nous avons participé activement, sous des formes diverses et spécifiques, à la recomposition du mouvement ouvrier. Comme nous l'avons déjà mentionné, des analyses et des informations à ce sujet ont été publiées assez régulièrement dans notre presse. Quelques rappels à titre d'exemple.

L'expérience qui remonte le plus loin est celle de nos camarades brésiliens, organisés dans Démocratie socialiste, qui fut partie prenante de la constitution du Parti des travailleurs (PT) en y jouant depuis un rôle important. Ils ont participé et participent aux activités syndicales — en particulier à la mise en place de la Centrale unique des travailleurs (CUT), aux campagnes électorales, aux mobilisations de masses. Lors des congrès successifs du PT, ils ont fait partie de la composante de gauche, qui a été et reste représentée dans les organismes de direction du parti à tous les niveaux. Aux élections d'octobre 1998 (1) quatre camarades se réclamant de Démocratie socialiste ont été élus à la Chambre et un au Sénat. Notre camarade Raul Pont est maire de la ville de Porto Alegre au Rio Grande du Sud ; cet État a été par ailleurs conquis récemment par la gauche du PT qui a obtenu les postes de gouverneur et gouverneur adjoint (celui-ci se réclamant de Démocratie socialiste).

En Uruguay nos camarades du Parti socialiste des travailleurs (PST) font partie depuis sa fondation du Frente Amplio, un regroupement de toute la gauche uruguayenne, au sein duquel ils participent à l'animation de son aile gauche.

En Afrique nos camarades sénégalais prennent part, depuis 1991, à la construction de And-Jef/PADS (Parti africain pour la démocratie et le socialisme), organisation issue de la fusion de trois groupes d'extrême gauche : And-Jef (Agir ensemble, d'origine maoïste), l'Union démocratique populaire (UDP, elle aussi d'origine maoïste) et notre section sénégalaise, l'Organisation socialiste des travailleurs.

En Europe, l'expérience jusqu'ici de loin la plus significative d'une recomposition partant d'une rupture majeure sur la gauche d'un parti communiste a été incontestablement celle de la formation du Parti de la refondation communiste (PRC) en Italie. Les marxistes-révolutionnaires italiens, qui publient Bandierra Rossa (dont le premier numéro est paru au printemps 1950), y sont entrés dès le début, en 1991, ensemble avec les autres militants regroupés dans Democratia proletaria, la seule formation qui ait survécu à la crise de l'extrême gauche italienne des années 1960 et 1970. Nos camarades ont eu un rôle majeur dans l'organisation de la gauche du PRC lors de deux congrès successifs ; en décembre 1996 la gauche a obtenue 15% des mandats, ce qui lui a valu d'être représentée proportionnellement au sein du Comité politique national et de la Direction. Au congrès des jeunes communistes (décembre 1997) elle a eu près d'un tiers des voix et est représentée dans toutes les instances de direction. L'activité de la gauche du PRC a joué un rôle considérable dans la clarification politique du parti qui a conduit à la chute du gouvernement Prodi (2).

En ce qui concerne l'Asie notons l'adhésion à la IVe Internationale du NSSP du Sri Lanka, ce qui constitue un important pas en avant dans la reconstruction de nos forces dans ce pays, durablement affaiblies après la capitulation devant la pression bourgeoise en 1964 et l'exclusion de la IVe Internationale de son ancienne section, le LSSP.

Cortège du PST d'Uruguay dans une manifestation du Frente Amplio à Montevideo.

Le Parti communiste philippin (PCP), pendant une longue période d'inspiration mao-stalinienne, a connu depuis une dizaine d'années des vicissitudes aboutissant à des ruptures et à des réorientations profondes. En 1998 a été fondé le Parti révolutionnaire des travailleurs issu de l'unification de trois organisations agissant dans différentes zones de l'archipel philippin. Ce parti a établi des liens avec la IVe Internationale.

Finalement, nos initiatives pour la formation de cadres et la réflexion critique sur l'histoire du mouvement ouvrier et notre propre histoire ont été beaucoup aidées depuis 1982 par les activités multiples de l'Institut international de recherche et de formation, à Amsterdam. ■

1. *Inprecor* publiera dans son prochain numéro un dossier sur la situation brésilienne après ces élections.
2. Cf. en particulier *Inprecor* n° 429 de novembre 1998.

Luttes anti-bureaucratiques en URSS et défaites en Chine et en Allemagne

Vers une nouvelle Internationale (1923-1937)

La bataille de Léon Trotsky contre les tendances bureaucratiques et les méthodes introduites par Staline commence déjà avant la mort de Lénine. Elle se précise au fur et à mesure qu'une couche bureaucratique affermit son pouvoir, que l'Internationale communiste tombe sous l'emprise de la direction stalinienne et que les nouvelles orientations de cette Internationale provoquent ou contribuent à provoquer des défaites majeures dans d'autres pays (notamment en Chine, 1925-27, et en Allemagne, 1923). Les premiers textes de Trotsky sur le processus de bureaucratisation sont publiés en 1923 sous le titre *Cours nouveau*. Les analyses et les orientations des révolutionnaires qui luttent contre l'instauration d'un régime bureaucratique autoritaire seront développées sous la forme la plus systématique en 1927 dans la *Plateforme de l'Opposition de gauche* .

Nous publions des extraits de témoignages poignants sur les souffrances infligées aux prisonniers dans les isolateurs et dans les camps de Sibérie. N'oublions pas, par ailleurs, que dans les années trente les organes de répression de l'URSS frappent des militants de l'Opposition et de la IVe Internationale dans d'autres pays aussi. Nous ne pouvons pas les mentionner tous : rappelons ici Erwin Wolf, tchécoslovaque, militant de l'Opposition en Allemagne, assassiné en Espagne en 1937, Ignace Reiss, qui avait rejoint le mouvement trotskyste après avoir quitté les services secrets soviétique, tué en Suisse en 1937 et Rudolf Klement, allemand, membre du Secrétariat International, assassiné à Paris en 1938. ■

Les militants de l'Opposition de gauche manifestent dans leur exil sibérien en 1928 pour l'anniversaire de la révolution d'Octobre. Sur leur banderole : « Vive la dictature du prolétariat »

Novembre 1930 : dans l'Isolateur politique de Verkhné-Ouralsk

Témoignage de Anton Ciliga*

L'immense majorité des détenus communistes étaient trotskistes : cent vingt sur un total de cent quarante. Il y avait aussi un zinovieviste qui n'avait pas capitulé, seize ou dix-sept membres du groupe du « centralisme démocratique » (extrême gauche) et deux ou trois partisans du « groupe ouvrier » de Miasnikov. Chez les non-communistes il y avait trois groupes essentiels, forts d'une douzaine de membres chacun : les social-démocrates menchéviks russes, les social-démocrates géorgiens et les anarchistes. Il y avait, en outre, cinq socialistes-révolutionnaires de gauche, quelques socialistes-révolutionnaires de droite ; quelques socialistes arméniens du groupe « dachnaktsoutioun » et un maximaliste. Il y avait enfin quelques sionistes.

Telle était la division en partis traditionnels, mais en réalité chacun de ces partis comprenait des sous-groupes de diverses nuances ou même des fractions dues à des scissions profondes. Le lecteur s'exclamera peut-être : vingt groupes et sous-groupes pour deux cents détenus ! Mais il ne faut pas oublier qu'il ne s'agissait pas de détenus ordinaires, mais des représentants de toutes les tendances de gauche d'une immense société, d'un vrai parlement illégal de la Russie ! Les problèmes brûlants posés par la révolution et en particulier par le plan quinquennal à son

* Anton Ciliga, membre du comité central du PC yougoslave, se rend à Moscou en 1926. Devenu oppositionnel de gauche, il sera arrêté le 21 mai 1930, emprisonné puis déporté en Sibérie. En 1936 il fut expulsé d'URSS. En 1938 il publiait *Au pays du Mensonge déconcertant* aux éditions Gallimard, à la fois témoignage et critique de gauche de la réalité stalinienne par un militant qui avait rompu avec le trotskisme, dont nous avons extrait ce passage.

étape présente produisaient les plus profonds remous dans ce milieu, y créaient un état de crise idéologique favorable à l'extrême morcellement des tendances politiques. Ce ne fut que plus tard, lorsque les résultats sociaux et économiques du plan quinquennal se furent clairement révélés, qu'un nouveau regroupement politique put avoir lieu dans l'isolateur.

Cinq années de prison et d'exil m'ont lié intimement à l'opposition, qu'elle soit communiste, socialiste ou anarchiste, et je voudrais que ce livre serve non seulement d'information, mais réveille aussi la conscience de la démocratie et du mouvement ouvrier d'Occident en faveur des victimes. Mais il est néanmoins de mon devoir de donner un tableau sincère et objectif de cette opposition soviétique, dans ce qu'elle a de bon aussi bien que dans ce qu'elle a de mauvais.

Les groupements politiques de la prison ne représentaient pas seulement des tendances idéologiques, mais constituaient aussi de vraies organisations, avec leurs comités, leurs journaux manuscrits, avec leurs chefs reconnus — qui se trouvaient soit en prison ou en exil, soit à l'étranger. Le système de répression en usage, qui comportait de fréquents transferts d'une prison à une autre, assurait mieux que toute correspondance clandestine le contact entre les membres d'un même groupement.

Ce qui m'intéressait avant tout, c'était l'opposition trotskiste dont je faisais alors partie et qui est aujourd'hui encore le groupe d'opposition le plus influent en Russie. Or, l'isolateur de Verkhné-Ouralsk abritait presque tous les membres les plus actifs de la fraction trotskiste.

1928, manifestation de l'opposition bolchévique léniniste en exil « Contre le koulak, le nepman et le bureaucrate », « Arrêtez le cours droitier ».

L'organisation des détenus trotskistes se dénommait le « Collectif des bolcheviks léninistes de Verkhné-Ouralsk ». Elle se divisait en gauche, centre et droite. Cette division en trois fractions subsista pendant les trois années de mon séjour, quoique la composition des fractions et même leur idéologie aient subi certaines fluctuations.

La vie politique en prison

A mon arrivée à Verkhné-Ouralsk, je trouvais trois programmes et deux journaux trotskistes.

1. « Le programme des Trois », établi par trois professeurs rouges : E. Solntsev, G. Iakovine, G. Stopalov. Il reflétait les opinions de la fraction de droite, la plus forte fraction trotskiste à cette époque ;

2. « Le programme des Deux », écrit par le gendre de Trotsky, Man-Nivelson et par Aron Papermeister, était le credo du petit groupe du centre ;

3. « Les thèses des bolcheviks militants » émanaient de la fraction de gauche (Pouchas, Kamenetski, Kvatchadzé, Bielenki).

C'étaient là des documents de dimensions considérables qui comprenaient cinq à huit sections différentes (situation internationale, industrie, agriculture, les classes en U.R.S.S., le parti, la question ouvrière, les tâches de l'opposition, etc.).

Le programme de la droite traitait d'une façon particulièrement élaborée de l'économie, celui de la gauche contenait de bons chapitres sur le parti et la question ouvrière.

La droite et le centre éditaient ensemble la *Pravda en prison* (*La Vérité en prison*), la gauche *Le Bolchevik militant*. Ces journaux paraissaient une fois par mois ou tous les deux mois. Chaque numéro comprenait de dix à vingt articles sous forme de cahiers préparés. Le « numéro », c'est-à-dire le paquet contenant les dix ou vingt cahiers, allait de salle en salle et les détenus lisaient les cahiers à tour de rôle. Les journaux paraissaient en trois exemplaires, à raison d'un exemplaire pour chaque aile de la prison.

En 1930, la discussion chez les trotskistes portait surtout sur l'attitude à prendre envers les « dirigeants du parti », c'est-à-dire envers Staline, ainsi qu'envers sa nouvelle « politique de gauche ».

La fraction de droite estimait que le plan quinquennal, malgré toutes ses déviations de droite ou d'extrême-gauche, répondait aux desiderata essentiels de l'opposition ; il fallait donc soutenir la politique officielle tout en critiquant les méthodes.

La fraction des « bolcheviks militants » faisait beaucoup de bruit en prenant une position diamétralement opposée à celle des droites. Son idée essentielle était que la réforme devait être faite « par en bas », qu'il fallait escompter une scission dans le parti, qu'il fallait s'appuyer sur la classe ouvrière. L'hostilité que la fraction affichait envers Staline contrastait avec l'attitude des professeurs rouges de la droite et lui attirait les sympathies des ouvriers et de la jeunesse. Le point faible de son programme était le caractère sommaire du jugement qu'elle portait sur l'économie du plan quinquennal. On s'était cramponné à un mot de Trotsky qui n'avait qu'une valeur polémique : « le plan quinquennal n'est qu'un édifice de chiffres » et on déclarait que toute l'industrialisation stalinienne n'était qu'un bluff. Quant à la politique internationale, la fraction de gauche niait non seulement l'existence d'une conjoncture favorable à la révolution, mais même — pour dénigrer Staline — l'existence de la crise économique mondiale. (...)

En fin de compte trois résolutions différentes furent soumises au vote. La première reconnaissait, malgré les nombreuses « déviations bureaucratiques », le caractère ouvrier de l'État, car il y subsistait « des vestiges de la dictature du prolétariat », tels que la nationalisation de la propriété privée et la répression contre la bourgeoisie.

Les « négateurs » de la dictature du prolétariat en U.R.S.S. présentèrent deux résolutions distinctes. Les uns trouvaient qu'il n'y avait plus de dictature prolétarienne en U.R.S.S., mais que « les fondements économiques de la Révolution d'octobre subsistaient ». Ils en concluaient qu'il fallait faire « une révolution politique » doublée d'une « profonde réforme de l'économie ».

Les autres « négateurs » — dont j'étais — croyaient que non seulement l'ordre politique, mais aussi l'ordre social et économique étaient étrangers et hostiles au prolétariat. Aussi envisagions-nous une révolution non seulement politique, mais aussi sociale qui ouvrirait la voie au développement du socialisme. Selon nous la bureaucratie était une vraie classe et une classe hostile au prolétariat.

Chacune des trois résolutions rallia un même nombre de voix, une quinzaine environ. On sortit de l'impasse en déclarant que la question du caractère de l'État soviétique restait ouverte.(...)■

Les dirigeants de l'Opposition de gauche en 1927. Assis, de gauche à droite : L. Serebriakov, K. Radek, Trotsky, M. Bogouslavsky, E. Preobrajensky. Debout : K. Rakovsky, Y. Drobnis, A. Beloborodov, L. Sosnovsky

La vie et la mort d'Helena Ginsburg Une militante trotskiste dans un camp de travail forcé en U.R.S.S.

Témoignage de Suzanne Leonhard*

Elle était alors âgée de 24 ou de 26 ans et s'appelait Helena Ginsburg. Je l'ai rencontrée à l'hôpital de Schor, près de Tjibiju, pendant l'été 1937. Cet hôpital n'appartient pas administrativement au camp de passage de Schor, mais bien au « Shel-Dor-Lag », c'est-a-dire à l'ensemble des grands camps dont les prisonniers avaient à construire le chemin de fer de Kotlas à Vorkouta. Des milliers et des milliers de prisonniers sont morts au cours de la construction de ce chemin de fer dans les forêts marécageuses, les marais et la toundra. On n'amenait les malades à l'hôpital de Schor que dans les cas où le rétablissement était pratiquement exclu, et quelques jours après leur arrivée à Schor, la plupart d'entre eux y trouvaient leur tombe. Néanmoins, l'hôpital était constamment débordé de malades, et rares furent les cas où de nouveaux patients y trouvaient de la place.

Nous étions trois dans une petite chambrée : Smirnova, femme d'I.N. Smirnov condamné à mort et exécuté au premier grand procès de Moscou en 1936, Helena Ginsburg et moi-même. Helena, ou Lola comme on l'appelait, attira mon attention dès que nous fîmes connaissance. Elle n'était pas fort jolie, car ses traits étaient irréguliers et elle avait même un peu de strabisme, mais ses yeux brûlaient du feu de ceux qui combattent pour la conscience suprême, de ceux qui sont prêts à se sacrifier eux-mêmes pour leur cause, de ceux qui poursuivaient avec fanatisme le but auquel ils avaient voué leur vie. La puissance de la conviction de Lola et son sérieux politique ne pouvaient pas ne pas m'influencer, étant donné que j'avais moi-même, dès ma prime jeunesse, passionnément recherché la vérité et que je me suis toujours battue pour mes idées, même si mes ailes ne me portaient alors déjà plus si loin que jadis.

Helena Ginsburg se trouvait à l'hôpital à la suite d'une grève de la faim qui avait duré deux semaines, mais s'était terminée sans résultats par l'effet de la nutrition forcée. Lola se sentait encore assez faible, mais elle ne devait plus rester au lit, et comme je pouvais moi-même me lever durant des heures et que j'avais la permission médicale de sortir pour prendre de l'air, nous nous promenions pour pouvoir discuter librement et sans témoins. Mes connaissances limitées de la langue russe ne suffisaient pas du tout à mener des discussions politiques, mais Lola avait quelques notions de français et d'allemand.

Je l'amenais à me raconter sa vie. Son père avait été avant la révolution un petit commerçant ambulant juif et devint plus tard un ouvrier du bâtiment. Lola était l'aînée de sept enfants. Elle ne se rappelait guère la période d'avant la révolution. Toute son enfance s'était déroulée dans l'ombre d'une misère infinie, qui ne s'était pas arrêtée au lendemain d'Octobre 1917. Mais, à la différence de ses parents qui étaient analphabètes, Lola avait pu se faire ouvrir les portes des écoles après la révolution.(...)

Ce n'est qu'au cours des années 1929-30, quand la question de la collectivisation forcée de l'agriculture fut à l'ordre du jour, que la jeune communiste, âgée de 17 ans se mit à réfléchir, avec son propre esprit critique, aux problèmes politiques fondamentaux. Après de graves luttes intérieures, elle se décida à adhérer à l'opposition trotskiste. Comme adversaire de Staline, elle fut arrêtée dès 1934.

L'isolateur politique de Verkhné-Ouralsk, où elle passa sa peine de prison, devint son université politique. Elle rencontra dans cette prison des oppositionnels politiques de toutes tendances et nuances. Le régime était encore fort clément dans cette prison, s'il faut se fier à ses descriptions. Les prisonniers politiques disposaient d'une bibliothèque volumineuse et pouvaient discuter librement entre eux. On peut facilement s'imaginer quelles discussions politiques échauffées s'y déroulèrent. Grâce à deux années de séjour dans cet isolateur politique, Lola Ginsburg acquit une formation marxiste solide et des connaissances approfondies du mouvement ouvrier international et de l'histoire des mouvements politiques, connaissances qui m'étonnèrent toujours. Beaucoup de détails de l'histoire du parti communiste russe et de son développement en parti d'État de l'Union soviétique me furent révélés par Helena Ginsburg, étant donné que je m'étais occupé de ces problèmes à l'étranger de façon superficielle et apparemment sans méthode. Lola Ginsburg avait connu à Verkhné-Ouralsk le militant trotskiste Vladimir Smirnov. Une amitié politique et personnelle intime s'était établie entre eux deux, et Lola l'épousa en prison.

Quand la vague d'arrestations prit en 1937 des dimensions inconnues

*Suzanne Leonhard fut une militante de la première heure du Spartakusbund, une amie personnelle de Rosa Luxembourg et de Karl Liebknecht. Elle dut s'exiler de l'Allemagne nazie. Réfugiée en URSS sur le conseil d'Alexandra Kollontaï, alors ambassadrice soviétique à Stockholm, elle fut arrêtée en octobre 1936 par le N.K.V.D. et passa dix années dans des camps de travail forcé. Dans *Un quart de ma vie*, dont nous avons extrait ce passage, elle témoigne de son expérience. Indiquons aussi que S. Leonhard a publié en 1921 un livre sur la littérature révolutionnaire clandestine en Allemagne pendant la première guerre mondiale. Cet extrait fut publié pour la première fois en français dans *Quatrième Internationale* vol. 9, n°1 de janvier 1951.

auparavant et que des centaines de milliers de prisonniers politiques furent transportés vers les camps de travail forcé, la plupart des prisonniers de l'isolateur politique de Verkhné-Ouralsk furent envoyés dans des régions lointaines. On assura à Vladimir Smirnov qu'il serait interné ensemble avec sa femme dans un camp au delà du cercle polaire. Ils furent cependant séparés l'un de l'autre quelques jours après ce transport. Pendant la nuit, Smirnov fut envoyé dans le camp de Vorkouta. Lola arriva les jours suivants à Tjibiju. On ne leur avait permis ni de se dire adieu, ni d'échanger leurs possessions mutuelles, une partie des affaires de Smirnov se trouvait auprès de Lola dans la tente des femmes.

Lola protesta au moyen d'une grève de la faim et bombarda l'administration du camp de requêtes, dans lesquelles elle parlait d'elle-même explicitement comme « de la détenue trotskiste Helena Ginsburg ». Pour apprécier ces actes, il faut savoir que le trotskisme était renommé comme le crime le plus terrible et le plus horrible. Un voleur, un fraudeur, un bandit ou même un assassin étaient considérés dans le camp comme des hommes de marque par comparaison à tous les prisonniers politiques, et un « agitateur contre-révolutionnaire » ou « prévenu d'espionnage » était jugé relativement innocent par comparaison à un « trotskiste ». Tous ceux dont l'acte de condamnation était marqué de la lettre fatidique T s'efforçaient de le taire dans la mesure du possible. Mais Lola se désignait elle-même fièrement comme trotskiste même dans sa correspondance officielle, alors que personne ne le lui demandait et qu'il suffisait de signer ses lettres « la détenue une telle ». Elle se livrait ainsi gratuitement à ses bourreaux. On peut considérer cela comme preuve d'un manque de maturité politique, on peut secouer la tête devant tant de naïveté, mais le sourire disparut de mes lèvres quand je m'aperçus du feu sacré dans les yeux de Lola. Je n'étais pas seulement émue devant la puissance de ses convictions ; je devais l'admirer. (...)

La militante trotskiste Lola rêvait d'être accusée dans un grand procès politique. Elle voulait à cette occasion dire la vérité au monde. Elle voulait crier au public quels étaient les véritables buts du trotskisme calomnié et diffamé de façon si misérable par Staline. Elle voulait clairement démontrer que la voie de Trotsky était la voie de la révolution mondiale, la seule voie véritable vers le communisme en U.R.S.S. et en Europe, alors que la voie de Staline représentait

Vladimir Smirnov, fusillé le 25 mai 1937, photographié par ses geôliers dans un camp, peu avant sa mort.

la trahison honteuse de la doctrine de Marx. Son discours d'accusation contre Staline, tout enflammé de sa fidélité à sa doctrine et de sa passion pour ses convictions, Lola l'avait mis au point depuis longtemps. Il ne lui manquait que l'occasion de le tenir devant l'opinion publique mondiale attentive. Après avoir clarifié dans l'esprit des communistes du monde entier les véritables buts du trotskisme et les raisons de sa lutte contre Staline, elle était prête à mourir. Elle savait qu'en agissant de la sorte, elle perdrait certainement la vie. Car elle n'ignorait point le pouvoir illimité de Staline et du N.K.V.D. Mais elle espérait que ses dernières paroles pourraient ramener des milliers de nouveaux militants dans l'arène politique.

Mourir en martyre pour la cause du trotskisme, tel était le rêve de la vie de la jeune Lola. C'est alors que je commençais à comprendre l'enthousiasme avec lequel elle avait suivi mon récit de l'agitation contre la guerre menée par Karl Liebknecht, l'acharnement qu'elle avait mis à entendre toujours répéter la description de notre insurrection spartakiste et de nos luttes sur les barricades en Allemagne. Voilà l'élan révolutionnaire qui lui était familier ! Mais pareille activité était-elle encore possible en Union soviétique ? Lola ne voulait pas admettre qu'il puisse exister un régime policier perfectionné au point où tout martyre devient impossible. « Elle s'envole vers la mort comme une mouche vers la lumière », me répétait constamment grand-père Edelsohn en secouant sa tête. Et c'est ce qui est finalement arrivé.(...)

Deux années plus tard, j'apprit que Lola Ginsburg avait été fusillée à Schor, pendant l'hiver 1937. Ensemble avec elle, il y eut une dizaine de victimes de la terreur du N.K.V.D., notamment le médecin Kukinadze, l'infirmier Noack, une infirmière, un camarade polonais qui avait travaillé à la section de l'habillement, et le commandant du camp de Schor. « Tout le nid trotskiste a été exterminé », avait dit un des soldats. L'exécution ne fut mentionnée nulle part, et longtemps personne ne sut où l'on avait transporté les victimes, jusqu'à ce que la vérité transpirât. Il se peut que les victimes mêmes ne surent pas qu'elles allaient être fusillées quand on les mena à la forêt. Sophie Scholl (1) a pu crier du haut de l'échafaud nazi des paroles qui retentissent encore aujourd'hui dans le cœur de centaines d'hommes et qui les poussent à combattre le totalitarisme. L'absolutisme du régime tsariste n'a pas pu empêcher que les paroles de la courageuse Sonia Perovskaia (2), conduite à l'exécution, soient transmises à ses contemporains et les encouragent à poursuivre la lutte contre la tyrannie. Seule la terreur de Staline rend tout martyre inconnu. La jeunesse oppositionnelle d'U.R.S.S. a été la moisson des balles du N.K.V.D. sans que les survivants en aient appris la nouvelle. C'est pourquoi je suis heureuse de pouvoir raconter la vie et la mort de Lola Ginsburg, pour que son histoire héroïque, symbole de celle de milliers de combattants courageux pour la Révolution communiste mondiale, n'ait pas été vécue en vain. ■

1. Jeune étudiante de Munich qui avait dirigé un groupe de résistance antihitlérienne à l'Université et qui fut exécutée en 1944 (ndt.).
2. Militante de Narodnaya Volya.

La lutte des trotskistes à Vorkouta

Témoignage de M. B.*

Les trotskistes orthodoxes arrivèrent à la mine durant l'été 1936 et vivaient en masse compacte dans deux grandes baraques. Ils se refusèrent catégoriquement à travailler dans les puits ; ils ne faisaient que le travail de surface, et ce durant 8 heures seulement, et non pas 10 et 12 ainsi que le voulait le règlement et que le faisaient les autres internés. Ils le faisaient de leur propre autorité, d'une manière organisée, et ignoraient ouvertement les règlements du camp. Dans leur ensemble, il y avait déjà près de dix ans qu'ils étaient déportés. Au début, ils furent envoyés dans des isolateurs politiques, puis exilés à Solovka, enfin, ils arrivèrent à Vorkouta. Les trotskistes formaient l'unique groupe des internés politiques qui critiquaient ouvertement la « ligne générale » stalinienne et offraient une résistance organisée aux geôliers. (...)

Malgré leurs divergences, tous ces groupes, à la mine, vivaient assez amicalement sous un seul dénominateur commun : « les trotskistes ». Leurs dirigeants étaient Socrate Guévorkian, Vladimir Ivanov, Melnaïs, V. V. Kossior et l'ex-secrétaire de Trotsky, Posnansky.

Guévorkian était un homme calme, bien équilibré, raisonnable, plein de bon sens. Il parlait sans se presser, pesant ses mots, fuyant toute affectation et tout geste théâtral. Jusqu'à son arrestation, il travaillait comme savant à l'Association russe des Centres de Recherches scientifiques de l'Institut des Sciences humaines. C'était un Arménien et, à cette époque, il avait sensiblement 40 ans. Son frère cadet était interné avec lui.

Melnaïs, un Letton, était un peu plus jeune que Guévorkian. Après avoir été membre du Comité central des Jeunesses communistes, il avait fait des études à la Faculté de Physique et de Mathématiques de l'Université de Moscou où, en 1925-27, il était à la tête d'un groupe fort important (quelques centaines de personnes) d'étudiants oppositionnels. Aux réunions de l'Université, quand Melnaïs intervenait, les staliniens soulevaient une tempête de bruits et de cris, l'empêchant de parler. Mais obstinément, opiniâtrement, Melnaïs attendait ; quand les hurleurs étaient à bout de souffle, fatigués et se taisaient, le président de l'assemblée, faisant tinter sa sonnette, lui déclarait : « Votre temps de parole est écoulé ! — « Pardon, c'était votre temps. Vous vous êtes démenés comme de beaux diables et vous avez crié ; moi, je me suis tu. Maintenant, c'est à moi de parler », répondait Melnaïs qui, ensuite, s'adressait à l'auditoire.

Fin 1927, Melnaïs fut un des premiers opposants de l'Université à être arrêté. Son arrestation provoqua une explosion d'indignation parmi les étudiants. Dans les couloirs et les amphithéâtres de l'Université, on racontait les détails révoltants de l'arrestation. Melnaïs était marié et vivait dans un appartement privé. Sa femme, une étudiante également, était enceinte. Durant la nuit, les douleurs de l'accouchement commencèrent. Ayant appelé une ambulance par téléphone, Melnaïs allait et venait nerveusement dans l'appartement, attendant le médecin. Entendant sonner à la porte d'entrée, il ouvre vivement celle-ci et laisse entrer trois personnes habillées en civil : « Par ici, s'il vous plaît, ma femme est vraiment mal », dit-il, montrant le chemin. « Minute ! —l'arrêta un des hommes en civil — pour l'instant, nous ne nous intéressons pas à votre femme, mais à vous personnellement » ; et il lui exhiba un mandat de perquisition et d'arrêt. Très bientôt arrivaient le médecin et les infirmiers des secours rapides ; la femme de Melnaïs fut emmenée à l'hôpital... et lui-même à la Loubianka.

Le Bulletin de l'Opposition, organe des Bolcheviks-léninistes russes, publié en exil par Léon Sedov, d'abord à Berlin puis à Paris, et acheminé en URSS.

Depuis ce temps-là, Melnaïs était interné. Dans les isolateurs politiques et en exil il travailla beaucoup sur les problèmes économiques et s'avéra bientôt un économiste éminent et de talent.

Vladimir Ivanov était un homme râblé, au visage rond et plein de gros marchand, aux grosses moustaches noires et aux yeux gris intelligents. Malgré ses 50 ans, on sentait en lui une grande volonté et une force d'ours. Vieux bolchevik et membre du Comité central, Ivanov, jusqu'à son arrestation, dirigeait le chemin de fer sino-oriental. Il avait adhéré, ainsi que sa femme, au groupe des « centralistes démocrates » (décistes) et se rangeait du côté des partisans de Sopranov. Quand le 15e Congrès décida l'incompatibilité de l'appartenance à l'opposition et de l'appartenance au PC, Ivanov quitta les rangs de l'opposition ce qui, malgré tout, ne le sauva pas : il fut arrêté après l'assassinat de Kirov. (...)

Kossior était un homme d'âge moyen, de très petite taille (presque un nain) avec une grosse tête. Avant son arrestation, il avait un poste dirigeant à la direction des Pétroles. Son frère, Stanislas Kossior, siégeait alors au Bureau politique et, en même temps, était secrétaire du Comité central du Parti communiste ukrainien. Au camp, Kossior travaillait à la chaufferie, amenant avec une brouette le charbon nécessaire aux chaudières. Étaient également au camp sa première femme, une Ukrainienne de qui il avait divorcé, et la seconde, une Russe, qu'il avait épousée en déportation.

Posnansky, un beau brun bien bâti de 35-38 ans, était passionné de musique et du jeu d'échecs. Le deuxième secrétaire de Trotsky, Grigoriev, se trouvait alors quelque part le long de la Petchora. (...)

La réunion fut de courte durée, la question de la grève de la faim et des revendications concrètes étant déjà débattue depuis quelques mois par les trotskistes. Des groupes trotskistes se trouvant dans d'autres camps (station Oussa, Tchibiou, Kotchmess, etc....) en avaient également discuté et avaient envoyé leur accord de soutien des revendications et de participation à la grève de la faim. Ces revendications furent ratifiées par l'unanimité des présents. Elles stipulaient :

1.—Abrogation de la décision illégale du N.K.V.D. concernant le transfert de tous les trotskistes des camps administratifs dans des camps de concentra-

* Nous publions des extraits d'un article, signé M.B., intitulé « Les trotskistes à Vorkouta », qui a paru dans le numéro d'octobre-novembre 1961 de l'organe des mencheviks russes *Le Messager socialiste*. Il a été traduit et publié en français dans *Quatrième Internationale* (20e année, n°17) de décembre 1962.

Discours de Socrate Guevorkian*

A l'automne 1936, aussitôt après les simulacres de procès contre les dirigeants de l'opposition : Zinoviev, Kamenev et les autres, tout le groupe des trotskistes « orthodoxes » se trouvant à la mine [de Vorkouta] se réunit en vue de délibérer. Ouvrant la réunion, Guevorkian s'adressa aux présents :

« Camarades ! Avant de commencer notre réunion, je vous demande d'honorer la mémoire de nos camarades, guides et dirigeants, morts en martyrs par la main des staliniens traîtres à la révolution ».

L'assemblée entière se leva. Puis, dans un bref discours très tranchant, Guevorkian expliqua qu'il s'agissait d'examiner et de résoudre le problème-clef : que faire et comment se comporter par la suite ?

« Il est maintenant évident que le groupe des aventuriers staliniens achève son coup d'État contre-révolutionnaire dans notre pays. Toutes les conquêtes progressives de notre révolution sont en danger de mort. Non seulement les ténèbres du crépuscule, mais ceux de la nuit noire et profonde, enveloppent notre pays. Aucun Cavaignac (1) n'a fait couler autant de sang des classes laborieuses que ne le fait Staline. Anéantissant physiquement tous les groupes oppositionnels du parti, il aspire à une dictature personnelle sans partage. Le parti et le peuple entier sont soumis à l'examen et à la justice sommaire de l'appareil policier. Les pronostics et les appréhensions les plus sombres de notre opposition se sont pleinement confirmés. La nation glisse irrésistiblement dans le marais thermidorien. C'est le triomphe des forces centristes petites-bourgeoises, dont Staline s'avère l'interprète, le porte-parole et l'apôtre. Aucun compromis avec les traîtres staliniens et les bourreaux de la révolution n'est possible. Demeurant jusqu'au bout des révolutionnaires prolétariens, nous ne devons nous nourrir d'aucune illusion en ce qui concerne le sort qui nous attend. Mais avant de nous anéantir, Staline cherchera à nous humilier le plus qu'il pourra. En mettant les internés politiques au même régime que les "droit commun", il s'efforce de nous disperser parmi les criminels et de dresser ceux-ci contre nous. Il ne nous reste qu'un unique moyen de lutte dans ce combat inégal : la grève de la faim. Avec un groupe de camarades, nous avons déjà ébauché la liste de nos revendications dont déjà beaucoup d'entre vous ont eu connaissance. Je vous propose donc, maintenant, d'en discuter tous ensemble et de prendre une décision ».

tion. Les affaires relatives à l'opposition politique au régime ne doivent pas être jugées par les tribunaux spéciaux du N.K.V.D., mais dans des assemblées juridiques publiques ;

2.—La journée de travail, au camp, ne doit pas dépasser 8 heures ;

3.—L'alimentation des détenus ne doit pas dépendre de leur norme de rendement. Cette dernière ne doit pas être stimulée par la ration alimentaire, mais par une prime pécuniaire ;

4.—Séparation, tant au travail que dans les baraquements, des détenus politiques et des condamnés de droit commun ;

5.—Les invalides, vieillards et femmes détenus politiques doivent être transférés hors des camps polaires dans des camps où les conditions climatiques sont plus favorables.

Il avait été recommandé, lors de la réunion, que les malades, les invalides et les vieillards ne participent pas à la grève de la faim ; néanmoins, tous ceux-là repoussèrent énergiquement cette recommandation !

L'assemblée n'avait pas décidé du jour où commencerait cette grève de la faim ; une direction de 5 membres, avec à sa tête Guevorkian, en était chargée après en avoir informé les autres groupes trotskistes disséminés sur l'immense territoire des camps de Oukhto-Pétchora.

Trois semaines plus tard, le 27 octobre 1936, commença la massive grève de la faim des détenus politiques, grève sans précèdent et exemplaire dans les conditions des camps soviétiques. Le matin, au signal du réveil, dans presque chaque baraquement, il y eut des détenus se déclarant grévistes. Les baraquements dans lesquels étaient installés des trotskistes participèrent au mouvement en totalité. Même des plantons firent la grève. A cette tragédie, qui dura plus de quatre mois, participèrent près de mille détenus, dont la moitié était à la mine.

Les deux premiers jours, les grévistes demeurèrent à leurs places habituelles. Puis l'administration du camp se préoccupa de les isoler du reste des détenus, craignant que leur exemple n'entraîne ces derniers. Dans la toundra, à quarante kilomètres de la mine, sur les berges de la Syr-laga, il y avait des baraques primitives à moitié démolies qui, précédemment, avaient servi lors des sondages de recherche. De toute urgence, ces baraques furent tant bien que mal remises en état ; on fit appel à des habitants de la région qui, avec leurs attelages de rennes, y transportèrent les grévistes de la faim qui s'y trouvèrent bientôt dans les six cents. Les autres furent rassemblés non loin de Tchibiou.

Après avoir isolé les grévistes, le Guepeou prit les mesures nécessaires afin que le mouvement ne s'étende pas dans le pays et soit ignoré hors des frontières. Les détenus n'eurent plus le droit de correspondre avec leurs familles, les employés salariés du camp se virent supprimer leurs congés et leur droit de déplacement. Des tentatives furent faites de dresser les autres détenus contre les grévistes. A la mine, il n'y avait plus de réserves de vivres, plus de quoi nourrir ceux qui travaillaient aux puits ; l'administration du camp soutint qu'elle avait dû dépenser de grandes réserves de graisse et de sucre, stockées pour les travailleurs de fond, pour l'alimentation artificielle des trotskistes.

A la fin du premier mois de grève, un des participants était mort d'épuisement ; deux autres encore devaient mourir au cours du troisième mois. Ce même mois, deux grévistes, des trotskistes non-orthodoxes, cessèrent volontairement la grève. Enfin, juste quelques jours avant la fin de la grève, mourut encore un des participants.

Ayant commencé fin octobre 1936, la grève de la faim avait duré 132 jours et ne s'est terminée qu'en mars 1937. Et elle ne prit fin que sur la victoire complète des grévistes à qui il fut communiqué un radiogramme de la direction centrale du N.K.V.D., rédigé en ces termes : « Faites savoir aux grévistes de la faim détenus aux mines de Vorkouta que satisfaction sera donnée à toutes leurs revendications ».

Les trotskistes furent donc ramenés à la mine, reçurent l'alimentation réservée aux malades et, au bout de quelques temps, reprirent le travail, mais uniquement en surface, certains d'entre eux même étaient dans les bureaux de direction de la mine, en qualité d'employés, de comptables, d'économistes, etc. Leur journée de travail ne dépassait pas 8 heures, leur ration alimentaire était indépendante de leur norme de rendement (2). (...) ■

---

* Ce texte est extrait du témoignage de M.B. sur les trotskistes à Vorkouta.

1. Louis Eugène Cavaignac, général, ministre de la guerre, réprima l'insurrection de juin 1848 à Paris puis, choisi comme chef de l'exécutif et investi de pouvoirs dictatoriaux, s'illustra dans la répression.

2. La victoire des grévistes fut de courte durée. Dès l'automne 1937 certains d'entre eux furent emmenés à Moscou, où ils ont été liquidés. Au cours de l'hiver 1937-1938 ils furent concentrés à part — avec d'autres détenus — puis fusillés par groupes de plusieurs dizaines à intervalles irréguliers jusqu'en mai 1938. Environs un millier de prisonniers furent ainsi liquidés, pour la plupart trotskistes. (ndlr)

Il faut construire de nouveau des partis communistes et une nouvelle Internationale

Document du 15 juillet 1933*

Depuis sa création, l'Opposition de gauche s'était donné pour tâche de réformer l'Internationale Communiste et de la régénérer au moyen de la critique marxiste et du travail fractionnel interne. Dans nombre de pays, particulièrement en Allemagne, les événements des dernières années ont mis à nu, avec une force écrasante, le caractère pernicieux de la politique du centralisme bureaucratique. Mais la politique stalinienne, s'armant de mesures de répression extraordinaires, opposa, non sans succès, aux exigences du développement historique, ses propres intérêts et préjugés de caste. Le résultat fut que l'évolution de l'IC prit le chemin non de la régénérescence, mais de la décomposition et de la désagrégation.

Le cours vers la « réforme », pris dans son ensemble, n'était cependant pas erroné : il représenta une étape nécessaire dans l'évolution de l'aile marxiste de l'IC, donna la possibilité d'éduquer les cadres des bolcheviks-léninistes et ne resta pas sans influence sur le mouvement ouvrier dans son ensemble. La politique de la bureaucratie stalinienne eut à subir tout le temps la pression de l'Opposition de gauche. Les mesures progressives du gouvernement de l'URSS qui ont retardé la venue de Thermidor, ne furent que des emprunts partiels et différés à l'Opposition de gauche. Des phénomènes analogues, mais à une moindre échelle, pouvaient être observés dans la vie de toutes les sections de l'IC.

Il faut en outre ajouter que le degré de dégénérescence ne peut, de façon générale, être mesuré a priori et seulement par des symptômes ; une vérification vivante des événements est nécessaire. Théoriquement, il était encore impossible, l'année dernière, de considérer comme totalement exclu que les bolcheviks-léninistes pouvaient, en s'appuyant sur l'aggravation de la lutte de classes, réussir à pousser l'IC sur la voie d'une véritable lutte contre le fascisme. (...)

Changement d'orientation

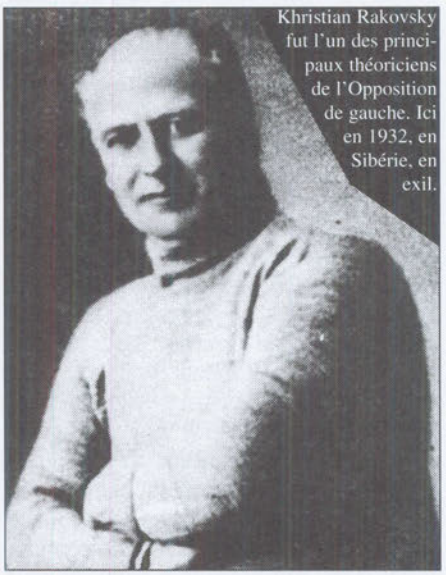
Le plus dangereux en politique est de rester prisonnier de sa propre formule, correcte hier, mais privée de tout contenu aujourd'hui.

L'effondrement du PC allemand avait encore théoriquement laissé deux possibilités à la bureaucratie stalinienne : ou bien une révision complète de la politique et du régime, ou au contraire, un étranglement définitif de tous les restes de vie des sections de l'IC L'Opposition de gauche était guidée par cette possibilité théorique, quand, avançant déjà pour l'Allemagne le mot d'ordre du nouveau parti, elle laissait encore ouverte la question du sort de l'IC. Il était pourtant clair que les semaines suivantes apporteraient une réponse, et il y avait très peu d'espoir qu'elle fût favorable.

Tout ce qui s'est passé après le 5 mars (la résolution du présidium du Comité exécutif de l'IC sur la situation en Allemagne, la soumission muette de toutes les sections à cette résolution, le congrès antifasciste de Paris, le cours officiel du Comité central du PC allemand, le sort du parti communiste autrichien, le sort du parti communiste bulgare, etc.), constitue un témoignage irréfutable que ce qui s'est décidé en Allemagne, c'est le sort, non seulement du PC allemand, mais aussi de l'IC dans son ensemble.

La direction de Moscou a non seulement proclamé sans défaut la politique qui avait assuré la victoire à Hitler, mais interdit toute discussion de ce qui s'était passé. Et cette interdiction honteuse ne fut ni abolie, ni même violée. Pas de congrès nationaux, pas de congrès international, pas de discussion dans les réunions du parti, pas de polémique dans la presse. Une organisation que n'a pas réveillée le tonnerre du fascisme et qui supporte humblement de tels outrages de la part de la bureaucratie, démontre par là même qu'elle est morte et que rien ne la ressuscitera. Le dire ouvertement et à haute voix, c'est notre devoir immédiat vis-à-vis du prolétariat et de son avenir. Dans tout notre travail ultérieur, c'est de l'effondrement historique de l'Internationale communiste officielle que nous devrons partir.

Trotsky avec Erwin Wolf, tchécoslovaque, membre du Sécretariat International, assassiné par la Gépéou en Espagne en 1937.



Khristian Rakovsky fut l'un des principaux théoriciens de l'Opposition de gauche. Ici en 1932, en Sibérie, en exil.

Réalisme contre pessimisme

Le fait que deux partis, le parti social-démocrate et le parti communiste, apparus à un demi-siècle d'intervalle, procédant tous deux de la théorie marxiste et des intérêts du prolétariat, aient connu une aussi triste fin — l'un par une basse trahison et l'autre par sa faillite —, ce fait ne peut qu'engendrer un état d'esprit pessimiste, même parmi les ouvriers avancés. « Quelles garanties avons-nous que la nouvelle relève révolutionnaire ne subira pas le même sort ? » Ceux qui exigent d'avance des garanties devront en général renoncer à la politique révolutionnaire. Les causes de l'effondrement de la social-démocratie et du communisme officiel sont à rechercher non pas dans la théorie marxiste ou la médiocrité des hommes qui l'ont appliquée, mais dans les conditions concrètes du processus historique. Il ne s'agit pas d'une opposition entre

* Nous reproduisons ici des extraits du texte marquant le changement de l'orientation de l'Opposition de gauche internationale, rédigé par Trotsky, publié sous le pseudonyme G. Gourov dans le bulletin intérieur de la LCI, n° 2, 30 août 1933. Cf. Léon Trotsky, *Œuvres 1, Mars-Juillet 1933*, EDI-ILT, Paris 1978, pp. 251-260. Les intertitres sont de la rédactions d'*Inprecor*.

des principes abstraits, mais de la lutte entre des forces sociales vivantes, avec les inévitables montées et reflux, avec la dégénérescence des organisations, avec l'usure de générations entières, avec la nécessité qui en résulte de mobiliser des forces fraîches pour une nouvelle étape historique. Personne ne s'est occupé de recouvrir à l'avance d'asphalte la route de l'ascension révolutionnaire du prolétariat. Avec des arrêts inévitables et des reculs partiels, il faut aller de l'avant sur un chemin coupé d'obstacles sans nombre et encombré de débris du passé. Que celui qui s'en effraye passe à côté.

Comment expliquer cependant que notre groupe lui-même, dont l'analyse et le pronostic ont été confirmés par tout le cours du développement, croisse trop lentement ? Il faut une fois de plus en chercher la cause dans la marche générale de la lutte de classes. La victoire du fascisme touche des millions d'hommes. Un pronostic politique n'est accessible qu'à des milliers ou des dizaines de milliers qui subissent d'ailleurs la pression de millions d'autres. Une tendance révolutionnaire ne peut remporter des victoires éclatantes dans des conditions où le prolétariat dans son ensemble subit les plus graves défaites. Ce n'est pas une raison pour laisser tomber les bras. C'est précisément dans les périodes de reflux révolutionnaires que se forment des cadres trempés, qui seront plus tard appelés à mener les masses dans le nouvel assaut.

Nouvelles réserves

Les tentatives faites plus d'une fois dans le passé de créer un « second parti » ou une « Quatrième Internationale » émanaient de l'expérience sectaire de certains groupes ou cercles « désillusionnés » du bolchevisme, et c'est pourquoi elles allèrent chaque fois à l'échec. Nous ne partons pas de notre propre « mécontentement » et « désillusion » subjectifs, mais de la marche objective de la lutte de classes. Toutes les conditions du développement de la révolution prolétarienne exigent impérativement une nouvelle organisation de l'avant-garde et apportent pour elle les prémisses nécessaires.

La décomposition de la social-démocratie va maintenant de pair avec l'effondrement de l'IC. Quelque profonde que soit la réaction dans le prolétariat lui-même, des centaines de milliers d'ouvriers dans le monde entier ne peuvent pas ne pas se poser la question des voies ultérieures de la lutte et d'une nouvelle organisation des forces. D'autres centaines de milliers s'ajouteront à eux dans un avenir prochain. Demander que les ouvriers, dont une partie a quitté l'IC avec indignation, et dont la majorité n'appartenait pas à l'IC, même dans ses meilleures années, demander qu'eux reconnaissent la direction de la bureaucratie stalinienne incapable de rien apprendre, ni de rien oublier, signifierait faire du don-quichottisme et freiner la formation de l'avant-garde prolétarienne.

Inévitablement, il se trouvera des communistes sincères au sein des organisations staliniennes qui se dresseront avec effroi et même avec indignation contre une nouvelle orientation. Pour certains, peut-être temporairement, la sympathie fera place à l'animosité. Il est cependant nécessaire de se guider, non d'après des considérations sentimentales et personnelles, mais sur des critères de masse.

Au moment où des centaines de milliers, des millions d'ouvriers, surtout en Allemagne, s'éloignent du communisme, en partie vers le fascisme, en majorité vers le camp de l'indifférentisme, où des milliers et des dizaines de milliers d'ouvriers social-démocrates, sous la pression de la même défaite, évoluent vers la gauche, c'est-à-dire vers le communisme, il ne peut cependant être question qu'ils reconnaissent pour eux la direction stalinienne désespérément compromise. Contre nous ces organisations socialistes de gauche ont jusqu'à maintenant fait valoir notre refus de nous détacher de l'IC et de construire un parti indépendant. Cette divergence aiguë est aujourd'hui éliminée par la marche du développement. Ainsi la discussion se trouve-t-elle transférée des questions d'organisation vers les questions programmatiques et politiques. Le nouveau parti ne sera supérieur à l'ancien que si, se basant fermement sur les décisions des quatre premiers congrès de l'IC, il sait, dans son programme, sa tactique et son organisation, dresser le bilan des terribles leçons des dix dernières années.(...)

La formation, dans plusieurs pays, de fortes organisations révolutionnaires, affranchies de toute responsabilité pour les crimes et les fautes des bureaucraties réformiste et centriste, armées d'un programme marxiste et d'une perspective révolutionnaire claire, ouvrira une ère nouvelle dans le développement du prolétariat mondial. Ces organisations attireront à elles tous les éléments véritablement communistes qui n'osent pas aujourd'hui encore rompre avec la bureaucratie stalinienne et, ce qui est plus important encore, elles rassembleront sous leur drapeau la jeune génération ouvrière.(...)

L'URSS et le PCUS

Le PC actuel de l'Union soviétique n'est pas un parti ; c'est un appareil d'administration aux mains d'une bureaucratie incontrôlée. Dans les rangs du PC de l'Union soviétique et en dehors, se groupent des éléments dispersés de deux partis principaux : le parti prolétarien et le parti thermidorien-bonapartiste. Planant au-dessus de ces deux partis, la bureaucratie stalinienne mène une lutte d'extermination contre les bolcheviks-léninistes. Bien qu'ils en viennent de temps en temps à des conflits aigus avec leurs demi-alliés thermidoriens, les staliniens sont pourtant en train de leur frayer le chemin, en écrasant, en étranglant et en dépravant le parti bolchevique.

Rudolf Klement (assassiné par la Guépéou à Paris en 1938), Trotsky, Yvan Craipeau, Jeanne Martin des Pallières, Sara Jacob et Jean van Heijenoort en 1933 à St. Palais.

Si, sans révolution prolétarienne en Occident, l'URSS ne peut parvenir au socialisme, sans la régénérescence d'une véritable Internationale prolétarienne, les bolcheviks-léninistes ne pourront, par leurs propres forces, régénérer le parti bolchevique ni sauver la dictature du prolétariat.(...) ■

Pour un art révolutionnaire indépendant

par André Breton et Diego Rivera*

André Breton et Léon Trotsky au Mexique

Il va sans dire que nous ne nous solidarisons pas un instant, quelle que soit sa fortune actuelle, avec le mot d'ordre : « *Ni fascisme ni communisme* », qui répond à la nature du philistin conservateur et effrayé, s'accrochant aux vestiges du passé « *démocratique* ». L'art véritable, c'est-à-dire celui qui ne se contente pas de variations sur des modèles tout faits mais s'efforce de donner une expression aux besoins intérieurs de l'homme et de l'humanité d'aujourd'hui, ne peut pas ne pas être révolutionnaire, c'est- à-dire ne pas aspirer à une reconstruction complète et radicale de la société, ne serait-ce que pour affranchir la création intellectuelle des chaînes qui l'entravent et permettre à toute l'humanité de s'élever à des hauteurs que seuls des génies isolés ont atteintes dans le passé. En même temps, nous reconnaissons que seule la révolution sociale peut frayer la voie à une nouvelle culture. Si, cependant, nous rejetons toute solidarité avec la caste actuellement dirigeante en URSS, c'est précisément parce qu'à nos yeux elle ne représente pas le communisme, mais en est l'ennemi le plus perfide et le plus dangereux.

Sous l'influence du régime totalitaire de l'URSS et par l'intermédiaire des organismes dits « *culturels* » qu'elle contrôle dans les autres pays, s'est étendu sur le monde entier un profond crépuscule hostile à l'émergence de toute espèce de valeur spirituelle. Crépuscule de boue et de sang dans lequel, déguisés en intellectuels et en artistes, trempent des hommes qui se sont fait de la servilité un ressort, du reniement de leurs propres principes un jeu pervers, du faux témoignage vénal une habitude et de l'apologie du crime une jouissance. L'art officiel de l'époque stalinienne reflète avec une cruauté sans exemple dans l'histoire leurs efforts dérisoires pour donner le change et masquer leur véritable rôle mercenaire.

La sourde réprobation que suscite dans le monde artistique cette négation éhontée des principes auxquels l'art a toujours obéi et que des Etats même fondés sur l'esclavage ne se sont pas avisés de contester si totalement doit faire place à une condamnation implacable. **L'opposition** artistique est aujourd'hui une des forces qui peuvent utilement contribuer au discrédit et à la ruine des régimes sous lesquels s'abîme, en même temps que le droit pour la classe exploitée d'aspirer à un monde meilleur, tout sentiment de la grandeur et même de la dignité humaine.

La révolution communiste n'a pas la crainte de l'art. Elle sait qu'au terme des recherches qu'on peut faire porter sur la formation de la vocation artistique dans la société capitaliste qui s'écroule, la détermination de cette vocation ne peut passer que pour le résultat d'une collision entre l'homme et un certain nombre de formes sociales qui lui sont adverses. Cette seule conjoncture, au degré près de conscience qui reste à acquérir, fait de l'artiste son allié prédisposé. Le mécanisme de **sublimation**, qui intervient en pareil cas, et que la psychanalyse a mis en évidence, a pour objet de rétablir l'équilibre rompu entre le « *moi* » cohérent et les éléments refoulés. Ce rétablissement s'opère au profit de l'« *idéal du moi* » qui dresse contre la réalité présente, insupportable, les puissances du monde intérieur, du « *soi* », **communes à tous les hommes** et constamment en voie d'épanouissement dans le devenir. Le besoin d'émancipation de l'esprit n'a qu'à suivre son cours naturel pour être amené à se fondre et à se retremper dans cette nécessité primordiale : le besoin d'émancipation de l'homme.

Il s'ensuit que l'art ne peut consentir sans déchéance à se plier à aucune directive étrangère et à venir docilement remplir les cadres que certains croient pouvoir lui assigner, à des fins pragmatiques, extrêmement courtes. Mieux vaut se fier au don de préfiguration qui est l'apanage de tout artiste authentique, qui implique un commencement de résolution (virtuel) des contradictions les plus graves de son époque et oriente la pensée de ses contemporains vers l'urgence de l'établissement d'un ordre nouveau.

André Breton, Diego Rivera et Léon Trotsky lors de la discussion du manifeste « Pour un art révolutionnaire indépendant » en 1938.

* Le manifeste « Pour un art révolutionnaire indépendant » qui est paru sous la double signature d'André Breton et de Diego Rivera avait été le fruit d'un travail en commun de Trotsky et de Breton, lors du sejour de ce dernier au Mexique en 1938. Il devait servir à lancer une Fédération internationale de l'art révolutionnaire indépendant (FIARI), que André Breton a commencé à mettre en place à son retour du Mexique. Une revue, *La Clé*, a commencé a paraître en janvier 1939. 2 numéros ont paru (cf. leur reproduction dans *Quaderni del Centro Studi Pietro Tresso, Serie Studi e Ricerche* n° 35 — disponibles à la Librairie La Brèche, 9 Rue de Tunis, 75011 Paris, France). Nous reproduisons des extraits de ce manifeste du vol. 18 des *Œuvres* de Léon Trotsky, ILT 1984, pp. 198 à 211).

L. Trotsky et Diego Rivera, qui l'a accueilli au Mexique.

L'idée que le jeune Marx s'était fait du rôle de l'écrivain exige, de nos jours, un rappel vigoureux. Il est clair que cette idée doit être étendue, sur le plan artistique et scientifique, aux diverses catégories de producteurs et de chercheurs. « *L'écrivain,* dit-il, *doit naturellement gagner de l'argent pour pouvoir vivre et écrire, mais il ne doit en aucun cas vivre et écrire pour gagner de l'argent... L'écrivain ne considère aucunement ses travaux comme un* ***moyen.*** *Ils sont des* ***buts en soi****, ils sont si peu un moyen pour lui-même et pour les autres qu'il sacrifie au besoin son existence à leur existence...* ***La première condition de la liberté de la presse consiste à ne pas être un métier.*** » Il est plus que jamais de circonstance de brandir cette déclaration contre ceux qui prétendent assujettir l'activité intellectuelle à des fins extérieures à elle-même et, au mépris de toutes les déterminations historiques qui lui sont propres, régenter, en fonction de prétendues raisons d'Etat, les thèmes de l'art. Le libre choix de ces thèmes et la non-restriction absolue en ce qui concerne le champ de son exploration constituent pour l'artiste un bien qu'il est en droit de revendiquer comme inaliénable. En matière de création artistique, il importe essentiellement que l'imagination échappe à toute contrainte, ne se laisse sous aucun prétexte imposer de filière. A ceux qui nous presseraient, que ce soit pour aujourd'hui ou pour demain, de consentir à ce que l'art soit soumis à une discipline que nous tenons pour radicalement incompatible avec ses moyens, nous opposons un refus sans appel et notre volonté délibérée de nous en tenir à la formule : **toute licence en art.**

Nous reconnaissons, bien entendu, à l'Etat révolutionnaire le droit de se défendre contre la réaction bourgeoise agressive, même lorsqu'elle se couvre du drapeau de la science ou de l'art. Mais entre ces mesures imposées et temporaires d'auto-défense révolutionnaire et la prétention d'exercer un commandement sur la création intellectuelle de la société, il y a un abîme. Si, pour le développement des forces productives matérielles, la révolution est tenue d'ériger un régime **socialiste** de plan centralisé, pour la création intellectuelle elle doit dès le début même établir et assurer un régime **anarchiste** de liberté individuelle. Aucune autorité, aucune contrainte, pas la moindre trace de commandement ! Les diverses associations de savants et les groupes collectifs d'artistes qui travailleront à résoudre des tâches qui n'auront jamais été si grandioses peuvent surgir et déployer un travail fécond uniquement sur la base d'une libre amitié créatrice, sans la moindre contrainte de l'extérieur. ■

Assassiné en rejoignant la IVe Internationale

Ignacy Reiss (Poretski, 1899-1937), militant du PC polonais, un des dirigeants des services secrets soviétiques en Europe, a renvoyé ses décoration à Staline annonçant qu'il rejoint Trotski et la IVe Internationale en juillet 1937. En septembre 1937 il fut assassiné par la Guépéou en Suisse. Elisabeth Poretski, sa compagne, a écrit un émouvant récit de la stalinisation du Komintern et de la liquidation des internationalistes par la bureaucratie russe, sous le titre *Les Nôtres*. Notre camarade Daniel Künzi lui a consacré un film documentaire.

Ho chi Minh : « *Tous ceux qui ne suivrons pas la ligne tracée par moi seront brisés* »

Ta thu Thàu (1906-1945) est le plus connu des militants trotskistes vietnamiens, qui furent assassinés par les staliniens. Enseignant, il était animateur de la liste des travailleurs, un front unique électoral constitué par les trotskistes, les staliniens et les nationalistes en vue des élections en 1933-36, qui éditait le journal *La Lutte (Tranh dàu)*, devenu plus tard un journal trotskiste. En 1935 il a été élu au conseil municipal de Saigon. Il fut élu en avril 1939 au Conseil colonial. En avril 1940 il est condamné à cinq ans de bagne et incarcéré à Poulo Condor. Après son retour de bagne en 1944, il s'engage dans la formation du Parti ouvrier socialiste et se rend au Nord Viêtnam. De retour vers le Sud, en septembre 1945, il fut arrêté par le Viêt-minh à Quang ngai. Condamné à la mort dans un simulacre de procès par les staliniens, sa défense parvint à semer le doute chez les miliciens du Viêt-minh chargés de l'exécuter. A l'ordre de faire feu, ils baissèrent les bras. Au troisième refus, le « procureur » Tu Ty en termina par un coup de revolver dans le dos. C'était dans les premiers jours de septembre 1945.

Daniel Guérin interrogea Ho chi Minh sur cet assassinat lors du séjour de ce dernier à Paris en 1946 et reçut cette réponse : « Ce fut un grand patriote et nous le pleurons… Mais tous ceux qui ne suivrons pas la ligne tracée par moi seront brisés » (D. Guérin, *Au service des colonisés 1930-1953*, p. 22, Paris 1954).

Ta thu Thàu

Avant la déflagration mondiale

Le congrès de fondation (1938)

Le Congrès de fondation a eu lieu en 1938 dans des conditions de clandestinité, ne durant qu'une seule journée : il s'est tenu dans la banlieue parisienne et non en Suisse, comme l'indiquait le communiqué public (cette mesure de précaution sera adoptée y compris pour des congrès suivants). Les participants — environ une vingtaine — représentaient douze pays : Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Allemagne, Union Soviétique, Italie, Brésil, Pologne, Belgique, Autriche, Pays-Bas et Grèce.

Le Groupe bolchevik-léniniste polonais, qui s'était opposé à la proclamation de la IVe Internationale, a déclaré à l'issue de la conférence : « *Bien que fermement et unanimement convaincue que la proclamation de la IVe Internationale dans la conjoncture actuelle est une grave erreur politique, néanmoins, la section polonaise s'engage à respecter loyalement la discipline de la IVe Internationale et à appliquer de son mieux les décisions du congrès mondial.* »

Le plus important des documents adoptés est incontestablement le *Programme de transition* qui restera un texte de référence fondamental pour la IVe Internationale et qui sera publié dans de très nombreuses langues. ■

Aux travailleurs du monde entier

Manifeste*

Nous, IVe Internationale, défenseurs loyaux de l'URSS contre tous ses ennemis, au-dedans et au dehors, accusons le stalinisme d'avoir soumis la vie économique du pays aux intérêts de la clique bureaucratique du sommet. Partisans de la véritable démocratie prolétarienne, nous accusons le stalinisme d'avoir privé les masses soviétiques de toutes les grandes libertés conquises les armes à la main.

La bureaucratie réactionnaire a établi en URSS un régime totalitaire odieux grâce à un régime sanglant de terreur continue, complété par les attaques de gangsters contre les révolutionnaires à l'étranger et la corruption du mouvement ouvrier et intellectuel. Ce régime discrédite le nom du socialisme. Les prétendus partis communistes ne sont rien d'autres que des agences soudoyées par ce régime totalitaire, dont le seul but mondial est le maintien du *statu quo* impérialiste. La IIe Internationale diffère du stalinisme seulement par sa critique purement verbale et superficielle. Le bonapartisme mine la révolution bolchevique.

Le prolétariat mondial ne peut pas avancer sans rompre les chaînes qui le rattachent aux vieilles Internationales et à leur politique. L'anarchisme, qui s'est montré en Espagne prisonnier de sa propre doctrine, et capitula devant la bourgeoisie au nom du Front populaire, ne peut arriver à opérer cette rupture. Tout aussi futiles sont les petits groupes centristes, unis dans le Bureau de Londres, qui refusent de briser clairement avec les vieilles Internationales en prenant la voie d'une lutte de classes conséquente, vers le socialisme internationaliste révolutionnaire.

C'est seulement en faisant vivre les grandes traditions du marxisme révolutionnaire, en rompant avec la collaboration de classes, le social-patriotisme et les prêtres de la soumission dans le mouvement ouvrier, et en prenant la voie d'une lutte de classes résolument agressive, en lançant l'assaut contre la forteresse du capitalisme, avec les armes invincibles forgées par nos grands maîtres, Marx et Engels, Lénine et Trotsky, que les exploités du monde peuvent s'écarter de la stagnation et de la défaite, et marcher en avant, comme la solide phalange de l'avenir socialiste.

C'est la voie de la IVe Internationale ! Elle s'appuie sur les fondements inébranlables des principes du marxisme- léninisme révolutionnaire. Elle se proclame fièrement l'héritière et la continuatrice de la Ie Internationale de Marx, de la Révolution russe et de l'Internationale communiste de Lénine.

La IVe Internationale ne cache pas ses objectifs. Son programme est connu de la classe ouvrière. C'est le programme de l'opposition irréconciliable et de la lutte contre l'injustice, contre l'exploitation, contre l'oppression.

Par-dessus tout, dans la période cruciale actuelle — période de crise vitale pour la classe ouvrière et l'humanité tout entière —, la IVe Internationale lance un appel aux ouvriers et aux peuples opprimés du monde entier.

Aux ouvriers français et allemands spécialement, qui sont menacés de destruction mutuelle dans l'intérêt de l'impérialisme, nous disons : comme le prolétariat de partout, vous haïssez le bourreau Hitler. Comme vous, nous sommes déterminés à abattre le fascisme et toutes les dominations oppressives.

Mais le fascisme ne peut pas être et ne sera pas abattu par les baïonnettes de l'impérialisme français. Seule l'action de classe indépendante du prolétariat mettra fin à la domination hideuse du fascisme.

Unissez-vous dans la lutte de classes sans répit contre le fascisme et la guerre impérialiste.

Unissez-vous pour la liberté des peuples coloniaux contre la tyrannie de la domination impérialiste.

Unissez-vous dans la seule guerre juste et sacrée, la guerre contre les oppresseurs, les exploiteurs, contre leurs agents perfides dans le mouvement ouvrier.

Vive la IVe Internationale !

Vive la révolution socialiste internationale !

---

* La conférence de fondation de la IVe Internationale (le Ie Congrès mondial) s'est tenue à Périgny, dans une grange appartenant à Alfred Rosmer, le 3 septembre 1938. Nous reproduisons un extrait du manifeste qui y fut adopté des *Congrès de la Quatrième Internationale*, vol. 1, éd. La Brèche, Paris 1978.

Le programme de transition

Document*

La tâche stratégique de la prochaine période — période pré-révolutionnaire d'agitation, de propagande et d'organisation — consiste à surmonter la contradiction entre la maturité des conditions objectives de la révolution et la non-maturité du prolétariat et de son avant-garde (désarroi et découragement de la vieille génération, manque d'expérience de la jeune). Il faut aider les masses, dans le processus de leurs luttes quotidiennes, à trouver le pont entre leurs revendications actuelles et le programme de la révolution socialiste. Ce pont doit consister en un système de revendications transitoires, partant des conditions actuelles et de la conscience actuelle de larges couches de la classe ouvrière et conduisant invariablement à une seule et même conclusion : la conquête du pouvoir par le prolétariat.

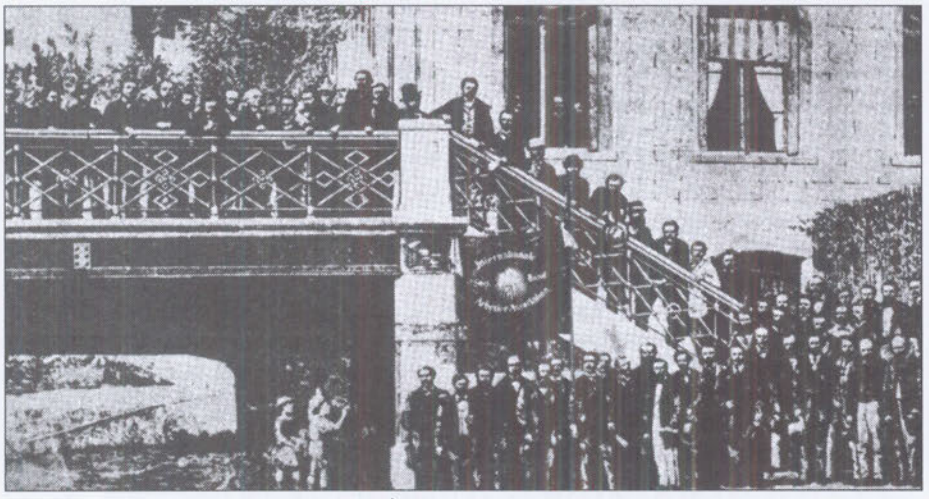
Un pont entre les revendications actuelles et la révolution socialiste

La social-démocratie classique, qui développa son action à l'époque où le capitalisme était progressiste, divisait son programme en deux parties indépendantes l'une de l'autre : le **programme minimum**, qui se limitait à des réformes dans le cadre de la société bourgeoise, et le **programme maximum**, qui promettait pour un avenir indéterminé le remplacement du capitalisme par le socialisme. Entre le programme minimum et le programme maximum, il n'y avait aucun pont. La social-démocratie n'a pas besoin de ce pont, car, de *socialisme*, elle ne parle que les jours de fête.

L'Internationale communiste est entrée dans la voie de la social-démocratie à l'époque du capitalisme pourrissant, alors qu'il ne peut plus être question de réformes sociales systématiques ni de l'élévation du niveau de vie des masses ; alors que la bourgeoisie reprend chaque fois de la main droite le double de ce qu'elle a donné de la main gauche (impôts, droits de douane, inflation, « déflation », vie chère, chômage, réglementation policière des grèves, etc.) ; alors que chaque revendication progressiste de la petite bourgeoisie conduit inévitablement au-delà des limites de la propriété capitaliste et de l'État bourgeois.

La tâche stratégique de la IVe Internationale ne consiste pas à réformer le capitalisme, mais à le renverser. Son but politique est la conquête du pouvoir par le prolétariat pour réaliser l'expropriation de la bourgeoisie. Cependant, l'accomplissement de cette tâche stratégique est inconcevable sans l'attitude la plus attentive envers toutes les questions de tactique, même petites et partielles.

Toutes les fractions du prolétariat, toutes ses couches, professions et groupes doivent être entraînés dans le mouvement révolutionnaire. Ce qui distingue l'époque actuelle, ce n'est pas qu'elle affranchit le parti révolutionnaire du travail prosaïque de tous les jours, mais qu'elle permet de mener cette lutte en liaison indissoluble avec les tâches de la révolution.



Le congrès de fondation de la 1ère Internationale (28 septembre 1864 à Londres).
En 1938 un poignée de militants décida de reprendre le flambeau…

La IVe Internationale ne repousse pas les revendications du vieux programme « minimum », dans la mesure où elles ont conservé quelque force de vie. Elle défend inlassablement les droits démocratiques des ouvriers et leurs conquêtes sociales. Mais elle mène ce travail de tous les jours dans le cadre d'une perspective correcte, réelle, c'est-à-dire révolutionnaire. Dans la mesure où les vieilles revendication partielles « minimum » des masses se heurtent aux tendances destructrices et dégradantes du capitalisme décadent — et cela se produit à chaque pas — la IVe Internationale met en avant un système de **revendications transitoires** dont le sens est de se diriger de plus en plus ouvertement et résolument contre les bases mêmes du régime bourgeois. Le vieux « programme minimum » est constamment dépassé par le programme de transition dont la tâche consiste en une mobilisation systématique des masses pour la révolution prolétarienne. (…)

Faillite des réformistes

La politique du parti de Léon Blum en France démontre de nouveau que les réformistes sont incapables de rien apprendre des leçons les plus tragiques de l'histoire. La social-démocratie française copie servilement la politique de la social-démocratie allemande et marche à la même catastrophe. Durant des dizaines d'années, la IIe Internationale a grandi dans les cadres de la démocratie bourgeoise, en est devenue une partie inséparable et pourrit avec elle.

La IIIe Internationale est entrée dans la voie du réformisme à l'époque où la crise du capitalisme avait définitivement mis à l'ordre du jour la révolution prolétarienne. La politique actuelle de l'IC en Espagne et en Chine, politique qui consiste à ramper devant la bourgeoisie « démocratique » et « nationale » — démontre que l'IC, elle non plus, n'est plus capable d'apprendre quelque chose ou de changer. La bureaucratie, qui est devenue une force réactionnaire en URSS, ne peut jouer un rôle révolutionnaire sur l'arène mondiale.

L'anarcho-syndicalisme a connu

* Principal document adopté par la Conférence de fondation de la IVe Internationale, le *Programme de transition* a connu de multiples éditions dans de nombreuses langues. Nous en reproduisons ici quelques extraits, d'après l'édition française de 1977 (éd. de la Taupe Rouge, supplément à *Critique Communiste*, Paris 1977). Les intertitres sont de la rédaction d'*Inprecor*.

dans l'ensemble, une évolution du même genre. En France, la bureaucratie syndicale de Léon Jouhaux est devenue depuis longtemps une agence de la bourgeoisie dans la classe ouvrière. En Espagne, l'anarcho-syndicalisme s'est débarrassé de son révolutionnarisme de façade dès qu'a commencé la révolution et est devenu la cinquième roue du char de la démocratie bourgeoise.

Les organisations intermédiaires centristes, qui se groupent autour du Bureau de Londres, ne sont que des accessoires « gauche » de la social-démocratie et de l'IC. Elles ont montré leur incapacité complète à s'orienter dans une situation historique et à en tirer les conclusions révolutionnaires. Leur point culminant fut atteint par le POUM espagnol qui, dans les conditions de la révolution, s'est trouvé absolument incapable d'avoir une politique révolutionnaire.

Bonnes et mauvaises méthodes

Les défaites tragiques subies par le prolétariat mondial durant une longue série d'années ont poussé les organisations officielles à un conservatisme encore plus grand et ont conduit en même temps les « révolutionnaires » petits-bourgeois déçus à rechercher des « voies nouvelles ». Comme toujours, dans les époques de réaction et de déclin, apparaissent de toutes parts les magiciens et les charlatans. Ils veulent réviser toute la marche de la pensée révolutionnaire. Au lieu d'apprendre du passé, ils le « corrigent ».

Les uns découvrent l'inconsistance du marxisme, les autres proclament la faillite du bolchevisme. Les uns font retomber sur la doctrine révolutionnaire la responsabilité des erreurs et des crimes de ceux qui l'ont trahie ; les autres maudissent la médecine, parce qu'elle n'assure pas une guérison immédiate et miraculeuse. Les plus audacieux promettent de découvrir une panacée et, en attendant, recommandent d'arrêter la lutte des classes. De nombreux prophètes de la nouvelle morale se disposent à régénérer le mouvement ouvrier à l'aide d'une homéopathie éthique. La majorité de ces apôtres ont réussi à devenir eux-mêmes des invalides moraux avant même de descendre sur le champ de bataille. Ainsi, sous l'apparence de « nouvelles voies », on ne propose au prolétariat que de vieilles recettes, enterrées depuis longtemps dans les archives du socialisme d'avant Marx.

La IVe Internationale déclare une guerre implacable aux bureaucraties de la IIe et de la IIIe Internationale, de l'Internationale d'Amsterdam et de l'Internationale anarcho-syndicaliste, de même qu'à leurs satellites centristes ; au réformisme sans réformes, au démocratisme allié de la Guépéou, au pacifisme sans paix, à l'anarchisme au service de la bourgeoisie, aux « révolutionnaires » qui craignent mortellement la révolution. Toutes ces organisations ne sont pas le gage de l'avenir, mais des survivances pourrissantes du passé. L'époque des guerres et des révolutions ne laissera pas d'elles pierre sur pierre.

La IVe Internationale ne recherche ni n'invente aucune panacée. Elle se tient entièrement sur le terrain du marxisme, seule doctrine révolutionnaire qui permette de comprendre ce qui est, de découvrir les causes des défaites et de préparer consciemment la victoire. La IVe Internationale continue la tradition du bolchevisme, qui a montré pour la première fois au prolétariat comment conquérir le pouvoir. La IVe Internationale écarte les magiciens, les charlatans et les professeurs importuns de morale. Dans une société fondée sur l'exploitation, la morale suprême est la morale de la révolution socialiste. Bons sont les méthodes et les moyens qui élèvent la conscience de classe des ouvriers, leur confiance dans leurs propres forces, leurs dispositions à l'abnégation dans la lutte. Inadmissibles sont les méthodes qui inspirent aux opprimés la crainte et la docilité devant les oppresseurs, étouffent l'esprit de protestation et de révolte, ou substituent à la volonté des masses la volonté des chefs, à la persuasion la contrainte, à l'analyse de la réalité, la démagogie et la falsification. Voilà pourquoi la social-démocratie, qui a prostitué le marxisme, tout comme le stalinisme, antithèse du bolchevisme, sont les ennemis mortels de la révolution prolétarienne et de sa morale.

Deux photos de Lénine et Trotsky, la seconde témoigne de la « rectification historique » opérée par les services staliniens…

Rosa Luxemburg (1871-1919), fondatrice de la Social-démocratie du Royaume de Pologne et de la Lithuanie (SDKPiL), qui fut à l'origine du Parti communiste de Pologne. Le congrès de fondation de la IVe Internationale coïncidait avec la dissolution par Staline du PCP, dont presque tous les dirigeants, convoqués à Moscou, furent assassinés, après avoir été accusés de « déviation trotsko-luxemburgiste ».

Regarder la réalité en face ; ne pas chercher la ligne de moindre résistance ; appeler les choses par leur nom ; dire la vérité aux masses, quelque amère qu'elle soit ; ne pas craindre les obstacles ; être rigoureux dans les petites choses comme dans les grandes ; oser, quand vient l'heure de l'action : telles sont les règles de la IVe Internationale. Elle a montré qu'elle sait aller contre le courant. La prochaine vague historique la portera à son faîte.

Contre le sectarisme…

Sous l'influence de la trahison et de la dégénérescence des organisations historiques du prolétariat, naissent ou se régénèrent, à la périphérie de la IVe Internationale, des groupements et des

positions sectaires de différents genres. Ils ont à leur base le refus de lutter pour les revendications partielles ou transitoires, c'est-à-dire pour les intérêts et les besoins élémentaires des masses telles qu'elles sont. Se préparer à la révolution signifie, pour les sectaires, se convaincre soi-même des avantages du socialisme. Ils proposent de tourner le dos aux « vieux » syndicats, c'est-à-dire à des dizaines de millions d'ouvriers organisés — comme si les masses pouvaient vivre en dehors des conditions de la lutte des classes réelle ! Ils restent indifférents à la lutte qui se déroule au sein des organisations réformistes — comme si l'on pouvait conquérir les masses sans intervenir dans cette lutte ! Ils se refusent à faire en pratique une différence entre la démocratie bourgeoise et le fascisme — comme si les masses pouvaient ne pas sentir cette différence à chaque pas !

Les sectaires ne sont capables de distinguer que deux couleurs : le blanc et le noir. Pour ne pas s'exposer à la tentation, ils simplifient la réalité. Ils se refusent à faire une différence entre les camps en lutte en Espagne, pour la raison que les deux camps ont un caractère bourgeois. Ils pensent, pour la même raison, qu'il est nécessaire de rester neutre dans la guerre entre le Japon et la Chine. Ils nient la différence principielle entre l'URSS et les pays bourgeois et se refusent, vu la politique réactionnaire de la bureaucratie soviétique, à défendre contre l'impérialisme les formes de propriété créées par la révolution d'Octobre.

Incapables de trouver accès aux masses, ils les accusent volontiers d'être incapables de s'élever jusqu'aux idées révolutionnaires.

Un pont, sous la forme des revendications transitoires, n'est aucunement nécessaire à ces prophètes stériles, car ils ne se disposent nullement à passer sur l'autre rive. Ils piétinent sur place, se contentant de répéter les mêmes abstractions vides. Les événements politiques sont pour eux une occasion de faire des commentaires, mais non d'agir. Comme les sectaires, de même que les confusionnistes et les faiseurs de miracles de toutes sortes, reçoivent à chaque instant des chiquenaudes de la part de la réalité, ils vivent dans un état d'irritation continuelle, se plaignant sans cesse du « régime » et des « méthodes », et s'adonnent aux petites intrigues.

Dans leurs propres milieux, ils exercent d'ordinaire un régime de despotisme. La prostration politique du sectarisme ne fait que compléter, comme son ombre, la prostration de l'opportunisme, sans ouvrir de perspectives révolutionnaires. Dans la politique pratique, les sectaires s'unissent à chaque pas aux opportunistes, surtout aux centristes, pour lutter contre le marxisme.

...qui guète aussi nos rangs

La majorité des groupes et cliques sectaires de ce genre, qui se nourrissent de miettes tombées de la table de la IVe Internationale, mènent une existence organisationnelle « indépendante », avec de grandes prétentions, mais sans la moindre chance de succès. Les bolcheviks-léninistes peuvent, sans perdre leur temps, abandonner tranquillement ces groupes à leur propre sort.

Cependant, des tendances sectaires se rencontrent aussi dans nos propres rangs et exercent une influence funeste sur le travail de certaines sections. C'est une chose qu'il est impossible de supporter un seul jour de plus. Une politique juste sur les syndicats est une condition fondamentale de l'appartenance à la IVe Internationale. Celui qui ne cherche ni ne trouve la voie du mouvement des masses, celui-là n'est pas un combattant, mais un poids mort pour le Parti. Un programme n'est pas créé pour une rédaction, une salle de lecture ou un club de discussion, mais pour l'action révolutionnaire de millions d'hommes. L'épuration des rangs de la IVe Internationale du sectarisme et des sectaires incorrigibles est la plus importante condition des succès révolutionnaires.(...) ■

l'arme de la critique
ne saurait remplacer la critique des armes.
K. Marx

librairie
La Brèche

9, rue de Tunis 75011 Paris
tél : 01 43 67 63 57
fax : 01 43 79 29 61
ouvert : lundi 14h-20h
mardi à samedi : 12h-20h
métro Nation

vente par correspondance
Paris, province, étranger : envoi gratuit

Seconde guerre mondiale et début de reconstruction (1939-1948)

Les militants de la IVe Internationale ont participé activemennt aux luttes menées contre l'occupation nazie de l'Europe, tout en ne partageant pas les orientations stratégiques et les méthodes de la résistance officielle (1).

Nos sections ont payé un prix très lourd : de nombreux membres sont tombés, d'autres ont connu les camps de concentration de Hitler, d'autres encore ont été victimes de répressions par des partis ou des formations militaires staliniennes. Rappelons, entre autres, les belges Léon Lesoil et Abraham Wajnsztok dit Léon ainsi que le français Marcel Hic, dirigeants de leurs organisations respectives, morts dans des camps de concentration ; le grec Pantelis Pouliopoulos, fusillé par l'armée italienne, et ses compatriotes, Stavros Verouchis et Dimitri Tatsis, assassinés par des staliniens ; le chinois Chen Chi-chang, mort sous la torture des gendarmes japonais en 1943 ; l'allemand Heinz Epe dit Walter Held, arrêté par les staliniens près de Moscou alors qu'il tentait de rejoindre les États-Unis, mort en prison à Saratov le 28 décembre 1942 ; Martin Monat-Wittlin dit Widelin, dirigeant de la section belge, éditeur du bulletin destiné aux soldats allemands, *Arbeiter und Soldat,* assassiné par la Gestapo à Paris en juillet 1944 ; le soldat allemand Willy, collaborateur de Monat, arrêté en octobre 1943 et fusillé dans la prison de Fresnes après d'atroces tortures ; le hollandais Henricus Sneevliet, fondateur du PC Indonésien, condamné à mort par les nazis et fusillé avec ses camarades du Front Marx-Lénine-Luxemburg en avril 1942 ; l'allemand Georg Jungclas, arrêté par la Gestapo au Danemark, qui sera après la guerre parmi les dirigeants de l'Internationale et l'italien Pietro Tresso, tué par des staliniens alors qu'il participait à la résistance en France.

Le principal dirigeant du mouvement trotskyste vietnamien, Ta Thu Thau, sera tué dans son pays en 1945, lui aussi par des staliniens. La section polonaise disparut dans la tourmente, ses militants furent victimes de la repression nazie et stalinienne, les quelques survivants (dont Kazimierz Badowski et Ludwik Hass) ne sortirent des prisons et des camps sibériens qu'après la mort de Staline (2).

La reconstruction de notre mouvement commence déjà pendant la guerre : une conférence européenne clandestine se tient début février 1944. Mais on peut dire qu'elle s'achève par le IIe Congrès mondial qui a lieu à Paris en avril 1948 et dont la tâche est redéfinir nos conceptions et nos orientations et de restructurer le mouvement du point de vue organisationnel. Il est intéressant de noter que le passage de Trotsky reproduit dans la résolution dont nous publions des extraits, a été retranscrit par Ernesto Che Guevara dans des notes qui furent trouvées après sa mort. ■

Déclaration des communistes internationalistes de Buchenwald*

A l'issue de la deuxième guerre impérialiste, l'Italie, l'Allemagne et le Japon ont perdu leur position en tant que grandes puissances impérialistes, tandis que celle de la France a été fortement ébranlée.

Les antagonismes et les conflits impérialistes entre les USA et la Grande-Bretagne dominent la conjoncture de la politique mondiale impérialiste

La Russie est sortie de son isolement au début de cette guerre mondiale et se trouve aujourd'hui devant la tâche de concrétiser politiquement et économiquement ses succès militaires contre les ambitions des puissances impérialistes victorieuses.

Malgré ses immenses efforts, la Chine reste un objet des grandes puissances impérialistes, une conséquence nécessaire de la victoire de la bourgeoisie chinoise sur le prolétariat chinois.

L'unanimité étalée de manière démonstrative à la conférence de paix internationale impérialiste est censée duper les masses sur les antagonismes immanents des puissances capitalistes. Les intérêts militaires parallèles contre l'Allemagne ne peuvent cependant pas empêcher l'explosion des antagonismes dans le camp allié. A ces antagonismes

* En hommage aux révolutionnaires, aux trotskistes, traqués, capturés, torturés, déportés, morts dans le combat qui fut le leur, nous publions l'acte de foi de leurs compagnons de l'univers concentrationnaire, rescapés de Buchenwald, proclamé à la libération du camp. Cette déclaration est l'œuvre de Marcel Baufrère (France), Florent Galloy (Belgique), Ernst Federn et Karl Fischer (Autriche) qui formèrent une cellule trotskiste internationale dans le camp. Nous la reproduisons d'après le texte publié dans *Les congrès de la Quatrième Internationale*, vol 2, éd. La Brèche, Paris 1981.

1.Cf. à ce sujet notamment l'introduction à "L'Internationale dans la guerre" dans le deuxième volume de *Les Congrès de la Quatrième Internationale*, éditions La Brèche, 1981.

2.pour des informations plus complètes et des détails sur les victimes de la répression cf. le livre déjà cité, *Les Congrès de la Quatrième Internationale*, tome 2.

s'ajoutent les crises et les bouleversements sociaux inévitables du mode de production capitaliste décadent.

Une analyse précise de la situation internationale avec les méthodes du marxisme-léninisme est la condition indispensable pour une politique révolutionnaire efficace.

La situation internationale de la classe ouvrière

Ce développement permet au prolétariat allemand de se relever rapidement de sa profonde défaite et de se placer à nouveau à la tête du prolétariat européen dans la lutte pour le renversement du capitalisme. Isolée par l'échec de la révolution en Europe, la Révolution russe a suivi un développement qui l'a de plus en plus éloignée des intérêts du prolétariat européen et international. La politique du « socialisme dans un seul pays » ne défendit d'abord que les intérêts de la clique bureaucratique dominante et entraîne aujourd'hui l'État russe à mener au coude à coude avec les puissances impérialistes une politique de nationalisme. Quelle que soit l'évolution en Russie, le prolétariat international doit se débarrasser de toute illusion sur cet État et parvenir, grâce à une analyse marxiste claire, à la conscience du fait que la caste bureaucratique et militaire régnante actuelle défend exclusivement ses propres intérêts, et que la révolution internationale doit renoncer à tout soutien de la part de ce gouvernement.

L'effondrement militaire, politique et économique complet de la bourgeoisie allemande ouvre au prolétariat allemand la voie de son émancipation. Pour empêcher le rétablissement de la bourgeoisie allemande favorisé par les antagonismes impérialistes et pour édifier le pouvoir ouvrier, la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière de chaque pays contre sa propre bourgeoisie est nécessaire. La classe ouvrière a été privée de sa direction révolutionnaire par la politique des deux organisations ouvrières internationales qui ont combattu et saboté activement la révolution prolétarienne, qui seule aurait pu empêcher cette guerre. La IIe Internationale est un instrument de la bourgeoisie. La IIIe Internationale s'est transformée depuis la mort de Lénine en une agence politique extérieure de la bureaucratie russe. Toutes deux ont activement participé à la préparation et à la réalisation de cette guerre impérialiste et sont donc coresponsables. Attribuer à la classe ouvrière allemande et internationale la responsabilité ou la coresponsabilité de cette guerre revient seulement à continuer à servir la bourgeoisie.

Le prolétariat ne peut remplir sa tâche historique que sous la direction d'un nouveau parti révolutionnaire mondial. La tâche immédiate de la partie la plus avancée de la classe ouvrière consiste à créer ce parti. Des cadres révolutionnaires internationaux se sont déjà rassemblés pour édifier ce parti mondial dans la lutte contre le capitalisme et ses agents réformistes et staliniens. Pour remplir cette tâche difficile,

ARBEITER und SOLDAT

NIEDER MIT DEM KRIEG
SOFORTIGER FRIEDEN !

LA VÉRITÉ

Le journal des trotskystes

Hitler s'effondre

GRÈVE GÉNÉRALE !

Occupez vos entrepri… en Juin 36 !

VIVE LA GRÈVE GÉNÉRALE !

il ne peut pas y avoir de diversion dans la solution conciliatrice d'une nouvelle Internationale 2 1/2. Une telle formation intermédiaire empêche la clarification idéologique nécessaire et inhibe la détermination révolutionnaire.

Plus jamais un 9 novembre 1918 !

Dans la période prérévolutionnaire imminente, il importe de mobiliser les masses laborieuses dans la lutte contre la bourgeoisie et de préparer la construction d'une nouvelle Internationale révolutionnaire qui réalisera l'unité de la classe ouvrière dans l'action révolutionnaire.

Toutes les théories et illusions sur un « État populaire », une « démocratie populaire », ont entraîné la classe ouvrière dans de sanglantes défaites au cours des luttes de classes dans la société capitaliste. Seule la lutte impitoyable contre l'État capitaliste jusqu'à sa destruction et l'édification de l'État des conseils ouvriers et paysans peuvent empêcher de nouvelles défaites. La bourgeoisie et la petite bourgeoisie déracinée ont porté le fascisme au pouvoir. Le fascisme est le produit du capitalisme. Seule l'action indépendante et victorieuse de la classe ouvrière contre le capitalisme est capable de supprimer le fléau du fascisme, y compris ses racines. Dans cette lutte, la petite bourgeoisie hésitante s'alliera au prolétariat révolutionnaire offensif, comme nous l'enseigne l'histoire des grandes révolutions.

Pour sortir victorieuse des luttes de classes à venir, la classe ouvrière allemande doit lutter pour la réalisation des mots d'ordre suivants :

— Liberté d'organisation, de réunion et de presse !

— Liberté de coalition et rétablissement immédiat de toutes les conquêtes sociales d'avant 1933 !

— Suppression totale de toutes les organisations fascistes !

— Confiscation de leurs biens au profit des victimes du fascisme !

— Jugement de tous les membres de l'État fasciste par des tribunaux populaires librement élus !

— Dissolution de la Wehrmacht et son remplacement par des milices ouvrières !

— Élections libres immédiates de conseils ouvriers et paysans dans toute l'Allemagne, et convocation d'un congrès général des conseils !

— Malgré l'utilisation de toutes les institutions parlementaires de la bourgeoisie pour la propagande révolutionnaire, maintien et élargissement des conseils !

— Expropriation des banques, de l'industrie lourde et de la grande propriété foncière !

— Contrôle de la production par les syndicats et les conseils ouvriers !

— Pas un homme, pas un sou, pour les dettes de guerre et de réparation de la bourgeoisie !

— La bourgeoisie doit payer !

— Pour la révolution socialiste panallemande, contre le démembrement de l'Allemagne !

— Fraternisation révolutionnaire avec les prolétaires des troupes d'occupation !

— Pour une Allemagne des conseils dans une Europe des conseils !

— Pour la révolution prolétarienne mondiale !

20 avril 1945

Les communistes internationalistes de Buchenwald (IVe Internationale)

Le IIème Congrès mondial et l'URSS

Thèses adoptées par le Congrès mondial (extraits)*

Il y a trente ans, les ouvriers et paysans pauvres de Russie, dirigés par le Parti bolchevik, renversèrent le pouvoir des capitalistes et des propriétaires fonciers, exproprièrent les exploiteurs et jetèrent les bases d'un bouleversement sans précédent de toutes les sphères sociales de l'ancienne Russie. Pour l'avant-garde ouvrière du monde entier, et plus particulièrement pour les dirigeants bolcheviks de la révolution d'Octobre, celle-ci ne pouvait constituer qu'un point de départ pour un développement international de la révolution. Seule une jonction avec le prolétariat avancé des pays de l'Europe centrale et occidentale, disposant d'une base technique avancée et d'une éducation culturelle supérieure, pouvait permettre aux ouvriers russes de surmonter les difficultés inextricables issues de leur conquête du pouvoir dans un pays arriéré, retardataire du point de vue des forces productives, du poids spécifique du prolétariat dans l'ensemble de la population et du développement culturel de la classe ouvrière elle-même. L'alternative historique à cette victoire internationale de la révolution ne pouvait être pour les dirigeants bolcheviks que la restauration du capitalisme en Russie et la transformation du pays en une colonie de l'impérialisme mondial.

Une variante historique imprévue

L'évolution de ces trente dernières années a nettement montré que la construction d'une société sans classes dans un milieu national arriéré est une chimère. En Russie, il y a aujourd'hui plus d'obstacles pour la victoire du socialisme qu'il n'y en eut à aucun moment de son histoire depuis 1917. Mais, en même temps, la Russie n'a pas vu la restauration du pouvoir des classes expropriées à partir d'Octobre 1917 et, au lieu de devenir une colonie impuissante de l'impérialisme, elle a surgi comme la deuxième puissance militaire et économique du monde. Cette variante historique n'a été prévue ni par les bolcheviks ni par aucune tendance du mouvement ouvrier. Là réside la difficulté centrale pour une compréhension marxiste de la question russe.

Il est tout aussi difficile de résumer dans une seule formule l'orientation de l'évolution de l'URSS durant ces trente années ou de lui appliquer les normes abstraites de « progrès » ou de « recul ». Le développement monstrueux de l'État, la dictature policière la plus totalitaire de l'histoire, l'écrasement impitoyable du prolétariat, l'étouffement de toute indépendance d'esprit, l'abaissement désastreux du niveau intellectuel, l'oppression nationale des peuples allogènes et des minorités nationales, le nouvel essor de l'Église orthodoxe, le rétablissement de l'esclavage de la femme « égale » seulement à l'homme pour peiner dans les mines et sur les chantiers, l'introduction du travail forcé sur une échelle gigantesque, tout cela constitue certainement un recul énorme par rapport à la démocratie soviétique durant les premières années de la révolution. Mais la destruction radicale de tous les vestiges semi-féodaux, l'élimination complète de la mainmise de l'impérialisme mondial sur l'économie, l'essor extraordinaire de l'industrie, la transformation de millions de paysans arriérés et analphabètes en prolétaires industriels élevés aux besoins contemporains, le développement impétueux des vieilles villes et l'apparition accélérée de nouvelles cités, la pénétration de l'électricité et du tracteur à la campagne, tout cela constitue sans aucun doute un progrès par rapport à la Russie à demi-barbare des premières années de la révolution. Ce processus contradictoire oblige de s'abstenir soigneusement de tout jugement normatif pour pouvoir analyser de plus près la société soviétique d'aujourd'hui et pour pouvoir déterminer ses tendances internes de développement.

IIe Congrès mondial, en avril 1948, dans le local — alors clandestin et ancien théatre — de la section française, rue de l'Arbre sec, à Paris. A la tribune : Marcel Favre-Bleibtreu (France), Sal Santen (Pays Bas), Pierre Frank (France), Jack Haston (États-Unis), Colvin de Silva (Ceylan, debout), Munis et Nora Saxe (traductrice).

Les couches sociales évoluent

L'histoire n'a pas encore porté un jugement définitif sur l'URSS. Son économie, son État et sa culture se trouvent au milieu d'un bouleversement qui est loin d'être arrivé à un terme définitif. La composition de ses couches sociales est soumise à des variations continuelles et rapides. Le prolétariat émergeant du régime tsariste et hanté par les souvenirs de la révolution d'Octobre qui se lança avec enthousiasme sur la voie de l'industrialisation, il y a vingt ans, a fait place à une classe ouvrière nouvellement constituée à partir de la paysannerie et dont l'immense énergie créatrice se trouve violemment comprimée par la dictature stalinienne. La paysannerie d'aujourd'hui porte avant tout les traces du tracteur, du kolkhoze et de la terreur des déportations et ne ressemble ainsi que très vaguement à la vieille paysannerie russe. La bureaucratie ouvrière composée de révolutionnaires « parvenus » s'est transformée en une caste plus ou moins fermée, voulant reprendre les mœurs et la tradition nationaliste des vieilles classes dominantes.

Malgré sa complexité, cette image dégage deux traits saillants. L'ensemble des rapports de production légués par la révolution d'Octobre s'est avéré d'une capacité de résistance infiniment supérieure à tout ce que les marxistes avaient prévu. La signification historique décisive de cette révolution se trouve ainsi appréciée à sa juste valeur. Mais, en même temps, les possibilités de réaction et de recul sur

* Extrait des Thèses *L'URSS et le stalinisme*, adoptées par le IIe congrès mondial qui s'est tenu à Paris, du 13 au 21 avril 1948, avec la participation de délégués d'Afrique du Sud, de l'Allemagne, de l'Argentine, de la Belgique, de Ceylan, de Chypre, du Danemark, de l'Espagne, des États-Unis, de France, de Grande-Bretagne, de Grèce, des Indes, de l'Indochine, de l'Irlande, de l'Italie, de la Palestine, des Pays-Bas et de l'Uruguay. Texte reproduit d'après *Les Congrès de la Quatrième Internationale*, vol. 3, PEC-La Brèche, Paris 1988. Les intertitres sont de la rédaction d'*Inprecor*.

Abraham Wajnsztok, dit Abraham Léon, dirigeant du Parti communiste révolutionnaire, section belge de l'Internationale, membre du Secrétariat européen reconstitué pendant la guerre, arrêté à Charleroi le 18 juin 1944, déporté à Auschwitz. Décédé le 7 octobre 1944. Il a écrit une rémarquable *Conception matérialiste de la question juive*, publiée après sa mort.

tous les terrains, y compris le terrain économique, dans le cadre de ces rapports de production se sont avérées infiniment plus vastes et plus dangereuses qu'on ne pouvait le soupçonner. Ce sont ces deux facteurs qui doivent se dégager clairement de notre analyse.

La même complexité apparaît également dans la situation actuelle de l'URSS, telle qu'elle est issue de la guerre et des premières années de « paix » impérialiste. Bien que l'Union soviétique soit sortie de la guerre comme la première puissance militaire sur le continent européen, elle n'a amélioré ni sa situation intérieure ni sa situation internationale par rapport au capitalisme. Sur le plan international, la politique de pillage et d'expansionnisme bureaucratique ne réussit nullement à changer les rapports de forces devenus plus défavorables par la constitution d'un seul bloc impérialiste. Sur le plan intérieur, la reconversion de l'économie a été réalisée à travers une série de collisions violentes qui prirent la forme d'une véritable crise. La bureaucratie ne s'est maintenue que parce que l'équilibre instable entre le prolétariat et les tendances restaurationnistes en Russie même d'une part, et entre le prolétariat mondial et la bourgeoisie mondiale, d'autre part, n'a pas encore été bouleversé dans un sens ou dans un autre. Mais la bureaucratie s'est avérée plus incapable que jamais d'éliminer une seule des contradictions qui sapent son pouvoir. Plus que jamais, le sort de l'URSS dépend du sort de la lutte de classe à l'échelle mondiale ; et l'alternative fondamentale pour l'État ouvrier dégénéré reste : en avant vers le socialisme ou en arrière vers le capitalisme... (...)

Pietro Tresso, dit Blasco, ancien membre du BP du PC italien, exclu par Togliatti en 1930, rejoint l'Opposition de gauche, dirigeant de la section française avant la guerre. Arrêté à Marseille le 2 juin 1942, condamné à dix ans de travaux forcés, il est transféré à la prison du Puy. Libéré un an plus tard avec les autres détenus, à la suite d'une action courageuse d'un détachement de maquisards, Tresso et trois autres militants marxistes révolutionnaires, Pierre Salini, Abraham Sadek et Jean Reboul, disparaissent dans le maquis vingt jours après, liquidés sur l'ordre des staliniens. Raymond Vacheron et Pierre Broué ont tenté d'éclaircir cet assassinat dans *Meurtres dans le maquis*.

Les contradictions de l'économie russe

Les contradictions fondamentales de l'économie russe actuelle sont les suivantes :

a) Contradiction entre les rapports de production d'une part (« la propriété collective des moyens de production »), dont le maintien exige impérieusement le rétablissement du contrôle et l'introduction progressive de la gestion ouvrière sur la production, et, d'autre part, la gestion bureaucratique de l'État et de l'économie, qui mettent de plus en plus en danger le maintien de cette propriété collective, menacée par le pillage de la bureaucratie (« la bureaucratie puise dans la propriété collective comme dans ses propres poches ») et par la stagnation de plus en plus accentuée du développement des forces productives. Cela s'exprime concrètement par une diminution de plus en plus nette du taux d'accumulation.

b) Contradiction entre la tendance à la centralisation, à la coordination et à la planification consciente de l'économie, inhérente aux rapports de production, et la tendance à l'accumulation primitive, à la cristallisation d'une économie « parallèle », et à l'anarchie résultant de la non-satisfaction des besoins par l'économie bureaucratiquement gérée. « La tendance à l'accumulation primitive, née du besoin, se manifeste à travers tous les pores de l'économie planifiée » (Trotsky). Plus la bureaucratie s'efforce d'englober dans son plan d'ensemble les forces productives du pays et plus celles-ci lui échappent. Le vol sur une échelle gigantesque, la migration de millions de travailleurs, de paysans et même de techniciens, le développement du marché libre, paysan et artisanal sont les manifestations les plus nettes de cette tendance. Pour la contrecarrer, la bureaucratie ne peut plus avoir recours à l'appel à l'intérêt, mais seulement à la terreur. Le travail forcé sur une vaste échelle, la régimentation de toute la vie sociale, la fixation coercitive de toutes les normes de la vie et du travail donnent à la société russe de plus en plus un aspect de société de castes. Ce trait résume le caractère réactionnaire de la bureaucratie et en même temps son incapacité à tenir réellement en échec les forces dissolvantes qu'elle a elle-même provoquées. Dans ces conditions, le caractère progressif des rapports de production ne signifie pas autre chose que le fait qu'un changement dans les rapports de propriété n'est nullement nécessaire pour renverser la bureaucratie. Mais le caractère progressif de l'économie russe — dans laquelle les rapports de production et la gestion bureaucratique sont de plus en plus inextricablement liés —, déterminé par sa capacité d'assurer un développement, même non harmonieux, des forces productives, tend de plus en plus à être éliminé par la bureaucratie. Ce processus doit être suivi avec la plus grande attention.

Une diminution de la productivité sociale du travail est en même temps aussi l'expression du mécontentement massif des masses laborieuses résultant de leur niveau de vie extrêmement bas. Incapables d'exprimer à l'étape présente leur mécontentement d'une façon ouverte, les masses protestent contre les privilèges de la bureaucratie et contre leur propre misère en consacrant seulement un minimum d'effort physique à la production, en négligeant l'entretien des outils de travail, en désertant autant que possible le lieu de l'emploi.

Quelles modifications de l'analyse de Trotsky ?

En 1936, Trotsky donnait de la nature sociale de la Russie la définition suivante : « L'URSS est une société inter-

médiaire entre le capitalisme et le socialisme, dans laquelle : a) les forces productives sont encore trop insuffisantes pour donner à la propriété d'État un caractère socialiste ; b) le penchant à l'accumulation primitive, né du besoin, se manifeste à travers tous les pores de l'économie planifiée ; c) les normes de répartition, de nature bourgeoise, sont à la base de la différenciation sociale ; d) le développement économique, tout en améliorant lentement la condition des travailleurs, contribue à former rapidement une couche de privilégiés ; e) la bureaucratie, exploitant les antagonismes sociaux, est devenue une caste incontrôlée, étrangère au socialisme ; f) la révolution sociale trahie par le parti gouvernant vit encore dans les rapports de propriété et la conscience des travailleurs ; g) l'évolution des contradictions accumulées peut aboutir au socialisme ou rejeter la société vers le capitalisme ; h) les ouvriers marchant vers le socialisme devront renverser la bureaucratie. La question sera tranchée en définitive par la lutte des deux forces vives sur les terrains national et international. » (la *Révolution trahie,* p. 287-288)

Quelles modifications faut-il apporter à cette analyse par suite de l'évolution des dernières onze années ? La différenciation sociale résulte, comme auparavant, des normes bourgeoises de répartition ; elle n'a pas encore pénétré dans le domaine de la propriété des moyens de production. Mais la bureaucratie a de plus en plus essayé de stabiliser, et de maintenir dans le cadre d'une caste fermée, l'ensemble de ses privilèges. Cela se déduit clairement des lois nouvelles sur l'héritage, de la nouvelle législation familiale et de l'effort pour exclure définitivement les enfants d'ouvriers et de paysans de l'enseignement supérieur. L'introduction du système des obligations d'État est à considérer comme un moyen d'augmenter et de stabiliser les privilèges de la bureaucratie et n'indique nullement une tendance vers le « partage » d'un profit rapporté par un capital réel, correspondant au capital fictif constitué par ces obligations.

Le penchant à l'accumulation primitive s'est puissamment développé dans la paysannerie et a pénétré à nouveau ouvertement dans les villes à travers l'industrie et le commerce des coopératives. L'embauche privée de salariés se fait sur une échelle de plus en plus grande, à la ville et à la campagne, mais sa fonction reste limitée à la satisfaction privée des besoins de consommation des éléments privilégiés et à une production artisanale pour le marché. L'introduction d'un système de travail forcé sur une vaste échelle apparaît comme l'ultime moyen dont dispose l'État pour obliger la main-d'œuvre à utiliser toute sa force de travail dans le cadre du secteur étatique. Le développement économique n'améliore plus mais aggrave la condition des travailleurs et ne peut plus que maintenir les privilèges de la bureaucratie. Non seulement la propriété collective n'a pas en Russie un caractère socialiste, mais elle devient de plus en plus insuffisante pour garantir à elle seule, c'est-à-dire sans le renversement politique de la bureaucratie, un nouveau progrès économique. Le recul des forces productives résultant de la guerre, ne fait qu'accentuer la tendance inhérente à la gestion bureaucratique de devenir de plus en plus un frein absolu du progrès économique.

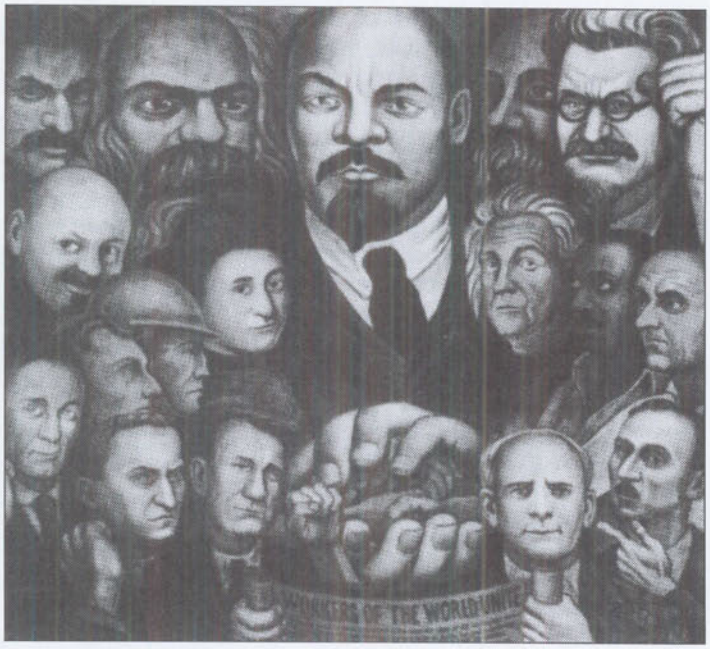
Reculs de la conscience prolétarienne

La révolution sociale vit encore dans ce qui subsiste des conquêtes d'Octobre et dans les couches ouvrières d'avant-garde. Mais la bureaucratie a réussi à extirper des masses les souvenirs de la révolution véritable, en liquidant physiquement toute la génération révolutionnaire d'Octobre et de la guerre civile. Le nouveau prolétariat, qui s'est développé d'un milieu paysan dans les conditions de dictature stalinienne féroce, arrive maintenant à une conscience instinctive de ses intérêts immédiats, combinée à une haine sans borne pour les usurpateurs bureaucratiques. Une nouvelle sélection révolutionnaire, portée par une nouvelle montée des masses, ne peut résulter que d'une vague révolutionnaire puissante en dehors de la Russie. C'est elle seule qui est capable de rendre au prolétariat soviétique une conscience claire de sa mission historique.

Si nous continuons à appliquer à cet organisme social la formule « État ouvrier dégénéré », nous sommes parfaitement conscients de la nécessité de la compléter par des précisions plus détaillées. En réalité, aucune définition exacte de la société russe actuelle n'est possible sans longues circonlocutions. La supériorité relative de cette formule, par rapport à toutes les autres proposées jusqu'ici. consiste en ceci : elle met à la fois l'accent sur le caractère non capitaliste de l'URSS et sur la non-stabilité de ses rapports sociaux, qui n'ont pas encore acquis et qui n'acquerront sans doute pas pendant les années prochaines une physionomie historique définitive. (...) ■

Pantelis Pouliopoulos face au peloton d'exécution

Pantelis Pouliopoulos commence sa lutte révolutionnaire en 1920 dans les rangs de l'armée grecque engagée à l'époque dans une guerre contre la Turquie. Dans la même année il devient membre du Bureau politique du Parti communiste, dont il sera secrétaire général de 1925 à 1927. Il se rallie dès le début à l'Opposition de gauche et il est exclu du parti. Il adhère en 1934 au mouvement pour la construction de la IV^{e} Internationale et subit à plusieurs reprises la répression par le régime du général Metaxas. En mai 1943, étant en prison, il est choisi avec d'autres pour être fusillé par représailles par l'armée italienne. Devant le peloton d'exécution il s'adresse en italien aux jeunes soldats qui doivent tirer sur lui : « Vous ne devez pas commettre le crime d'assassiner des frères de classe et vous mettre ainsi au service d'un impérialisme bestial ». Les soldats refusèrent de tirer. Pantelis et ses camarades, parmi lesquels les trotskistes Yannis Makris et Yannis Xypolitos, ont été exécutés par des officiers le 6 juin 1943. ■



Fragment du *Portrait de l'Amérique* de Diego Rivera. Lénine domine la scène, joignant les mains de deux ouvriers, l'un blanc, l'autre noir, d'un paysan et d'un soldat. A sa droite, Engels et Trotsky; à sa gauche Marx et Staline dans le coin. En dessous Boukharine, Rosa Luxemburg (au centre, à gauche) et Klara Zetkin (au centre, à droite). Dans le coin gauche en bas William Z. Foster, dirigeant stalinien du PC américain, Jay Lovestone, leader de l'opposition de droite et James P. Cannon, dirigeant trotskiste américain. De l'autre coté, Charles E. Ruthenberg, dirigeant du PCA jusqu'à sa mort en 1927 et Bertram Wolfe, qui a collaboré avec Rivera à l'édition d'un livre basé sur les murales du Portrait de l'Amérique.

Contre l'intervention impérialiste en Corée

Lettre ouverte de James P. Cannon
au Président et aux membres du Congrès des États-Unis*

Ce n'est que deux mois après le IIe Congrès mondial que se produit la rupture entre Moscou et Belgrade. La IVe Internationale saisit assez vite la signification de cet événement, premier signe éclatant d'une crise qui commence à fissurer la constellation stalinienne. Loin de renvoyer dos à dos les deux parties concernées, elle souligne les aspects progressifs de l'attitude des communistes yougoslaves auxquels elle exprime sa solidarité critique. Des mobilisations de solidarité sont organisées à notre initiative ou avec notre participation : de nombreux militants de différents pays intègrent des brigades qui vont travailler en Yougoslavie. Les développements de cette crise du stalinisme qui s'accentuera de façon spectaculaire à partir de 1956 sont analysés dans des textes des IIIe, IVe et Ve Congrès mondiaux (1951, 1954 et 1957) : dans une résolution sur la Yougoslavie (1951) et dans les textes "Montée et déclin du stalinisme" (1954) et "Montée, déclin et chute du stalinisme" (1957).

Messieurs,

Je suis en désaccord avec votre action en Corée et en ma qualité de citoyen, je vous demande de changer fondamentalement votre politique comme suit : Retirez les troupes américaines et laissez tranquille le peuple coréen.

J'expose en détail les raisons de cette revendication dans les paragraphes suivants. Mais avant de commencer mon argumentation, je vous prie Messieurs, de me permettre de vous dire ce que je pense de vous. Vous êtes une bande de canailles. Vous êtes des traîtres au genre humain. Je hais votre grossièreté et votre brutalité. Vous me rendez honteux de mon pays que j'ai toujours aimé et honteux de ma race que je croyais aussi bonne qu'une autre.

L'intervention américaine en Corée est une invasion impérialiste brutale qui ne diffère en rien de la guerre des Français en Indochine ou de l'attaque hollandaise en Indonésie. De jeunes Américains sont envoyés à 15.000 kilomètres pour tuer non à fin de libérer le peuple coréen mais pour le vaincre et le subjuguer. C'est révoltant, c'est monstrueux. (...)

L'explosion du 25 juin en Corée comme les événements l'ont montré, a exprimé le profond désir des Coréens d'unifier eux-mêmes leur pays, de se débarrasser de la domination étrangère et de conquérir une indépendance nationale totale. Il est vrai que le Kremlin cherche à tirer profit de cette lutte pour ses propres fins réactionnaires et qu'il la vendrait demain s'il pouvait aboutir à un nouvel accord avec Washington. Mais la lutte elle-même a le soutien écrasant et sans réserve du peuple coréen. C'est une partie du puissant soulèvement des centaines de millions d'hommes des peuples coloniaux dans toute l'Asie contre l'impérialisme occidental. C'est la pure vérité, la vraie question. Les esclaves coloniaux ne veulent plus rester des esclaves.

C'est plus qu'une lutte pour l'unification et la libération nationale. C'est une guerre civile. D'un côte se trouvent les ouvriers, les paysans et la jeunesse estudiantine de Corée. De l'autre se trouvent les propriétaires fonciers, les usuriers, les capitalistes coréens, leur police et leurs agents politiques. Les masses travailleuses appauvries et exploitées se sont dressées pour chasser les parasites indigènes aussi bien que leurs protecteurs étrangers. (...)

Dans cette lutte, la justice est toute entière du côté du peuple coréen. Comme les peuples coloniaux partout ailleurs en Asie, il ne veut pas de « libération » des États-Unis ou même de l'ONU. Il veut que les troupes américaines quittent la Corée. Il veut être libéré de toute domination étrangère. Il veut décider de son propre sort.

Le peuple américain se souvient bien de la guerre de l'Indépendance qui a libéré cette nation de la tyrannie britannique. Dans l'esprit de cette tradition révolutionnaire et démocratique je vous demande d'arrêter l'injuste guerre en Corée. Retirez toutes les forces armées américaines pour que le peuple coréen puisse être complètement libre de forger sa destinée par lui-même. C'est la motion que je soumets au Congrès.

31 juillet 1950

*Cette lettre ouverte a été popularisée par le Socialist Workers Party des États-Unis, au cours de la campagne menée contre la guerre de Corée. Elle a été traduite dans *Quatrième Internationale*, vol. 8, n° 8-10, d'août-octobre 1950.

Crise et réunification sous l'impact des révolutions cubaine et algérienne

Crise du stalinisme, révolution coloniale et dialectique de la révolution mondiale (1948-1967)

C'est dans un chapitre de ce dernier texte que sont synthétisées nos conceptions sur la démocratie socialiste. Ces conceptions seront par la suite développées lors du XIe et du XIIe Congrès (1979 et 1985), mais il est significatif que la IVe Internationale ait déjà esquissé en 1957, pour l'essentiel, un projet de société socialiste opposé aux conceptions à l'époque prédominantes.

En 1963 se tient le congrès de réunification avec le SWP des Etats-Unis et les organisations qui en avaient partagé l'attitude lors de la scission de 1953 : le texte principal de convergence est celui sur la dialectique de la révolution mondiale. Mais la réunification est possible également parce que les opinions convergent aussi sur deux événements majeurs comme la révolution algérienne et la révolution cubaine. Il ne s'agit pas que de prises de positions propagandistes : nous participons à des activités concrètes de solidarité avec ces deux révolutions en étant frappés parfois par la répression (cf. à ce sujet l'intervention de Michel Raptis au procès d'Amsterdam).

Une campagne est menée à l'échelle mondiale à partir de 1963 en solidarité avec Hugo Blanco, qui est arrêté dans son pays à cause de son activité d'organisateur de paysans de la région du Cuzco et risque la peine de mort.

Finalement, dans cette même période, la IVeInternationale analyse à plusieurs reprises le conflit sino-soviétique, aboutissement majeur de la crise du stalinisme : un texte à ce sujet est adopté par le VIIe Congrès en 1965. ■

Démocratie socialiste

Résolution *Déclin et chute du stalinisme* (extrait)*

L'organisation de l'État ouvrier doit être revue à la lumière de la théorie léniniste classique en la matière, la théorie de la démocratie soviétique en tant qu'élargissement et non restriction des droits et libertés démocratiques dont peut disposer l'ensemble des masses laborieuses par rapport aux libertés dont elles jouissent même dans les États bourgeois les plus démocratiques. Dictature du prolétariat et démocratie soviétique sont synonymes dans ce sens que l'octroi de libertés politiques illimitées aux masses laborieuses peut être accompagné d'une restriction ou même d'un refus de libertés politiques à tous les représentants des classes hostiles, c'est-à-dire à tous ceux qui œuvrent au renversement de l'État ouvrier basé sur la suppression de la propriété privée des grands moyens de production.

En pratique, l'exercice réel du pouvoir par des soviets, des conseils librement élus par les travailleurs manuels et intellectuels des villes et des campagnes, organismes à la fois législatifs et exécutifs et représentant pour cette raison une forme supérieure d'organisation démocratique, n'est possible que si les garanties suivantes existent :

Garanties du pouvoir des conseils

a) Liberté d'organisation pour tous les partis qui se placent dans le cadre de la légalité soviétique, dans le cadre de la constitution de l'État ouvrier.

b) Liberté effective de presse et de réunion, c'est-à-dire droit pour chaque tendance appuyée par un nombre minimum légalement établi d'ouvriers manuels et intellectuels, ou par un avis des soviets, d'obtenir à leur disposition des locaux de réunion, du temps d'émission aux stations de radio et de TV, du papier journal et des installations d'imprimerie au prorata des disponibilités.

c) Élection et réélection périodique des membres des organismes législatifs centraux et des principaux fonctionnaires centraux, provinciaux et locaux, au scrutin secret et avec multiplicité des candidats ou de listes, représentant les divers partis soviétiques, et révocabilité des élus au gré de leurs électeurs.

d) Limitation du traitement de tout fonctionnaire dans l'administration, avant tout dans l'administration d'État, au salaire d'un ouvrier qualifié.

e) Élection et réélection périodique des juges au scrutin secret, garantissant leur indépendance complète par rapport aux organes d'administration de

* Il s'agit d'un extrait (thèses 13 à 17) du chapitre III, intitulé *Le programme de la IVe Internationale pour la révolution politique*, de la résolution *Déclin et chute du stalinisme*, adoptée par le Ve congrès mondial, tenu en octobre 1957 en présence de plus de 100 délégués et observateurs fraternels représentant plus de 25 pays. Il est à noter que ce texte avait exercé une influence non négligeable sur les oppositions apparaissant dans les pays de l'Est et qu'en particulier le programme écrit par Jacek Kuron et Karol Modzelewski dans leur *Lettre ouverte au Parti ouvrier unifié polonais* en 1964 s'en inspirait largement. Nous reproduisons ce texte de la revue *Quatrième Internationale*, n° spécial de décembre 1957. Les intertitres sont de la rédaction d'*Inprecor*.

l'État. Juridiction contradictoire, avec droit de défense assuré dans chaque cas, et sur la base du droit écrit.

f) Dissolution de tous les organes permanents de sécurité intérieure secrets. Ils doivent être remplacés par des milices ouvrières publiques, fonctionnant au besoin à l'aide d'organes auxiliaires soumis constamment au contrôle public des soviets.

g) Armement général des travailleurs et établissement d'arsenaux d'armes automatiques dans les entreprises et les quartiers ouvriers.

Le principe léniniste dont s'inspire la IVe Internationale, c'est que si la violence est nécessaire dans les relations entre le prolétariat et l'ennemi de classe, elle doit être bannie des relations qui opposent à l'intérieur de la classe ouvrière les tendances différentes du mouvement ouvrier, et les relations qui opposent à l'intérieur du parti révolutionnaire différents courants, tendances ou fractions. La dictature du prolétariat signifie l'emploi de la violence contre l'ennemi de classe, en fonction de sa résistance. La démocratie soviétique signifie le refus d'employer la violence à l'intérieur du mouvement ouvrier, et le recours exclusif du parti révolutionnaire dans ses relations avec sa classe et les autres couches laborieuses de la société à la persuasion et l'expérience.

Le parti doit se soumettre au verdict des conseils

Comme en pratique les frontières entre la classe ennemie et les classes laborieuses ne sont pas nettement tracées, comme de nombreuses conditions objectives peuvent amener l'ennemi de classe à s'appuyer sur les courants les plus conservateurs de ces classes laborieuses, l'avant-garde révolutionnaire peut être amenée parfois devant un choix douloureux : ou bien admettre qu'une situation dangereuse se développe pour l'État ouvrier, ou bien employer, pour écarter ce danger, des méthodes qui sapent gravement la confiance des travailleurs dans l'avant-garde et dans leur État. Sans vouloir énoncer des vérités absolues ni des dogmes, la IVe Internationale déclare que, sur la base de l'expérience passée, il est absolument clair qu'un État ouvrier a constamment à faire face à **deux dangers** aussi longtemps que la victoire mondiale du socialisme n'est pas assurée : le retour de la contre-révolution capitaliste et l'affirmation de la dégénérescence bureaucratique. Plus l'État est faible, plus la pression ennemie est forte et plus la confiance de la grande majorité des travailleurs ainsi que leur initiative politique font défaut, et plus toute mesure de contrainte exercée contre des parties de sa propre classe sape la confiance de celle-ci dans l'État et ouvre la porte à la dégénérescence bureaucratique. C'est pourquoi il est du devoir du parti révolutionnaire de se soumettre au verdict démocratique des soviets, même quand ceux-ci commettent des erreurs graves que l'expérience permettra à la masse des travailleurs de reconnaître et de corriger tôt ou tard. C'est seulement dans cet esprit que le principe : TOUT LE POUVOIR AUX SOVIETS, comme base d'organisation de l'État ouvrier prendra tout son sens.

En développant le programme de la révolution politique pour le rétablissement de la démocratie ouvrière dans les États ouvriers, la IVe Internationale maintient inébranlablement le principe de la défense de tous les États ouvriers contre l'impérialisme. Elle combattra tous les efforts de celui-ci pour exploiter la révolution politique dans ses propres intérêts contre-révolutionnaires. Ces efforts s'accentueront dans la mesure où la révolution politique progressera. Cela rend d'autant plus urgente notre tâche d'explication permanente de notre position traditionnelle en la matière aux masses et aux cadres communistes.

Le parti, l'État et l'économie

La dégénérescence bureaucratique de l'U.R.S.S. a démontré que les racines de la puissance de l'appareil bureaucratique résident dans sa disposition plus ou moins arbitraire de l'appareil de production de l'État. Les relations entre l'appareil d'État, l'appareil dirigeant l'économie, et le parti révolutionnaire sont pour cette raison décisives pour assurer l'essor de la démocratie socialiste soviétique. Ces relations doivent être régies par les principes suivants :

a) Distinction fondamentale entre l'État ouvrier et le parti révolutionnaire, l'un ne pouvant se confondre avec l'autre ni être subordonné à l'autre. Ceci signifie notamment que, dans aucune condition, un organisme quelconque de

Zheng Chaolin, emprisonné pendant trente-quatre années

Zheng Chaolin, probablement en 1941

En décembre 1952 le gouvernement chinois emprisonna des centaines de personnes inculpées de trotskisme. Parmi elles il y avait Zheng Chaolin, qui avait adhéré au PCC en 1922 et accompli les tâches de direction du parti au niveau provincial avant de rejoindre le mouvement trotskiste. Zheng restera en prison jusqu'en 1979. Si on ajoute à ces vingt-sept années les sept ans qu'il avait passés en prison sous Tchang kai-chek, on en déduit qu'avec trente quatre ans d'emprisonnement il a battu le record d'Auguste Blanqui emprisonné au total pendant trente-trois années...

En 1945, Zheng Chaolin avait écrit un essai sur les premières années du PCC et les vicissitudes du mouvement trotskiste sous le titre *Chen Duxiu et les trotskistes*, où il défendait, entre autres, l'idée que Chen Duxiu, fondateur du PCC, était resté fondamentalement trotskiste jusqu'à sa mort, en 1942. En 1986, le gouvernement chinois en autorisa la publication dans une édition limitée à une catégorie restreinte de dirigeants et de chercheurs. Une traduction anglaise est parue en 1996 en appendice au livre de Greg Benton *China's Urban Revolutionaries*, Humanities Press, New Jersey. ■

l'État — **a fortiori** un organisme de sécurité — ne peut intervenir dans des discussions ou des luttes de tendances internes du parti. Ceci signifie aussi qu'aucun organisme d'État élu par les masses (ou les soviets) ne peut être modifié dans sa composition sur décision du parti.

b) Élection et contrôle démocratique des dirigeants du Parti par les membres du Parti, par l'observation stricte de toutes les règles de fonctionnement du centralisme démocratique : congrès et conférences à périodes fixes ; élection des dirigeants locaux, régionaux et nationaux au scrutin secret ; liberté d'organisation de tendances allant jusqu'au droit de publication de bulletins intérieurs de tendance ; information et discussion aussi complète que possible à la base avant que ne soient tranchés des différends importants par des organismes centraux, pas de sanction contre des membres sans accord des organismes de base dont ils sont membres, etc.

c) Contrôle démocratique de l'appareil d'État et de l'appareil de l'économie par la masse du peuple laborieux, organisé respectivement dans ses soviets locaux et conseils d'usine. Élection et révocabilité des principaux membres de ces appareils par ces organes respectifs. Participation active des différentes tendances politiques existantes au choix de dirigeants et de programmes d'action opposés.

d) Absence de privilèges matériels attachés à l'exercice de fonctions dirigeantes, des exceptions ne pouvant être tolérées que dans le cas de techniciens non membres du Parti, qui doivent dans ce cas être soumis à un contrôle sévère par les organismes soviétiques de base.

e) Principe du maximum d'information et de publicité pour toutes les questions controversées au sein du Parti, des organismes d'État et des organismes dirigeant l'économie. C'est la condition indispensable pour que le prolétariat puisse effectivement diriger l'État et pour qu'il acquière le plus rapidement possible l'expérience nécessaire afin d'effectuer cette direction avec le maximum d'efficacité possible.

Éviter la dégénérescence

L'organisation de l'économie socialisée, pendant la période de transition du capitalisme vers le socialisme, est la pierre de touche de l'évolution de l'État ouvrier vers l'élargissement de la démocratie socialiste jusqu'au moment où la démocratie elle-même dépérit comme dernière forme de l'État, ou vers les déformations bureaucratiques de l'État et l'apparition de nouvelles inégalités sociales pouvant aller jusqu'à une dégénérescence bureaucratique monstrueuse.

En tant que marxistes, nous savons que la dégénérescence bureaucratique de l'État ne peut être qu'une étape transitoire dans l'histoire de la lutte pour le socialisme mondial, étape rendue **possible** par l'insuffisance des bases matérielles dont dispose un État ou un groupe d'États ouvriers, et par son isolement. Cependant, en reconnaissant cette cause dernière de la dégénérescence, les marxistes n'admettent nullement un déterminisme mécaniste et automatique, c'est-à-dire l'inévitabilité d'une dégénérescence extrême du type soviétique. Ils reconnaissent seulement que plus la base matérielle de l'État ouvrier est pauvre, plus grand est le risque de déformations bureaucratiques de l'État. Mais s'appuyant sur la douloureuse expérience soviétique qui a coûté au prolétariat soviétique et international des hécatombes, des défaites et des sacrifices **évitables**, ils comprennent la nécessité absolue pour l'avant-garde révolutionnaire, pour le facteur subjectif, de contrecarrer dans la mesure du possible le jeu des forces objectives spontanées nées du besoin, de la pression du milieu adverse, du manque de culture et de qualification, etc.

Pierre Frank s'adresse aux dockers de Colombo (Ceylan), après l'exclusion, en 1964, de l'Internationale du LSSP dont la direction venait d'intégrer un gouvernement bourgeois. A ses côtés Bala Tampoe, dirigeant du principal syndicat ceylanais, le Ceylan Mercantile Union, qui rompit avec le LSSP en ce moment.

Il est essentiel de concevoir à ce sujet un **partage des fonctions et des pouvoirs économiques** qui limite à l'extrême les possibilités d'arbitraire bureaucratique, tout en créant en même temps les garanties les meilleures pour un essor aussi harmonieux que possible des forces productives. Ce partage des pouvoirs doit s'établir schématiquement d'après le plan suivant :

a) Décisions centrales (dans un Congrès national des soviets ou des conseils ouvriers), après discussion démocratique de plans opposés, en ce qui concerne les grandes lignes de la répartition du produit national (politique d'investissement, taux de progression, politique des prix et des salaires). La IV[e] Internationale rejette comme antidémocratique et anticommuniste le mythe anarcho-syndicaliste de l'autonomie complète des entreprises qui ne peut aboutir qu'à la lutte de concurrence sur un marché plus ou moins libre ou plus ou moins monopolisé, entre des entreprises, avec toutes les injustices que cela entraîne (appropriation par les ouvriers des usines plus modernes d'une partie du produit créé par les ouvriers des entreprises plus arriérées, etc.) et avec le danger de la dislocation de l'économie planifiée.

b) Gestion des entreprises par les conseils ouvriers dans le cadre du plan général élaboré par les représentants élus de l'ensemble du prolétariat. Ces conseils doivent contrôler et, au besoin, modifier en cours de route l'exécution du plan, et doivent défendre, contre des exigences injustes de l'appareil économique central, les intérêts particuliers des **producteurs** (normes de travail et de salaires dans leur application concrète, licenciement et embauchage, organisation du travail, etc.). Ils doivent élire le directeur et constituer en même temps la grande école de gestion, dans laquelle un nombre croissant de travailleurs s'initie, à tour de rôle, à l'exercice des fonctions d'administration des entreprises.

c) Rôle de contrôle joué par les syndicats qui, devant les conseils ouvriers — représentant avant tout le point de vue de la production—et les organes centraux de planification, doivent surtout défendre les intérêts des ouvriers en tant que **consommateur et citoyen** ayant des besoins culturels déterminés. Ils doivent discuter des normes générales du travail et des salaires et de leur application aux branches d'industrie et aux usines dans le cadre de contrats collectifs à termes fixes; ils doivent veiller à la sécurité sociale des travailleur sous toutes ses formes sans remplir un rôle d'administration (qui incombe à l'État, c'est-à-dire aux organismes locaux d'auto-administration) ; ils doivent s'efforcer de réduire la durée du temps de travail, d'augmenter les possibilités de congés payés et de participation des travailleurs à la vie culturelle sous tous ses aspects, etc. Ils doivent être basés, comme le

parti, sur la stricte règle d'adhésion volontaire, contrairement aux conseils ouvriers et soviets, pour lesquels tout salarié de l'entreprise ou de la localité a automatiquement droit de vote.

La garantie effective du **droit de grève** est en même temps la garantie du caractère effectif et non pas purement formel de ce partage des pouvoirs économiques.

En affirmant l'importance de ce partage des pouvoirs économiques, la IVeInternationale affirme en même temps que toute structure organisationnelle, quelque idéale qu'elle soit, reste une forme vide de contenu aussi longtemps que ne s'épanouissent pas la **démocratie ouvrière politique** et la participation effective à la vie politique

Pologne, août 1980, un exemple de démocratie ouvrière. Une délégation gouvernementale conduite par le vice-premier ministre Mieczyslaw Jagielski obligée de négocier devant une assemblée générale des délégués des grévistes dans le chantier naval de Gdansk. Debout Lech Walesa, président du comité de grève, assis à sa droite, Jagielski. Les grévistes imposèrent le droit de grève et leur syndicat.

d'un nombre croissant de prolétaires. Dans une économie planifiée, la détermination des grandes proportions de répartition du revenu national représente la décision capitale qui fixe à tous les organismes d'auto-gestion un cadre plus ou moins rigide auquel ils ne peuvent échapper sans désorganiser l'ensemble de la planification. Aussi longtemps qu'une majorité de prolétaires ne participe pas à cette décision, de façon directe ou indirecte (par ses représentants librement élus), et qu'en connaissance de cause, elle ne fixe pas elle-même la limite des sacrifices qu'elle consent pour l'essor des forces productives, on ne peut parler réellement d'une démocratie soviétique véritable, épanouie. Aussi longtemps que différents courants ouvriers n'ont pas le droit de présenter des plans généraux ou partiels de rechange au choix des travailleurs, cette participation reste plus fictive que réelle.

Une époque de transition

Le socialisme est une forme d'organisation sociale basée sur l'abondance. Au moment où le prolétariat conquiert le pouvoir dans n'importe quel pays, y compris dans le pays le plus avancé, les forces productives existantes ne suffisent pas à assurer une telle abondance à tous ses citoyens et à fortiori à tous les citoyens du globe. L'époque de transition entre le capitalisme et le socialisme est donc de toute façon une période pendant laquelle le prolétariat ne pourra se contenter d'une répartition nouvelle et plus juste de **richesses existantes.** Il devra de toute façon assurer un **accroissement considérable** de la production courante de richesses, et de là du stock des moyens de production à la disposition de la société, pour arriver à son but : l'organisation d'une société qui assure à chaque homme la satisfaction pleine et entière de tous ses besoins, sans calculer cette satisfaction d'après la mesure exacte du travail que l'homme lui aura fourni en échange.

A la lumière de cette thèse on pourrait supposer qu'il n'existe qu'une différence quantitative entre les problèmes d'essor de la production posés pour un État ouvrier ou un groupe d'États ouvriers encore à peine industrialisés, et pour des États ouvriers apparus dans des pays où le capitalisme lui-même avait préalablement assuré un large épanouissement de l'industrie moderne. Ce n'est pas le cas : il y a entre ces pays des différences qualitatives en ce qui concerne les problèmes posés par l'essor d'une industrie socialiste :

a) Du point de vue social, dans le premier groupe de pays l'industrialisation, même si elle dispose de l'aide d'une économie socialiste internationale, se développe dans un milieu **hostile** (la majorité de la population constituée par les petits producteurs paysans). Dans le deuxième groupe de pays, l'État ouvrier peut compter dans sa politique économique sur **l'appui de la majorité** sinon des 2/3 de la population.

b) Du point de vue **économique,** l'industrialisation dans le premier groupe de pays doit correspondre à des objectifs combinés : à la fois les intérêts particuliers des travailleurs, l'élévation de leur niveau de vie et de culture, etc., et la nécessité de différencier la paysannerie (en détacher une couche de paysans pauvres qui peuvent s'intégrer librement dans une économie socialisée, et une couche de paysans moyens qui peuvent être neutralisés dans la lutte contre l'accumulation primitive des paysans riches). Dans le deuxième groupe de pays, l'essor de l'économie peut être fondamentalement orienté vers la satisfaction des besoins croissants de la masse des producteurs, tout en réservant pendant une longue période transitoire une tranche importante du produit national à l'aide à accorder aux États ouvriers moins industrialisés.

Développement économique harmonieux

La IVe Internationale n'affirme pas seulement le principe qu'il est impossible pour un État ouvrier d'imposer aux travailleurs une marge de sacrifices supérieure à celle qu'ils acceptent librement. Elle affirme en même temps que toute tentative de surélever systématiquement pendant une longue période le taux d'accumulation se répercute négativement et sur la productivité du travail et sur l'auto-discipline des producteurs, et crée ainsi des pertes et des faux frais énormes qui épongent en grande partie les avantages escomptés d'une telle accumulation. N'est rentable à la longue qu'une planification qui établit une proportion harmonieuse dans la croissance des différents secteurs de l'économie, entre l'industrie, l'agriculture et le système des transports, et entre les différentes branches de l'industrie elle-même. La base d'un tel système doit être une progression de la production accompagnée d'une élévation plus ou moins équivalente du niveau de vie des producteurs. Plus les producteurs peuvent facilement mesurer eux-mêmes directement ces progressions parallèles et plus consciente et enthousiaste deviendra leur participation créatrice à l'essor économique. Les exigences d'un tel développement harmonieux de toutes les branches de l'économie excluent par avance toute politique de collectivisation forcée de l'agriculture, source de stagnation sinon de recul de la production agricole et de graves désordres dans l'approvisionnement en vivres des villes

Elles peuvent par contre être conciliées avec la création de coopératives de production agricoles dans toutes les couches de la paysannerie qui sont socialement et économiquement prêtes à accepter un tel mode de production, à condition qu'il leur apporte des avantages matériels précis.

Sans exclure la nécessité, qui peut se présenter même à l'avenir, qu'un État

ouvrier isolé sur un continent déterminé doive entamer par ses propres forces la construction d'une économie socialiste, toute l'expérience a démontré que la division internationale du travail et l'entraide entre différents États ouvriers sur un pied d'égalité représentent un facteur facilitant et stimulant l'essor de l'économie, un facteur de toute façon indispensable pour rattraper et dépasser le niveau de productivité du travail atteint dans les pays capitalistes les plus avancés, seul critère de la victoire définitive de l'économie socialisée sur l'économie capitaliste. Toute idée de pouvoir achever la construction d'une économie socialiste autarcique dans un seul pays ou dans un petit groupe de pays doit être rejetée comme un mythe réactionnaire.

Liberté de la culture et de la science

La démocratie soviétique, objectif de la révolution politique dans les États ouvriers dégénérés et de la révolution sociale dans les pays capitalistes, est inconcevable sans un essor libre de la création artistique, du travail scientifique et de toutes les activités culturelles de l'homme. Un tel essor s'avère d'ailleurs de plus en plus une condition indispensable à une exploitation pleine et entière du formidable réservoir de forces créatrices techniques et productives que la révolution met à la disposition de la société nouvelle. Un tel essor libre ne signifie pas que le Parti et l'avant-garde révolutionnaire s'abstiennent de manifester leur propre avis au sujet des multiples controverses qui peuvent apparaître dans des domaines théoriques. Mais cela signifie :

a) Que le parti révolutionnaire milite activement par la propagande et la persuasion pour toutes les thèses du marxisme et du matérialisme dialectique et historique, qu'il exige que la possibilité la plus ample soit donnée pour suivre l'enseignement de toutes ces thèses, sans que l'État impose l'adoption ou l'exposé exclusifs de ces thèses au personnel enseignant ou à la jeunesse ;

b) Qu'aucune tendance scientifique, artistique ou culturelle qui n'est pas considérée comme progressive ou la plus progressive, par l'avant-garde révolutionnaire, ne peut être réprimée ou punie administrativement ou entravée dans son effort de production et de création ;

c) Que l'État ne donne pas son investiture officielle, ni par des avantages matériels ni par une distribution de postes hiérarchiques, à une tendance

Pologne, usine Ursus, mars 1981. Discussion dans un atelier sur la tactique face au gouvernement.

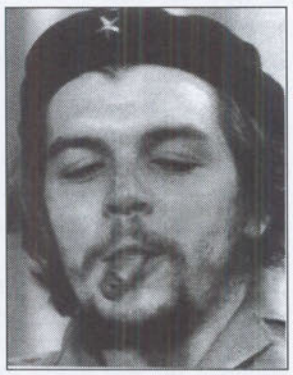
quelconque dans le domaine de la science, des arts ou de la production culturelle, domaines qui sont les plus mûrs pour l'application intégrale du principe d'auto-administration ;

d) Que le parti distingue nettement entre le choix d'objectifs sociaux, économiques ou culturels à atteindre par priorité (par exemple la solution prioritaire de la crise du logement par rapport aux besoins de l'esthétique urbanistique) et la nécessité de défendre sur le plan théorique (de la planification à longue échéance) des principes corrects se rapportant à ces objectifs, même s'ils ne sont pas immédiatement réalisables.

La démocratie soviétique est de même inconcevable sans la destruction radicale de toutes les barrières qui empêchent aujourd'hui encore une majorité de citoyens de jouir des dons matériels et culturels de la civilisation. Elle doit garantir la gratuité entière de l'enseignement à tous les échelons, la sélection ne pouvant s'opérer strictement que d'après les capacités ; elle doit garantir à chaque citoyen des soins de santé gratuits sans discrimination sociale aucune. Elle doit assurer aux jeunes une participation pleine et entière, et autonome, à la vie politique. Elle doit réaliser pleinement le principe « à travail égal, salaire égal », aider au maximum l'émancipation de la femme de millénaires de soumission et permettre en même temps une sélection professionnelle en faveur de la femme qui tienne compte de ses particularités physiques. Elle doit revoir dans l'esprit de la Révolution d'Octobre le code du mariage, le droit au divorce et à la maternité volontaire (distribution libre de moyens anti-conceptionnels et droit à l'avortement), les droits des enfants, l'auto-administration à l'école, dans le sens de l'égalité absolue entre l'homme et la femme, de l'absence maxima de toute contrainte matérielle d'un être humain sur un autre. ■

État ouvrier à Cuba

Résolution adoptée par le VIe Congrès mondial (extrait)*



Dans la période éminemment transitoire que traverse actuellement la révolution, Cuba a cessé d'être un État capitaliste et est effectivement devenu un État ouvrier par l'application des mesures d'étatisation d'octobre 1960. Cette caractérisation sociologique se base essentiellement sur les trois facteurs suivants :

a) Après les mesures de nationalisation des entreprises et des propriétés étrangères, la bourgeoisie cubaine, tout en ayant perdu son pouvoir politique, gardait sa position économique, et la nouvelle structure post-révolutionnaire lui permettait même de continuer à accumuler sa plus-value. Mais après les décisions gouvernementales du 14 octobre, le pouvoir économique de la bourgeoisie indigène est aussi éliminé et la propriété capitaliste, y compris des sucreries, disparaît pratiquement dans l'Ile. Il est vrai que des secteurs de moyenne et de petite propriété devraient en principe subsister et même jouir d'une certaine aide, mais ils représentent, surtout dans un pays comme Cuba, un élément économique et social tout à fait secondaire qui, dans les conditions données, ne saurait être décisif du point de vue de la caractérisation sociale.

b) La réforme agraire n'a pas impliqué et n'impliquera probablement pas à une échéance courte une socialisation véritable des rapports à la campagne, qui d'ailleurs jusqu'ici n'a pas été réali-

* Extrait de la résolution sur la nature de la Révolution cubaine adoptée par le VIe congrès mondial, tenu en Suisse du 10 au 15 janvier 1961 en présence d'une centaine de délégués d'une trentaine de pays. Nous reproduisons ce texte de la revue *Quatrième Internationale*, n°12, 19e année, 1er trimestre 1961. Pour une étude synthétique des positions de l'Internationale à propos de Cuba, on se reportera à l'article de Livio Maitan, *La Quatrième Internationale, la révolution cubaine et Che Guevara*, paru dans *Inprecor* n° 417 d'octobre 1997. Les intertitres sont de la rédaction d'*Inprecor*.

sée non plus en URSS et dans les autres États ouvriers. Mais il s'agit quand même d'une réforme très avancée qui a éliminé la propriété impérialiste et les *latifundia* capitalistes et créé une structure coopérative très large, en voie de développement rapide. Par l'intermédiaire de l'INRA, l'État a d'autre part toute possibilité d'intervenir et de jouer un rôle de contrôle, en évitant que des éléments petits bourgeois potentiellement capitalistes puissent exploiter à leur avantage les contradiction inévitables à cette étape dans la structure agricole nouvelle (différenciation économique des coopératives, conflits d'intérêts entre les paysans membres des coopératives et ceux qui ne le sont pas, hiatus entre la structure coopérative agricole et celle où la propriété paysanne subsiste, etc.)

c) L'État a établi essentiellement un monopole du commerce extérieur et peut exercer aussi par cette voie une influence décisive dans la vie économique du pays. (Cette mesure est d'autant plus importante que Cuba est un pays où le commerce extérieur a joué et joue encore un rôle capital).

Par conséquent à Cuba s'est formé un État ouvrier d'origine particulière et de type nouveau.

« Démocratie plébiscitaire »

L'appareil du vieil État bourgeois a été essentiellement détruit par la révolution. Cette destruction s'est exprimée surtout sous la forme d'une destruction de l'appareil de répression militaire et policier.

Mais le vieil appareil n'a pas été remplacé par un appareil correspondant aux nouveaux rapports de force, par un appareil démocratique basé sur des Conseils d'ouvriers, de paysans et de soldats, et cette carence représente à l'étape actuelle la faiblesse principale de la révolution. Mais, du point de vue du fond, *l'Ejercito rebelde* — dont le rôle est loin d'être purement militaire — et les milices ont assuré une forme spécifique, bien que tout à fait insuffisante, de rénovation de l'appareil sur une base de classe paysanne, ouvrière et petite bourgeoise radicale.

D'autre part, malgré les limitations bureaucratiques importantes, les masses participent de plus en plus activement à la vie politique par l'intermédiaire des syndicats, des coopératives — dont la direction est élue — du mouvement politique du « 26 juillet » et des autres groupes politiques. La participation massive aux meetings monstres, l'attention prêtée aux discours télévisés, etc., sont une autre forme de mobilisation des masses, une forme de « démocratie plébiscitaire » qui, bien qu'essentiellement paternaliste et grosse de dangers, a eu toutefois une signification concrète pour les masses par rapport à ce qu'était la condition politique prérévolutionnaire.

Les facteurs de la victoire

Le caractère avancé de la révolution cubaine est confirmé par toute une série de réformes qui ont soit précédé soit suivi les réformes structurelles de base. Des réformes comme celle de l'instruction, celle des loyers et des logements, celle concernant les conditions de certaines catégories déshéritées ou déclassées, etc., ont une portée sociale vraiment révolutionnaire et représentent une rupture complète avec un passé barbare.

La révolution cubaine contient aussi bien des traits communs à d'autres révolutions de notre époque que des traits spécifiques du pays (ou d'une catégorie de pays). Les traits communs sont : a) le poids prépondérant des paysans, surtout jusqu'à la prise du pouvoir ; b) le fait que le prolétariat des villes, malgré les traditions politiques et syndicales assez importantes, a joué un rôle moins décisif que celui de l'armée révolutionnaire à composition sociale surtout paysanne ; c) le rôle joué par des cadres issus de *l'intelligentsia* et des couches petites bourgeoises.

Pour expliquer la victoire de la révolution, il faut cependant tenir compte de certains facteurs spécifiques :

a) Le rôle des paysans a pu être éminemment révolutionnaire non pas tant à cause de leur prépondérance numérique (qui, était à Cuba très inférieure à celle d'autres paya analogues), qu'à cause de leur composition sociale particulière (poids décisif des ouvriers agricoles, pauvreté extrême des petits propriétaires). Il faut ajouter que, dans les conditions des campagnes cubaines, les facteurs idéologiques retardataires (par exemple l'influence de l'Église) ne jouaient que dans une mesure très limitée.

b) La présence d'un nombre important d'ouvriers des industries sucrières qui travaillent à la campagne et qui ont des liaisons multiples avec les paysans, a facilité une alliance de fait entre ces derniers et le noyau prolétarien de loin plus concentré.

c) La lourde emprise de l'impérialisme yankee à assuré aux motifs anti-impérialistes une portée explosive parmi les couches populaires les plus larges, tandis que l'existence de la dictature féroce de Batista a facilité la mobilisation de la petite bourgeoisie et même de certains secteurs bourgeois libéraux.

Il faut préciser finalement que si le rôle du prolétariat n'a pas été décisif pour le renversement de Batista, il a été nécessaire pour empêcher l'emprise petite bourgeoise ou bourgeoise libérale sur le nouveau régime, et a fortiori pour le développement conséquent anti-impérialiste et anticapitaliste de la révolution.

Tous ces facteurs réunis ont rendu possible la victoire de la révolution, étant donné aussi la faiblesse extrême de la bourgeoisie indigène et sa dépendance complète envers l'impérialisme, et dans un contexte mondial où l'impérialisme n'a pas été en condition d'intervenir directement pour soutenir les vieilles classes dominantes plus que jamais incapables de faire face, à elles seules, au puissant mouvement des masses paysannes et prolétariennes.

Une direction empirique audacieuse

La direction fidéliste est née comme une équipe jacobine à la composition sociale et à l'idéologie non prolétariennes et petites bourgeoises, mais elle s'est liée dès le début avec les masses paysannes puis successivement, surtout après la prise du pouvoir, aussi avec les masses prolétariennes. Dans une situation telle que celle de Cuba et dans le contexte international donné, elle devait subir de plus en plus l'influence puissante de ces masses, se libérer des éléments petits bourgeois et même bourgeois conservateurs, avec qui elle avait trouvé un accord temporaire, s'adapter empiriquement mais audacieusement à la logique de la révolution permanente, en allant bien au-delà des buts qu'elle avait conçus.

Même dans l'estimation de la nature et du rôle de la direction fidéliste, il ne faut pas oublier le caractère radical de la paysannerie à qui elle s'est liée. D'autre part, sur le plan idéologique, malgré leurs théorisations, imbues d'éclectisme, fondamentalement petites bourgeoises, (« *l'humanisme* »), Fidel et ses compagnons n'ont jamais exprimé une idéologie carrément capitaliste, et surtout ils ont démontré assez tôt avoir une conscience politique nette des forces motrices de la révolution. Cela a réduit beaucoup la portée négative de leurs procédés empiriques.

Il ne faut pas non plus sous-estimer le fait indéniable que dans la direction fidéliste, un rôle important a été joué par des hommes qui ont connu et compris les leçons fondamentales du marxisme. ■

La dialectique actuelle de la révolution mondiale

Résolution adoptée par le Congrès de Réunification (extrait)*

Le schéma classique de la révolution mondiale admettait que la victoire du socialisme se produirait d'abord dans les pays les plus développés industriellement, qui serviraient d'exemples aux pays moins développés. « Les pays les plus avancés montrent aux pays moins développés leur propre avenir », écrivit Marx. Le marxisme considérait d'une manière générale que, pour assurer la victoire du socialisme, il fallait une base industrielle hautement développée et un prolétariat puissant ainsi qu'un mouvement ouvrier politiquement conscient, et que ces préconditions objectives et subjectives ne pouvaient apparaître qu'avec le plein développement du capitalisme.

Il est vrai qu'après la révolution de 1848, Marx exprima quelques doutes au sujet d'une des hypothèses politiques sous-jacentes à ce schéma, à savoir la capacité de la bourgeoisie à réaliser une révolution démocratique bourgeoise classique dans les pays modernes. Plus tard, Engels mina davantage ce schéma quand il souligna que la faiblesse relative de la conscience politique de la classe ouvrière britannique était due précisément au fait que la Grande-Bretagne était le pays capitaliste le plus développé, possédant un monopole mondial de haute productivité.

Au début du XX[e] siècle, Trotsky, en 1905, dans sa théorie de la révolution permanente, qui affirme que la classe ouvrière serait obligée de résoudre des tâches relevant historiquement de la bourgeoisie, et Lénine, en 1914, dans sa théorie de l'impérialisme, qui comporte l'idée que la chaîne impérialiste se casserait d'abord à son maillon le plus faible, montrèrent qu'ils étaient parvenus à comprendre la conséquence principale de la loi du développement inégal et combiné, à savoir que le prolétariat, par suite des contradictions du système capitaliste mondial dans son ensemble, pourrait bien arriver au pouvoir d'abord dans un pays arriéré. Lénine et Trotsky, tous deux, pensaient fermement que la victoire de la révolution dans de telles conditions s'avérerait être seulement le prélude de la victoire de la révolution socialiste dans les pays capitalistes clés et un moyen de faciliter l'issue décisive. C'est dans cet esprit que les bolcheviks prirent le pouvoir en octobre 1917 et fondèrent la III[e] Internationale en 1919.

La révolution a suivi une voie beaucoup plus détournée que ses plus grands théoriciens eux-mêmes ne le pensaient. Nous savons le prix élevé que l'humanité, dans son ensemble, et les ouvriers et paysans des premiers États ouvriers en particulier ont eu à payer pour ce détour.

Les trahisons de la bureaucratie réformiste engendrèrent la défaite des révolutions en Allemagne et dans l'Europe centrale, au cours des années 1918-1921, isolant la première révolution victorieuse dans la Russie arriérée et frayant ainsi la voie à la dégénérescence bureaucratique de l'État soviétique et de l'Internationale communiste sur lesquels la bureaucratie stalinienne établit un contrôle rigoureux. D'instrument de la

* Nous reproduisons ici l'introduction du document adopté par le Congrès Mondial de Réunification de la Quatrième Internationale, tenu en juin 1963 en Italie en présence des délégués et observateurs de vingt-six pays, qui a mis fin à la scission du mouvement trotskiste international survenue en 1953, regroupant à nouveau la très grande majorité de ceux qui s'étaient séparés alors. Ce document a été publié dans la revue *Quatrième Internationale*, n°10, 21[e] année, 3[e] trimestre 1963.

Pour la libération de Hugo Blanco

Hugo Blanco, dirigeant du soulèvement paysan de la région de Cuzco, au Pérou, et militant de l'Internationale, avait été emprisonné et risquait la peine de mort. La IV[e] Internationale avait impulsé une campagne mondiale de solidarité, qui permit de le sauver. Nous publions ci-dessous la lettre écrite par Hugo dans sa prison, que la campagne de solidarité avait popularisée (1).

Hugo Blanco à son retour d'exil, en juillet 1977.

Peuple péruvien,

Ce procès ne s'ouvre pas contre ma personne, mais contre la révolution péruvienne. La réaction prétend l'amener au banc des inculpés ; et nous ne devons pas le permettre : au banc des inculpés doit se trouver l'oligarchie.

C'est justement parce que le jugement ne sera pas contre ma personne, que ce n'est pas la camarilla d'officiers et de porte-parole au service des monstres, c'est le peuple péruvien qui doit juger et c'est devant ce juge que nous devons faire notre rapport sur les trahisons de la patrie, les assassinats, les vols, les tortures, les violations commis par l'oligarchie toute entière et notamment par les propriétaires fonciers, dans tous les coins du pays.

C'est le moment le plus favorable pour le faire : le peuple péruvien suit le procès, prêt à écouter et préparé à juger. Quel que soit notre effort dans cette direction, il sera insuffisant. Les syndicats, les fédérations des paysans, des ouvriers, des étudiants, des employés, etc., devront s'engager à fond dans cette tâche.

J'ai eu le sort d'être celui qui doit s'asseoir au banc des inculpés, qui sera transformé en une tribune d'accusation de la révolution ; c'est pourquoi j'ai besoin d'avoir le rapport des crimes des propriétaires fonciers et de l'oligarchie toute entière pour le jeter à la figure des tribunaux, qui seront le symbole de la réaction. Je demande aux camarades de me transmettre ce rapport.

Malheureusement la salle du procès n'est pas suffisamment large pour accueillir dix millions d'hommes ; ce qui signifie que le juge véritable n'aura pas la possibilité d'entrer dans la salle : il se trouvera dans les rues des villes et des villages, dans les campagnes... Si nous voulons que notre accusation arrive devant lui, maintenant que l'histoire nous en donne la possibilité, il est nécessaire de préparer des millions de tracts, de brochures, peut-être un livre, et malheureusement, cela signifie de l'argent et, moi, je n'en ai pas. Je n'ai jamais demandé d'aides financières, mais maintenant je le fais, non pour moi, mais pour la dénonciation, pour l'accusation.

La terre ou la mort ! Nous vaincrons !

1. Nous publions ce texte de Hugo Blanco d'après la traduction parue dans *Quatrième Internationale* n° 20, 21[e] année, de novembre 1963.

révolution mondiale, le Komintern fut transformé en instrument de manœuvre diplomatique du Kremlin, bloquant ainsi, tout d'abord involontairement et ensuite délibérément, la victoire de la révolution prolétarienne dans de nombreuses situations pleines de promesses dans plusieurs pays. A la fin de la deuxième guerre mondiale, les politiques de collaboration de classe social-démocrate et stalinienne, combinées aux efforts de l'impérialisme occidental, ont conduit à la stabilisation de l'économie capitaliste et de l'État bourgeois dans plusieurs pays impérialistes où la victoire du socialisme était objectivement possible et même imminente.

En résultat des échecs successifs des deux grandes vagues révolutionnaires de 1919-23 et de 1943-48, ainsi que de la vague plus petite de 1934-37, le centre principal de la révolution mondiale passa, pour une période, au monde colonial. La victoire de la Révolution chinoise de 1949, faisant suite à la vague révolutionnaire d'après-guerre en Europe, inaugura une série ininterrompue de révolutions coloniales. Toutes les révolutions victorieuses depuis 1917, y compris l'établissement d'États ouvriers par des soulèvements révolutionnaires en Yougoslavie, en Chine, au Viêt-nam et à Cuba, eurent ainsi lieu dans des pays relativement arriérés, tandis que la possibilité d'une victoire révolutionnaire prochaine dans les pays impérialistes se trouva différée.

Il faut repousser avec vigueur l'idée que ce développement, imprévu des classiques du marxisme, a été plus ou moins fatalement déterminé par des facteurs objectifs ou par un manque de volonté et d'énergie révolutionnaire chez les ouvriers des pays impérialistes. Nul ne peut sérieusement nier que, depuis 1917, diverses montées de masse et même des soulèvements de la classe ouvrière avaient rendu objectivement possible le renversement du capitalisme dans de nombreux pays impérialistes (Allemagne et toute l'Europe centrale 1918-20, Italie 1919-21, Allemagne 1923, Angleterre 1926, Autriche 1933-34, Espagne 1931-37, Belgique 1932-36, France 1935-37, Italie 1943-48, France 1944-48, Angleterre 1945-50, etc.). On ne peut ainsi raisonnablement nier que, dans d'innombrables grèves générales, occupations d'usine, démonstrations de masse, qui ont fait tomber des gouvernements, et mêmes des insurrections qui ont menacé les fondations du pouvoir d'État bourgeois, le prolétariat des pays impérialistes (à l'exception des États-Unis) a montré à de multiples reprises qu'il comprenait la nécessité générale de reconstruire la société sur des voies socialistes et qu'il avait la volonté de réaliser cette tâche. L'échec de toutes ces tentatives n'est pas dû à

En défense de la révolution algérienne

Michel Raptis au procès d'Amsterdam (extrait)*

Je n'ai pas une vie strictement privée. Depuis de longues années, les appartements que j'ai successivement habités avec ma femme furent ouverts aux membres de notre organisation, à nos amis et sympathisants politiques, à un grand nombre de gens. Pendant la guerre et l'occupation nazie de l'Europe, chez nous ont, tout naturellement, souvent trouvé refuge Israélites où hommes de la Résistance de toutes nationalités, traqués par les services nazis. Quand la Révolution algérienne a débuté en 1954 et que les militants algériens en France ont commencé à être à leur tour impitoyablement traqués par les services policiers et terroristes aux ordres du colonialisme, ma femme et moi-même avons dit à nos amis algériens de nous faire l'honneur de considérer notre maison à leur disposition entière. Il en a été de même à Amsterdam.

Nous espérons continuer ainsi, jusqu'à la fin de nos jours, aidant de notre mieux, aujourd'hui nos frères algériens, demain nos frères noirs d'Angola et d'Afrique du Sud, nos frères Indios de l'Amérique Latine, nos frères de partout, hommes opprimés et exploités luttant pour la liberté et la dignité de l'Homme.

C'est tout naturellement que nous avons eu cette atttitude et nullement par un mérite spécial quelconque. Personnellement, je me suis senti toujours simplement un homme qui faisait complètement sienne la sagesse contenue dans le vers de notre poète de l'Antiquité, Ménandre : Je suis homme et rien de ce qui est humain ne m'est étranger.

Mais j'ai appris d'autre part, lors de la longue vie que j'ai vécue dans les rangs de l'organisation dont j'ai l'honneur d'être membre, essayant de dominer les tendances égoïstes et narcissistes de notre être, à accomplir les choses nécessaires par rapport à un but politique et social et non simplement les choses qui m'étaient personnellement plus agréables et faciles. J'ai voulu, du moins, agir selon cette règle de morale sociale, avec plus ou moins de bonheur. J'ai vécu en militant le cataclysme du fascisme en Allemagne et dans l'Europe des années 30, et j'ai vécu également en militant le cataclysme de la 2e guerre mondiale. J'ai tiré de cela la conclusion qu'une certaine dose de courage, d'intelligence et d'esprit critique personnels est nécessalre à tout citoyen pour que la liberté vive, pour que les horreurs de la guerre soient évitées, pour que la société ne tombe pas sous le joug des minorités bureaucratiques privilégiées. Ni le danger du fascisme, ni celui de la guerre ou de la dictature ne sont absents du monde actuel. On le voit bien dans ce qui se passe en France, dans ce qui se passe en Afrique de l'Algérie à l'Angola et l'Afrique du Sud, dans ce qui se passe en Amérique Latine, de Cuba au Chili, dans ce qui se passe dans les rapports est-ouest, du Laos à Berlin.

Je me bornerai à dire quelques mots sur le drame algérien, qui est au fond de l'affaire que vous jugez, Monsieur le Président, Messieurs les Juges. Je me demande si les femmes et les hommes, chrétiens et civilisés de l'Europe Occidentale, vautrés dans leur relatif confort matériel actuel, réalisent à fond ce qui s'est passé depuis 7 ans déjà en Algérie, ce qui se passe actuellement dans l'enfer d'Angola, ou le drame par exemple des enfants congolais mourant de faim par milliers. S'ils réalisent à quel point notre civilisation est encore une affaire d'épiderme qu'il suffit de gratter pour qu'émerge un potentiel incroyable de cruauté, de violence et d'injustice envers nos frères, les peuples de couleur cruellement opprimés et exploités.

A-t-on vraiment réalisé en Europe occidentale les horreurs de la guerre coloniale d'Algérie, le fait qu'il y a eu en 7 ans de massacres et de tortures, environ un million de morts du côté algérien, plus de deux millions de paysans pauvres chassés de leurs villages, déplacés, « regroupés » dans des campements de fortune, plus de 250 000 réfugiés algériens au Maroc et en Tunisie, dont la plupart sont des vieillards, des femmes et surtout des enfants orphelins de guerre, plus de 30 000 militants algériens dans les prisons et les camps de concentration en France même ? Et pourtant ces chiffres figurent dans

* Nos camarades Michel Raptis dit Pablo et Sal Santen, dirigeants de la IVe Internationale, avaient été arrêtés en 1960 aux Pays-Bas et accusés d'avoir aidé la Révolution algérienne au moyen de faux papiers d'identité, d'armes et — fruit d'une provocation — de complicité dans un projet de fabrication de fausse monnaie française dans le but de « ruiner l'économie française ». Nous publions ci-dessus un extrait de la défense de Michel Raptis au procès, qui s'est déroulé du 21 au 28 juin 1961 à Amsterdam, et qui s'est soldé par une condamnation de nos deux camarades à 15 mois de prison. Ce texte a été initialement publié dans la revue *Quatrième Internationale* n° 13, 19e année, 3e trimestre 1961.

quelque incapacité innée, à un « retard » ou à une « corruption » politique, mais au rôle traître de la direction officielle, qui, de façon réitérée, a préféré ne pas utiliser la possibilité objective de prendre le pouvoir, ou détruire délibérément cette possibilité. Le prolétariat européen a été frappé par ces trahisons plus fortement que tout autre secteur de la classe ouvrière mondiale, ainsi que le montrent clairement les exemples de l'Allemagne et de l'Espagne.

La crise de la direction révolutionnaire existe évidemment dans les pays coloniaux et semi-coloniaux aussi bien que dans les pays avancés. De nombreuses révolutions défaites ou avortées témoignent de cette crise, depuis la Révolution chinoise de 1925-27 jusqu'aux plus récentes défaites au Guatemala et en Irak. Mais, pour l'issue possible de la lutte, il existe une grande différence entre une direction inadéquate dans un pays arriéré et une direction similaire dans un pays impérialiste : **dans ce dernier, l'ennemi affrontant la population laborieuse est immensément plus fort.**

Confrontée à la bourgeoisie puissante et bien expérimentée des pays impérialistes, la classe ouvrière ne peut parvenir à la victoire que sous une direction marxiste révolutionnaire véritable qui est capable : 1° d'établir l'unité d'action au sein du prolétariat ; 2° de mobiliser de la façon la plus totale les potentialités latentes et souvent cachées de la classe ouvrière ; 3° de déjouer les manœuvres d'une direction capitaliste très astucieuse et souple qui a appris à transformer des réformes en un frein puissant aux révolutions ; 4° de gagner une partie de la petite bourgeoisie (la base de masse du capitalisme dans les pays impérialistes) et d'en neutraliser une autre partie sans abandonner ses propres objectifs de classe. L'absence d'une question agraire explosive est un élément important du renforcement et de la stabilisation du capitalisme dans la plupart des pays impérialistes.

La situation est différente dans les pays arriérés. Confrontée à des classes dirigeantes pourries jusqu'à la moelle et dépourvues d'un soutien de masse, la révolution entraîne dans la lutte la masse de la population laborieuse, y compris les paysans les plus pauvres et la petite bourgeoisie paupérisée, provoquant l'effondrement de l'ordre traditionnel et de son État, et exerçant sur des partis ouvriers centristes ou des formations similaires des pressions propres à les porter au pouvoir.

Dans des conditions capitalistes à peu près normales, il faut se rappeler que, comme l'a dit Lénine, « il n'y a pas de situations sans issue du point de vue économique ». L'échec d'une vague révolutionnaire dans un pays impérialiste fait place éventuellement à quelque forme de stabilisation économique relative temporaire et même à une nouvelle expansion. Ceci diffère inévitablement pendant un temps de nouveaux soulèvements révolutionnaires, la combinaison d'un recul (ou même d'une démoralisation) politique de la classe ouvrière et d'une élévation du niveau de vie étant défavorable à toute entreprise révolutionnaire immédiate.

Par contre, dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, la faiblesse même du capitalisme, toute la structure socio-économique particulière engendrée par l'impérialisme, la misère permanente de la grande majorité de la population en l'absence d'une révolution agraire radicale, la stagnation et même la réduction des niveaux de vie, cependant que l'industrialisation se poursuit relativement vite, créent des situations dans lesquelles l'échec d'une vague révolutionnaire n'entraîne pas automatiquement une stabilisation sociale ou économique relative ou même temporaire. Une succession apparemment inépuisable de luttes de masse se poursuit, comme la Bolivie l'a éprouvé depuis dix ans. La faiblesse de l'ennemi offre à la révolution de plus amples moyens de récupérer de défaites temporaires que ce n'est le cas pour les pays impérialistes.

En résumé, les victoires et les défaites depuis 1917 expriment le rapport des forces entre la vieille classe dirigeante et les masses laborieuses à l'échelle mondiale. Le fait que la révolution l'ait emporté d'abord dans les pays arriérés et non pas dans les pays avancés ne prouve pas que les ouvriers des pays avancés ont manifesté une combativité révolutionnaire insuffisante. Il témoigne que l'opposition qu'ils ont à surmonter dans ces pays est incomparablement plus forte que dans le monde colonial et semi-colonial. La faiblesse de l'ennemi dans les pays arriérés a ouvert la possibilité de parvenir au pouvoir même avec un instrument émoussé. La force de l'ennemi dans les pays impérialistes exige un outil beaucoup plus parfait.

En même temps, il est important de reconnaître que les trois forces principales de la révolution mondiale — la révolution coloniale, la révolution politique dans les États ouvriers dégénérés ou déformés, et la révolution prolétarienne dans les pays impérialistes — forment une unité dialectique. Chacune de ces forces influe sur les autres et, en retour, en reçoit des impulsions puissantes ou des coups de frein sur son propre développement. Le retard de la révolution prolétarienne dans les pays impérialistes a, en général, indubitablement empêché la révolution coloniale de suivre la voie socialiste aussi rapidement et aussi consciemment que cela eût été possible sous l'influence d'une puissante montée révolutionnaire ou d'une victoire du prolétariat dans un pays avancé. Ce même retard diffère également la maturation de la révolution politique en U.R.S.S., notamment dans la mesure où il ne présente pas aux ouvriers soviétiques un exemple convaincant d'une voie de rechange pour la construction du socialisme. Enfin, la montée des révolutions coloniale et politique, gênées par le retard de la révolution prolétarienne en Occident, contribue toutefois à aider le prolétariat des pays impérialistes à surmonter ce retard. ■

---

la presse officielle de France et dans les innombrables documents littéraires et autres qu'a produits jusqu'ici cette guerre coloniale, la plus atroce de notre siècle.

Peut-on simplement fermer les yeux sur ces faits et vivre chacun « tranquille » sa petite vie égoïste, sans s'occuper du « démon de la politique » ? Je ne le crois pas. Je crois fermement que la politique, c'est-à-dire la science de la connaissance, de l'organisation et de la gestion de la société, doit occuper une place primordiale dans la vie de tout être libre et critique, afin d'éviter des désastres et afin d'acheminer au plus vite l'humanité vers l'abolition de l'oppression, de l'exploitation, et vers l'épanouissement le plus complet possible de l'individu.

Monsieur le Président, Messieurs les Juges, J'ai l'honneur de faire partie depuis plus de 32 ans déja, depuis le début de ma vie d'homme conscient, du mouvemont historique créé par L. Trotsky, et actuellement connu sous le nom de IVe Internationale. C'est dans les rangs de ce mouvement que j'ai appris le vrai sens du combat pour le socialisme et la société socialiste de demain. Ce sens a été momentanément obscurci par les traits de dégénérescence et de déformation bureaucratique que le caractère arriéré de la Russie tsariste et l'isolement international prolongé de la Révolution d'Octobre ont imprimés au pouvoir ouvrier, en URSS et ailleurs, lors de l'ère de Staline.

Mais nous sommes déjà entrés impétueusement, irréversiblement, dans l'ère de l'expansion mondiale de la Révolution socialiste qui redonnera une vigueur victorieuse à toutes les idées fondamentales, en matière d'économie, de démocratie et de culture socialiste, élaborées et défendues contre vents et marées des décades durant par L. Trotsky et la IVe Internationale. (...)

■

1968 en France

Thèses sur la nouvelle montée de la Révolution mondiale (extrait)*

Le tournant de 1968 est à l'origine d'un renouveau de la IVe Internationale qui au cours de la décennie suivante connaîtra l'essor le plus grand de toute son histoire. Ses militants sont au premier rangs dans le mouvement des étudiants en France, au Mexique et au Japon et participent à la montée ouvrière notamment dans plusieurs pays d'Europe capitaliste. En France, au plus fort du mouvement de mai 1968 et en lien étroit avec des vieux militants expérimentés, surgit en fait une nouvelle organisation dont certains des dirigeants sont connus à l'échelle internationale : cette croissance aura des effets multiplicateurs dans d'autres pays.

Des mobilisations très larges, sans précédent, sont organisées à l'échelle européenne, à l'initiative des nos sections et/ou de la direction internationale : le congrès pour l'Europe rouge en novembre 1970 à Bruxelles et la manifestation pour le centième anniversaire da la Commune en mai 1971 à Paris. Des rencontres européennes

Déclenchée par la grève des étudiants et la nuit des barricades du 10-11 mai, la crise révolutionnaire qui s'est produite en France pendant le mois de mai 1968 constitue la plus large mobilisation révolutionnaire en Europe occidentale depuis trente ans. Elle a englobé jusqu'aux couches les plus marginales de la population et entraîné une importante partie des classes moyennes nouvelles. L'État bourgeois a été rendu impuissant pendant près de quinze jours. La combativité des manifestants a permis de nombreux affrontements directs avec les forces de répression. Les initiatives spontanées de contrôle et même de pouvoir de masse en opposition aux institutions gouvernementales, patronales et autres intégrées dans le système capitaliste se sont multipliées.

La JCR à Berlin, février 1968. La jonction opérée avec le mouvement antiautoritaire de la jeunesse allemande exerça une grande influence en mai 1968.

Les spécificités de Mai 68

Le mouvement de mal 1968 a mis objectivement à l'ordre du jour pendant quelques jours (du 24 au 30 mai) le renversement de l'ordre bourgeois et la conquête du pouvoir. L'absence d'une direction de rechange ou d'éléments d'une telle direction suffisamment reconnus par les ouvriers a permis aux directions traditionnelles, notamment celles de la CGT et du PCF qui avaient derrière elles la très grande majorité de la classe ouvrière, de trahir ce mouvement, le canalisant vers des objectifs économiques dans la lutte pour lesquels les travailleurs ont montré une combativité débordant à maintes reprises les directions syndicales officielles. Outre l'ampleur qu'il a prise, le mouvement de mai 1968 se différencie des mouvements antérieurs du prolétariat français (1936 et 1945-47) par les caractéristiques suivantes :

a) le détonateur n'a pas été constitué cette fois-ci par une victoire électorale (front populaire) ou par une victoire militaire dans une alliance d'un État ouvrier avec les démocraties impérialistes, mais par une lutte des étudiants, des lycéens et de larges couches de jeunes ouvriers. Cette lutte avait un caractère révolutionnaire par ses formes (affrontements avec les forces de l'État) et par son niveau politique (lutte pour le socialisme et l'internationalisme) ;

b) l'avant-garde révolutionnaire politiquement indépendante des direction traditionnelles, y compris de la direction stalinienne, a pris des dimensions de masse au cours de plusieurs manifestations à Paris ;

c) le contexte international. En 1936, en Espagne et en France, la lutte des masses se produisait face à une Europe où s'étendait le nazisme et à une Union soviétique où le stalinisme acquérait ses aspects les plus monstrueux. La crise de mai 1968 est survenue après la victoire de l'offensive vietnamienne du Têt, simultanément à une lutte parallèle des étudiants dans plusieurs métropoles impérialistes et à une nouvelle poussée antibureaucratique dans les États ouvriers (chute de Novotny) ;

d) le rôle particulier joué par la jeunesse estudiantine, lycéenne et ouvrière comme « détonateur » et aile marchante du mouvement. Dans les conditions de réformisme politique, de stagnation et d'apathie du mouvement ouvrier traditionnel, d'intégration plus ou moins avancée des appareils politiques et syndicaux dans l'État bourgeois, les besoins et les aspirations des jeunes qui avaient été méconnus et pratiquement ignorés par la société établie, ont fait rejeter par ceux-ci les directions traditionnelles, y compris la direction stalinienne dont le prestige avait été fortement entamé dans les années précédentes par la « déstalinisation », le conflit sino-soviétique et finalement sa carence dans la lutte de la révolution vietnamienne contre l'agression de l'impérialisme américain. L'incapacité du néo-capitalisme à satisfaire les besoins matériels et culturels de cette jeunesse et la réapparition du chômage des jeunes ont créé la base objective de cette radicalisation. Une des caractéristiques nouvelles de ces luttes a été la participation massive de très jeunes.

Malgré son ampleur, l'avant-garde indépendante politiquement n'avait au début du mouvement d'autres organi-

* Nous reproduisons ci-dessus un chapitre des thèses sur la nouvelle montée de la révolution mondiale, adoptées par le 9e congrès mondial de la IVe Internationale, qui a eu lieu en Autriche en avril 1969 en présence de 98 délégués et observateurs de 30 pays. Ce congrès a été marqué par l'adhésion de la Ligue communiste de France (fusion du PCI, section de l'Internationale, et de la Jeunesse communiste révolutionnaire, dont les militants ont été à la tête du mouvement étudiant en France en mai 1968). Ces thèses ont paru dans la revue *Quatrième Internationale*, n°37, 27e année, mai 1969. Les intertitres sont de la rédaction d'*Inprecor*.

Après le coup de tonnerre de mai 68

Renouveau de la IVe Internationale (1968-1979)

de militants ouvriers et de syndicalistes ont lieu en Belgique et en Italie.

Au Mexique se constitue le Parti révolutionnaire des travailleurs qui se développera davantage dans les années quatre-vingt en gagnant une influence de masse certaine dans des régions rurales, dans des quartiers pauvres de grandes villes et dans des milieux ouvriers d'avant-garde. Une organisation importante se construit dans l'Etat espagnol aussi. Pendant la phase ascendante de la révolution des noyaux marxistes révolutionnaires se forment en Iran.

Les débats dans l'Internationale — notamment dans les congrès de 1969, 1974 et 1979 — respectivement IXe, Xe et XIe — reflètent aussi bien la dynamique de la situation internationale que la croissance et les problèmes de nos organisations. Le IXe congrès, qui analyse la nouvelle situation internationale et la "révolution culturelle" en Chine, aborde en même temps les problèmes de la lutte armée en Amérique Latine. Le texte adopté sera par la suite l'objet de rectifications et d'autocritiques : il est, toutefois, inspiré par le souci d'établir des liens avec les nouvelles couches révolutionnaires du continent. Le Xe congrès adopte des "thèses sur la construction des partis révolutionnaires en Europe capitaliste" et dresse un bilan des luttes en Bolivie et en Argentine. Le XIe congrès analyse, entre autres, les révolutions qui viennent d'avoir lieu en Iran et au Nicaragua.

Pour la première fois dans son histoire l'Internationale adopte une résolution sur la lutte de libération des femmes.

Dans de différents pays d'Amérique Latine — Argentine, Brésil, Bolivie, Mexique et Colombie — des camarades sont assassinés par la police ou par l'armée, meurent sous la torture ou tombent dans des affrontements. C'est le prix que nous payons justement parce que nous nous efforçons toujours d'être au premier rangs dans les luttes. ■

sations à sa disposition que de petites formations politiques (trotskistes, maoïstes, anarchistes). Son implantation dans les entreprises était insignifiante : il ne s'agissait pas d'un manque de militants, mais l'appareil avait étouffé toute minorité pendant des dizaines d'années, avait barré l'accès des plus petites fonctions syndicales à tous ceux suspectés d'opposition à la ligne du PCF. En outre, jeunes étudiants et lycéens, d'une part, et jeunes ouvriers, d'autre part, ne se connaissaient pas préalablement au déclenchement du mouvement ; ce n'est qu'au cours des actions engagées par les étudiants que les jeunes ouvriers qui n'avaient pas trouvé un pôle d'attraction dans les entreprises rejoignirent ces actions en nombre chaque jour croissant.

La trahison des dirigeants du PCF

Le bilan de trahison de la direction PCF-CGT s'établit comme suit :

— Elle s'est opposée à la lutte révolutionnaire des étudiants et a tout fait pour qu'il n'y ait pas de liaison politique et organisationnelle entre eux et les ouvriers ;

— Elle a dissocié les diverses catégories de travailleurs (industrie privée, secteur nationalisé, fonctionnaires) au lieu de les réunir sur un programme commun ;

— Elle a refusé de proclamer la grève générale illimitée sous prétexte que celle-ci existait en fait, mais en réalité pour ne pas avoir à mettre en avant le seul mot d'ordre répondant à une telle grève : un mot d'ordre gouvernemental de lutte pour le pouvoir ;

— Elle a négocié en ignorant les volontés des travailleurs et accepté des accords indignes que les travailleurs d'eux-mêmes ont rejetés ;

— Elle n'a jamais pris la moindre initiative pour mobiliser les grévistes, se bornant soit à les maintenir enfermés dans les entreprises, soit à les renvoyer chez eux pour n'y rien faire ;

— Elle n'a cessé de combattre et de calomnier les « gauchistes », encourageant en sous main les violences physiques, comme par le passé, mais n'a jamais organisé les ouvriers pour se défendre contre les bandes réactionnaires et les forces de répression étatiques ;

— Elle n'a jamais mis en avant le mot d'ordre de dissolution des forces de répression qui étaient envoyées contre les étudiants (gardes mobiles, CRS) ;

Cortège de la JCR à Berlin, février 1968.

— Elle a trahi la défense des militants « étrangers » face aux décisions répressives du pouvoir (affaire Cohn-Bendit), faisant ainsi passer ses intérêts fractionnels avant l'internationalisme prolétarien et aux dépens de lui ;

— Elle n'a jamais dénoncé publiquement les manœuvres de Mitterrand et

de Mendès-France et a continué de courir après la FGDS pour obtenir un « programme commun », en deçà de la situation politique ;

— Elle a eu une attitude équivoque sur le référendum un moment décidé par de Gaulle ;

— Elle n'a jamais cherché à renverser de Gaulle et a été la première a accepter sa décision de tenir des élections législatives ;

— Elle n'a pas voulu utiliser un mouvement qui conduisait au socialisme, recherchant une « démocratie nouvelle » de caractère bourgeois.

Cette trahison de la direction du PCF a été le principal atout du capitalisme français désemparé pendant plus de quinze jours et dont les forces armées n'auraient pu venir à bout même d'une partie du mouvement qui englobait avec les villes grandes et petites d'importants secteurs de la paysannerie.

Avancée de la conscience ouvrière

Malgré cette trahison, les travailleurs français ne sont pas défaits. Par les grèves revendicatives dans lesquelles le mouvement a été fragmenté, ils ont obtenu généralement des avantages, variables selon les industries ou services, mais assez substantiels. Dans leur majorité ils ne se sentent pas frustrés. Une minorité croissante a par ailleurs compris la trahison des directions traditionnelles. Les ouvriers ont réappris, au cours du mouvement, des méthodes de lutte de classe que les appareils avaient mises en sommeil depuis quinze à vingt ans (manifestations de rue combatives, non respect des dispositions légales en matière de préavis de grève, d'organisation de démonstrations, etc.; supériorité de ces méthodes sur les pétitions et autres interventions légales, démarches parlementaires, etc.). Les ouvriers ont débordé les directions en plusieurs occasions, notamment on repoussant les accords de la rue de Grenelle ; l'autorité des directions en a été diminuée. La poursuite des grèves a été caractérisée par une combativité de secteurs nombreux et importants et des provocations patronales et gouvernementales ont suscité, souvent malgré les directions, des réponses militantes (usines Renault de Flins).

Outre l'apparition d'une force d'avant-garde sur la gauche du PCF, un des plus importants acquis du mouvement de mai 1968, a été constitué par de nombreuses formes de « dualité de pouvoir », qui ont été plus ou moins amples et plus ou moins temporaires. Ces manifestations sont une preuve que le mouvement de mai dépassait de beaucoup une lutte en vue de satisfaire les revendications économiques et sociales élémentaires et qu'une partie de ses participants se posait consciemment des objectifs beaucoup plus élevés.

Le mouvement de mai 1968 a été d'une façon encore insuffisante une première mise en œuvre d'un programme do transition. Cela s'est vérifié dans les entreprises (où la question de la gestion et du contrôle ouvrier s'est trouvé posée dans plusieurs cas), sans parler des grands services publics dont le fonctionnement partiel ou total, dépendait de leur personnel. Cela s'est vérifié également dans de nombreux milieux (professions libérales, cadres, sportifs...) contre les institutions officielles. Cela est

Congrès pour l'Europe rouge, Bruxelles 1970. Deux photos de la tribune. En haut, Pierre Frank, Livio Maitan, Alain Krivine et Charles Michaloux. En bas, Ernest Mandel, P. Frank, Guy Desolre et Alain Krivine. Ce congrès avait réuni les militants de toutes les section européennes de l'Internationale.

posé de la façon la plus profonde dans l'enseignement à tous les degrés.

Un bilan dans ce domaine fournira de nombreux éléments pour concrétiser le programme de transition en France. Dans les entreprises la question du contrôle ouvrier comme élément préparatoire à la gestion ouvrière doit être au centre des préoccupations des militants d'avant-garde. A cette question est liée directement celle des comités élus démocratiquement. Une des plus grandes faiblesses du mouvement a résidé dans le fait que, sous le nom de « comités de grèves », on retrouvait dans presque tous les cas les commissions exécutives des sections syndicales, reliées entre elles par l'appareil bureaucratique des syndicats. Celles-ci transmettaient dans la plupart des cas la politique de la direction de la CGT dans la classe ouvrière, tandis que de véritables comités de grèves, élus démocratiquement par tous les grévistes, syndiqués ou non, auraient pu être la véritable émanation de la base et se relier entre eux dans un réseau non bureaucratisé formant ainsi des organismes où une véritable direction révolutionnaire aurait pu s'affirmer.

Hégémonie des révolutionnaires dans la jeunesse

Un autre acquis important du mouvement de mai 1968 réside dans le déclin de l'influence des partis ouvriers traditionnels dans la jeunesse estudiantine et lycéenne. Pour la première fois depuis l'origine du stalinisme, les forces révolutionnaires peuvent aujourd'hui conquérir l'hégémonie politique, et même la prédominance organisationnelle, dans une couche sociale tout entière qui, même si elle est largement minoritaire et marginale par rapport au prolétariat industriel, possède cependant de multiples courroies de transmission sociales avec celui-ci (écoles professionnelles ; emplois dans l'industrie de nombreux étudiants et universitaires, etc.) sans parler de la possibilité d'impact subjectif, surtout sur la jeunesse ouvrière. L'élaboration d'un programme de revendications transitoires qui per-

mette de consolider cette hégémonie politique et cette influence de masse — soumise à d'inévitables fluctuations de par la nature sociale même du milieu étudiant — est une tâche vitale pour les révolutionnaires français.

Ces deux acquis importants du mouvement de mai 1968 confluent pour créer des conditions beaucoup plus favorables à la construction du parti révolutionnaire. Celui-ci ne peut pas encore être un parti de masse. Il est déjà plus qu'un simple groupe de propagande. Il est déjà capable de mobiliser et de faire agir des forces qui peuvent influencer une avant-garde ouvrière plus ou moins réduite. C'est en définitive dans cette amélioration des conditions de construction du parti révolutionnaire qu'il faut saisir le résultat le plus important de la crise révolutionnaire de mai, la meilleure garantie de ce qu'il ne s'agit pas d'une flambée sans lendemain mais du début d'une série de luttes violentes qui s'étendront sur plusieurs années.

En assurant le redémarrage de la révolution socialiste sur le continent européen, la montée révolutionnaire en France a créé de nouveaux rapports entre les trois secteurs de la révolution mondiale (révolution prolétarienne dans les métropoles impérialistes, révolution coloniale, révolution politique antibureaucratique dans les États ouvriers). Elle a commencé à créer les conditions qui permettront de surmonter les déséquilibres et les contradictions que le développement de la révolution mondiale a connus dans les vingt-cinq dernières années. Elle a donné au marxisme révolutionnaire, tel que la IVe Internationale n'avait seule cessé de le défendre, un renouveau éclatant ; elle l'a également enrichi des leçons des nombreuses expériences dans les domaines les plus divers.

La portée mondiale de Mai

La crise révolutionnaire en France a eu d'ores et déjà des prolongements dans les pays semi-coloniaux, notamment dans les grandes villes d'Amérique latine (Rio de Janeiro, Buenos-Aires, Santiago du Chili, Mexico) et dans des pays où l'influence de l'impérialisme français restait importante (Dakar). Cette montée a constitué la plus grande aide qui ait été apportée au Viêt-nam et à Cuba socialiste.

La crise révolutionnaire en France a déjà eu des répercussions importantes en Yougoslavie ; des manifestations de solidarité envers les étudiants français ont eu lieu également en Tchécoslovaquie. Le gouvernement chinois, pour des raisons qui lui sont particulières, a organisé de grandes manifestations de solidarité pour les mouvements du prolétariat français. Dans les autres États ouvriers, c'est-à-dire en Union Soviétique et dans les États ouvriers d'Europe orientale, les gouvernements ont défiguré d'une manière encore plus éhontée que ne l'a fait *l'Humanité* le mouvement révolutionnaire, en France, n'insistant que sur les revendications, dénigrant et calomniant les « gauchistes », donnant un soutien à de Gaulle dans les moments les plus cruciaux, ne commençant à le critiquer pour ses propos anticommunistes qu'après la trahison du mouvement par la direction stalinienne.

Le gouvernement français avait dissous le 28 juin 1973 la section française de l'Internationale après la contre-manifestation organisée le 21 juin 1973 contre un meeting raciste de l'Ordre nouveau. Il tentait ainsi de limiter l'influence de la Ligue dans la jeunesse — ses militants furent à la tête des mobilisation de centaines de milliers de jeunes contre la loi Debré en avril-mai 1973. La dissoultion de la Ligue provoqua une salutaire mobilisation démocratique de toute la gauche française. Ici, dans la rue avant le meeting unitaire du 4 juillet 1973.

Mais les événements de France ne tarderont pas à être véritablement connus et les mensonges staliniens ne feront que renforcer la résistance antibureaucratique. La répression contre l'intelligentsia et la jeunesse universitaire des dernières années atteste qu'en Union Soviétique aussi les étudiants joueront un rôle très important lors d'une grande montée révolutionnaire des masses contre le pouvoir bureaucratique. Mai 1968 a accéléré considérablement le processus de la révolution politique en Union soviétique.

Nouvelles perspectives en Europe

La crise révolutionnaire en France a exprimé et stimulé puissamment des tendances qui opèrent en profondeur dans presque tous les pays européens.

La révolution socialiste européenne avait été figée à la suite de l'échec de la vague révolutionnaire de l'après-guerre, causé par les accords signés par Staline à Yalta, Téhéran et Potsdam avec les représentants des démocraties impérialistes. Sur la révolution européenne pesaient alors d'une part la dégénérescence stalinienne de la Révolution russe, d'autre part la défaite de la classe ouvrière allemande en 1933 et celle de la révolution espagnole à la veille de la deuxième guerre mondiale. Pour la première fois, une gigantesque poussée révolutionnaire a ouvert de nouvelles perspectives aux travailleurs européens. La crise a atteint la France la première, en raison de sa situation économique toujours précaire malgré les transformations effectuées par le capitalisme français dans l'après-guerre ; de la situation politique créée par le régime gaulliste qui, sous les apparences d'un « État fort », avait éliminé dans sa pratique quotidienne tous les amortisseurs fournis par un régime représentatif de type parlementaire ; il n'y avait plus dans les domaines les plus essentiels que l'arbitraire d'un seul homme ou d'une équipe restreinte à l'extrême.

Fondamentalement, dans tous les pays européens, le « néo-capitalisme » présente les mêmes caractéristiques de fragilité et la montée en France n'est qu'un signe précurseur des crises qui se manifesteront dans le proche avenir en Europe.

Les nécessités objectives avaient obligé les capitalistes européens à réaliser une concentration des forces productives sous la forme réactionnaire et étriquée du Marché Commun. Ces mêmes nécessités objectives auront pour résultat de faire revivre dans le mouvement ouvrier européen la plus haute expression du marxisme révolutionnaire, l'Internationale révolutionnaire de masse. Les manifestations d'internationalisme prolétarien qui ont marqué les démonstrations de rue de l'avant-garde révolutionnaire pendant le mois de mai témoignent que la création de l'Internationale révolutionnaire de masse deviendra bientôt un des problèmes majeurs que doit se poser l'avant-garde révolutionnaire en Europe et, avec elle, toute l'avant-garde révolutionnaire dans le monde. (...) ■

La construction des partis révolutionnaires en Europe

De l'ensemble des changements des conditions objectives et subjectives pour la construction des partis révolutionnaires en Europe capitaliste, nous avons tiré et nous tirons la conclusion que **la tâche centrale de l'étape ouverte en 1967-1968 consiste pour les marxistes-révolutionnaires à conquérir l'hégémonie au sein de la nouvelle avant-garde à caractère de masse — en mettant l'accent sur notre renforcement au sein de la composante ouvrière de cette avant-garde — afin de construire des organisations révolutionnaires qualitativement plus puissantes qu'à l'étape précédente**, à passer de groupes de propagande révolutionnaire à des organisations politiques révolutionnaires en voie d'implantation dans le prolétariat.

Conquérir l'hégémonie politique

L'hégémonie politique suppose que l'organisation marxiste révolutionnaire par sa propagande, ses campagnes, ses initiatives apparaisse comme un pôle de référence pour cette avant-garde large même si une grande partie d'entre elle n'est pas encore directement organisée par notre mouvement.

Il est en effet illusoire de croire que l'on puisse passer en un saut d'un groupe de propagande à un parti révolutionnaire ayant déjà une influence politique déterminante sur une fraction du prolétariat, du moins dans les pays d'Europe capitaliste où existe un mouvement ouvrier traditionnel avec un poids énorme de l'appareil bureaucratique au sein des masses laborieuses. Celles-ci ne s'orientent pas en premier lieu sur des programmes, des plates-formes ou des idées. Elles s'orientent d'après leurs besoins immédiats et les instruments de lutte disponibles pour réaliser ces besoins.

Après la dissolution de la Ligue, le front unique contre la repression : Alain Krivine accompagné par Edmond Maire (CFDT) et François Mitterrand (PS) se rend à une conférence de presse, avant d'être arrêté et emprisonné…

Les déceptions et les révoltes par rapport à l'opportunisme des directions traditionnelles n'entraîneront un afflux ouvrier **massif** vers les organisations révolutionnaires que lorsque celles-ci auront démontré non seulement la clarté et la justesse de leur programme, mais encore leur efficacité dans l'action, ne fût-ce que sur un plan limité. L'étape qui conduit du groupe essentiellement propagandiste au parti révolutionnaire, au sens scientifique du terme, est donc celle d'une organisation révolutionnaire en voie d'implantation dans la classe, c'est-à-dire en train de conquérir sur le terrain de la lutte de classes un rapport de forces tel qu'elle devienne crédible comme direction de rechange du mouvement ouvrier, à commencer par un secteur d'avant-garde de la classe ouvrière.

Le choix prioritaire de la conquête de l'hégémonie politique au sein de l'avant-garde à caractère de masse est fonction de l'ensemble de l'analyse de l'étape actuelle de la lutte de classes en Europe capitaliste :

a) Sans la conquête de cette hégémonie, la force de l'avant-garde à dimensions de masse risque de se dissiper.

b) Sans polarisation de cette avant-garde de masse dans une organisation marxiste-révolutionnaire sérieuse et puissante, le potentiel d'influence de cette avant-garde au sein des masses plus larges risque d'être neutralisé et perdu.

c) Si ce potentiel d'influence de l'avant-garde au sein des masses plus larges ne se fait pas sentir d'une manière croissante, la remontée des luttes ouvrières arrivera dans une impasse, ce qui finira par faciliter à la longue une contre-offensive de la bourgeoisie.

Les tâches des marxistes-révolutionnaires

La lutte pour l'hégémonie politique marxiste-révolutionnaire au sein de la nouvelle avant-garde à caractère de masse n'est pas une tâche facile. Elle ne peut être réalisée par un effort d'adaptation opportuniste au plus grand dénominateur commun de cette avant-garde politiquement disparate, ni par une tentative (au fond non moins opportuniste) d'effectuer une « synthèse » entre les différents courants qui la traversent. Elle implique :

1.— Une éducation permanente de cette avant-garde par une polémique avec les différents groupes d'extrême-gauche sur la stratégie révolutionnaire, le programme de transition, l'unité de la classe ouvrière, les alliances de classes, la construction du parti révolutionnaire, dont aucun élément ne peut être considéré comme un acquis définitif de cette avant-garde large.

2.— La capacité des organisations marxistes-révolutionnaires à prendre des initiatives politiques débordant la pratique des réformistes,

— visant à mobiliser non seulement cette avant-garde large mais avec elle une partie des militants combatifs voire une fraction des masses,

— et permettant à travers ces initiatives d'éduquer l'avant-garde large par rapport à la perspective d'affrontement central avec l'État bourgeois ; et de détacher des militants combatifs de l'emprise réformiste.

3.— La capacité des organisations marxistes-révolutionnaires à offrir un cadre de travail de masse durable à cette avant-garde ouvrière large où elle pourra, à la fois marquer un rapport de forces national face aux réformistes grâce à des campagnes centrales : soutien aux luttes ouvrières, mobilisation anti-impérialiste (Indochine, Chili), mobilisation antimilitariste,

* Nous publions ci-dessus un extrait des thèses sur la construction des partis révolutionnaires en Europe capitaliste adoptées par le X^e^ congrès mondial, qui s'est tenu en février 1974 en Suède en présence de près de 250 délégués représentant 48 organisations de 41 pays. Ce texte a été publié par la revue *Quatrième Internationale*, n° 16-17 (nouvelle série) de juillet-août 1974. Les intertitres sont de la rédaction d'*Inprecor*.

etc. et disputer aux réformistes l'hégémonie dans les luttes revendicatives au sein des entreprises par un travail syndical permanent dans la perspective de construction de tendances syndicales de lutte de classe et par la capacité à prendre des initiatives autonomes de mobilisation au sein même des entreprises.

Ceci rend compte des formes d'organisation nouvelles au sein même des entreprises dont la nature est variable en fonction d'une part de leur objet, d'autre part du degré d'implantation des organisations syndicales et de l'hégémonie plus ou moins grande des réformistes sur l'appareil syndical.

Mais dans tous les cas notre but est :

a) de faire émerger lors de la lutte d'authentiques structures de démocratie ouvrière (AG souveraine, comité de grève élu, délégués d'atelier) ;

b) d'avancer vers la constitution permanente de tendances syndicales de lutte de classe mais en aucune façon de constituer des comités de lutte permanents, soit petits syndicats rouges sectaires, soit groupes politiques syndicaux centristes ;

c) de structurer des groupes sympathisants du parti dans l'entreprise en vue de l'intégration des meilleurs militants à l'organisation marxiste-révolutionnaire.

4.— La capacité à maîtriser la dialectique des secteurs d'intervention en fonction du degré de développement de l'extrême-gauche marxiste-révolutionnaire et de son rapport de forces avec les partis traditionnels ainsi que du degré de développement numérique de l'avant-garde ouvrière large par rapport notamment à l'avant-garde jeune.

C'est-à-dire à maîtriser les liens dialectiques et le choix des forces :

— entre apparitions politiques centrales et apparitions politiques locales diversifiées ;

— entre travail jeune et travail ouvrier ;

— entre périphérie du mouvement ouvrier et cœur du mouvement ouvrier ;

— entre travail quartier et travail entreprises.

Le problème se pose donc en termes différents selon les pays et selon les étapes de construction de l'organisation.

5.— L'ensemble de cette activité vise à transformer cette avant-garde pour en faire un instrument adéquat de recomposition du mouvement ouvrier organisé. Elle suppose donc une tactique unitaire spécifique par rapport aux partis ouvriers traditionnels. En effet si nos organisations sont aujourd'hui en règle générale encore trop petites pour appliquer centralement une tactique de front unique, par contre cette avant-garde large, à travers les initiatives, les campagnes que nous lui proposons, est capable de se mobiliser, de mobiliser avec elle une partie des travailleurs combatifs et grâce au rapport de forces ainsi créé d'imposer l'unité d'action aux partis ouvriers traditionnels. A travers une telle unité d'action conjoncturelle, nous visons à entraîner les masses et si possible à déborder les appareils réformistes. Au cours de ce processus « initiative - unité - d'action - débordement » nous visons à éduquer l'avant-garde large sur la nécessité stratégique de l'unité de la classe ouvrière contre toute déviation sectaire et à arracher à l'hégémonie réformiste des travailleurs combatifs, si ce n'est pour les gagner durablement au marxisme-révolutionnaire, du moins pour les faire rompre politiquement durablement avec le réformisme.

Une chance historique à saisir

Cette tactique unitaire par rapport au mouvement ouvrier doit donc se compléter d'une tactique spécifique avec les organisations d'extrême-gauche afin à la fois de permettre grâce à leur unité ponctuelle de prendre des initiatives de masse et de combattre dans la pratique, dans les formes d'action, les mots d'ordre, etc. leurs déviations sectaires en particulier ultra-gauchistes.

Cette tactique unitaire par rapport aux autres organisations d'extrême-gauche est donc là encore variable en fonction des rapports de forces entre l'organisation marxiste-révolutionnaire, les organisations d'extrême-gauche, l'extrême-gauche et les partis ouvriers, l'extrême-gauche et l'avant-garde large.

Les militants de la LCR italienne en défense de l'échelle mobile des salaires.

Elle est donc nécessairement variable avec les pays et avec les étapes de construction de l'organisation marxiste-révolutionnaire.

Les bouleversements des années 67-68 ont créé une chance exceptionnelle de percée pour une nouvelle direction révolutionnaire du prolétariat européen, la chance la plus grande depuis 1917-23. Mais elle ne sera pas d'une durée illimitée. Il s'agit de réunir dans un délai déterminé toutes les conditions nécessaires au renforcement qualitatif des organisations marxistes-révolutionnaires sinon cette chance historique se dissipera.

Nous rejetons toute illusion spontanéiste, selon laquelle l'ampleur de la crise actuelle du capitalisme et du stalinisme — qui est effectivement sans précédent — pourra obliger, à travers la pression des masses, les dirigeants de la bureaucratie syndicale, les dirigeants des PS et des PC à mener à bien une révolution socialiste en Europe. Sans la construction d'une nouvelle direction révolutionnaire dans les délais existants, le prolétariat européen connaîtrait, après des vagues successives de luttes de masse dont certaines dépasseront encore l'ampleur du Mai 68 en France, de nouvelles et terribles défaites d'ampleur historique. ■

Bolivie, 1971

Tomas Chambi un dirigeant paysan révolutionnaire

De nombreux camarades sont tombés dans les luttes ou sous les coups de la répression en Amérique latine. Rappelons ici l'un d'entre eux, le bolivien Tomas Chambi, qui après avoir connu les prisons de son pays, est tombé lors du coup d'État du colonel Banzer (1971). Il dirigeait dans les rues de La Paz une colonne de paysans pauvres, montée dans la capitale pour défendre la démocratie. Dans une poche de Tomas, ceux qui ont récupéré son corps ont trouvé une petite note, qui constitue en quelque sorte son testament : *« Je suis un militant du Parti ouvrier révolutionnaire, qui m'a appris à être courageux et à combattre pour une juste cause, pour la libération nationale. En avant vers la victoire finale ! »*

Iran, la révolution interrompue

Extrait du rapport présenté au XIe Congrès mondial*

La révolution iranienne offre une des manifestations les plus déroutantes de la loi du développement inégal et combiné.

D'une part, nous avons assisté à une des mobilisations de masse révolutionnaires les plus impressionnantes du XXe siècle. Littéralement des millions de personnes sont descendues dans la rue à Téhéran, à flots continus. Cette mobilisation a fini par briser la capacité de résistance politique et morale d'une armée que le shah avait équipée de plus de 35 milliards de dollars d'armes ultramodernes et qu'il avait choyée du point de vue des conditions d'existence. La victoire a été remportée malgré une répression qui a coûté la vie à des dizaines de milliers de manifestants dans la seule phase culminante de la montée révolutionnaire.

D'autre part, nous avons vu un clergé, le clergé chi'ite, s'emparer de la direction politique et idéologique du mouvement. Un combat qui commença contre l'autocratie du shah, pour les libertés démocratiques, aboutit à l'adoption d'une Constitution qui restreint, elle aussi, les libertés démocratiques, fût-ce dans une mesure beaucoup plus limitée que sous le shah, et qui érige elle aussi une sorte d'autocratie, celle de l'ayatollah Khomeiny.

Raisons de la légitimité de Khomeiny

La personnalité de Khomeiny est en quelque sorte la synthèse symbolique de cette contradiction. Nous avions déjà dit, à d'autres occasions, que le phénomène Khomeiny, unique dans l'histoire des révolutions bourgeoises pour ne pas dire dans celle des phases initiales des processus de révolution permanente, combine des traits d'un Danton avec ceux d'un Savonarole. Mais il faut comprendre que Khomeiny ne peut jouer le rôle de Savonarole que parce qu'il a joué le rôle d'un Danton, c'est-à-dire parce qu'il a fait preuve d'une fermeté, d'une intransigeance et d'une audace remarquables dans la lutte contre le shah, contre la dynastie Pahlevi et contre la monarchie. Voilà la source réelle de son prestige et de sa légitimité aux yeux des masses, qu'il cherche maintenant à renforcer et à renouveler par une agitation anti-impérialiste, dont

l'écho est également puissant auprès des masses.

Fondamentalement, ce n'est pas l'emprise de la religion sur les masses qui explique le prestige du clergé chi'ite. C'est le prestige politique gagné par ce clergé dans la lutte contre la tyrannie du shah qui explique sa possibilité d'imposer pour le moment l'idéologie confuse et trompeuse de la « République islamique » et d'accroître l'emprise de la religion.

Certes, la composition sociale particulière de la population des grands centres urbains d'Iran, où prévalent encore des couches semi-prolétariennes d'extraction rurale récente sur la classe ouvrière proprement dite, explique en partie la facilité relative avec laquelle Khomeiny a pu manœuvrer jusqu'ici. Mais, répétons-le, la cause fondamentale de son ascendant est politique et non religieuse. Elle provient à la fois de l'absence de toute autre force politique de masse qui se serait en engagée à fond dans la lutte contre le shah, et du rôle d'organisateur et de coordinateur de la lutte anti-dictatoriale joué par le clergé chi'ite. Aux yeux de la majorité des masses, qui ne se trouvent encore qu'à la première étape de leur politisation, le clergé chi'ite apparaît comme la direction authentique et légitime de la révolution. Il y a un parallèle évident avec les directions nationalistes-populistes de révolutions (ou d'étapes initiales de montée révolutionnaire) de plusieurs pays semi-coloniaux, notamment le Mexique, l'Argentine (Péron), la Bolivie (MNR) et l'Égypte (Nasser), pour ne prendre que ces exemples parmi les plus typiques.

Pour nous, le caractère bourgeois de l'État et du gouvernement, ainsi que le caractère foncièrement réactionnaire du cléricalisme islamique, ne font pas le moindre doute. Mais ce qui est clair pour nous ne l'est pas pour 80 % des masses iraniennes. En outre, nous ne confondons jamais le mouvement de masse avec sa direction temporaire. Il serait donc absurde et sectaire de croire que la révolution iranienne est déjà battue, ou qu'elle est déjà en plein reflux, seulement en fonction de l'idéologie réactionnaire des dirigeants actuels du processus révolutionnaire. Pour nous, le critère fondamental est celui de la dynamique du mouvement de masse. Certaines tendances de notre mouvement (pour ne pas parler des PC et de la social-démocratie) ont commis cette erreur, aux conséquences politiques catastrophiques, entre 1944 et 1950 en Argentine en jugeant la situation et la nature du mouvement syndical dirigé par les péronistes d'après l'idéologie ou les origines de Péron, et non d'après la trajectoire et la nature sociale du mouvement de masse.

Les contradictions du khomeinisme

Le khomeinisme est manifestement porteur d'une triple contradiction.

Il est venu au pouvoir sur la crête d'une formidable mobilisation de masses socialement déshéritées. Celles-ci se sont insurgées contre la tyrannie du shah non seulement pour conquérir des libertés démocratiques ou le droit à l'autodétermination des nationalités opprimées, mais aussi et surtout pour mettre fin à leur misère, ce qui implique une série d'objectifs socio-économiques précis : un emploi pour des millions de sans-travail ; un logement décent pour des millions de sans-logis habitant aujourd'hui des taudis ; des salaires décents, voire le contrôle ouvrier, pour des millions de travailleurs ; la fin de l'inflation accélérée, notamment par un accroissement de la production nationale de vivres ; une véritable réforme agraire, une existence supportable pour des millions de petits paysans ; la fin de l'oppression séculaire des femmes, soumises à des charges insupportables.

Khomeiny ne peut pas satisfaire ces aspirations profondes, pas plus d'ailleurs que n'importe quel autre politicien bourgeois ou petit-bourgeois. Le crédit politique dont il jouit auprès des masses est pour le moment la seule digue qui protège la bourgeoisie ira-

* Nous publions ci-dessus un extrait du rapport sur la situation mondiale, dont la ligne générale a été adoptée par le XIe congrès mondial, tenu en Belgique en novembre 1979 en présence de délégués de 48 organisations. Ce rapport a été publié dans un supplément spécial d'*Inprecor-Intercontinental Press* en 1979. Le titre et les intertitres sont de la rédaction d'*Inprecor*.

nienne contre une nouvelle phase de mobilisations révolutionnaires prenant cette fois-ci une tournure anticapitaliste directe, la nature d'une véritable révolution sociale. C'est pourquoi la bourgeoisie tolère Khomeiny et utilise l'influence du clergé chi'ite et la confusion de la « République islamique », voire du « socialisme islamique », afin de retarder au maximum la conquête de l'autonomie politique et organisationnelle du prolétariat.

Mais la patience des masses a des limites. Devant l'incapacité du régime khomeiniste à satisfaire leurs aspirations matérielles et nationales, des brèches s'ouvriront, des différenciations s'approfondiront au sein même du clergé ; son débordement n'est plus qu'une question de temps. Dès lors, il faut réprimer, comme on a commencé à réprimer les Kurdes et l'extrême-gauche, surtout à partir d'août 1979. Mais les masses sont militantes, mobilisées, pleines de confiance en elles-mêmes. Pas mal de comités d'entreprises commencent ou continuent à défier l'autorité du patron et du gouvernement. Le souvenir de la répression du shah est tout proche. Attaquer de front un tel mouvement serait suicidaire. Il s'agit donc d'une répression tatillonne, limitée, sélective, qui est souvent obligée de faire marche arrière.

D'ailleurs, une répression frontale nécessiterait un instrument efficace à cette fin qui, en Iran, ne pourrait être que l'armée. Or, l'armée est divisée, désarticulée, peu sûre d'elle-même, surtout après le choc traumatique qu'elle a subi au cours des dernières semaines de la tyrannie du shah. Il faut du temps pour la reforger comme instrument adéquat de la contre-révolution. Ce n'est pas Khomeiny qui peut remplir ce rôle jusqu'au bout. Il peut tout au plus l'initier.

Finalement, pour la bourgeoisie iranienne, l'élimination du régime du shah avait surtout pour but de rationaliser l'économie iranienne, d'éliminer ou du moins de réduire le népotisme, le gaspillage, la mégalomanie, la ruine de l'agriculture, tout ce qui entrave une croissance organique de l'accumulation du capital, rendue en principe possible par les revenus pétroliers considérables. Ce n'est pas Khomeiny qui peut rationaliser quoi que ce soit du point de vue de la bourgeoisie — sauf le contrôle du mouvement de masse. D'où les divisions continuelles au sein de cette même bourgeoisie, au sein du bazar, au sein de l'appareil d'État, au sein du commandement de l'armée lui-même, quant à la voie à suivre. ■

En lutte pour la Libération des Femmes

Résolution du XIe Congrès mondial (extraits)*

La IVe Internationale salue et soutient la montée d'une nouvelle vague de luttes menées par les femmes pour mettre un terme à leur oppression séculaire. En nous battant en première ligne, nous faisons la preuve que le parti mondial de la révolution socialiste peut fournir une direction capable de mener jusqu'au bout la lutte pour la libération des femmes. Notre objectif est de gagner la confiance et la direction de la masse des femmes en leur démontrant que notre programme et nos orientations de lutte de classes mèneront à l'élimination de l'oppression des femmes en suivant la voie de la révolution prolétarienne victorieuse et de la reconstruction socialiste de la société.

Pour un mouvement des femmes indépendant...

Cette orientation de la IVe Internationale s'inscrit dans la longue tradition du marxisme-révolutionnaire. Elle se fonde sur les considérations suivantes :

1.— L'oppression des femmes est apparue durant la transition de la société pré-classiste à la société de classes. Elle est indispensable au maintien de la société de classes en général et du capitalisme en particulier. Donc, la lutte de la masse des femmes contre leur oppression est un aspect de la lutte contre la domination de classe capitaliste.

2.— Les femmes représentent à la fois une composante importante de la classe ouvrière et un puissant allié potentiel de la classe ouvrière dans la lutte pour le renversement du capitalisme. Sans la révolution socialiste, les femmes ne peuvent instaurer les conditions préalables à leur libération. Sans la mobilisation de la masse des femmes dans la lutte pour leur propre libération, la classe ouvrière ne peut accomplir ses tâches historiques. La destruction de l'État bourgeois, l'éradication de la propriété capitaliste, la transformation des bases et des priorités économiques de la société, la consolidation d'un nouveau pouvoir d'État basé sur l'organisation démocratique de la classe ouvrière et de ses alliés et la lutte permanente pour éliminer toutes les formes d'oppression dans les relations sociales héritées de la société de classes, tout cela ne peut être mené à bien, en dernière instance, sans la participation et la direction conscientes d'un mouvement autonome de libération des femmes.

Ainsi notre soutien à la construction d'un mouvement de libération des femmes indépendant est partie prenante de la stratégie du parti ouvrier révolutionnaire. Il découle du caractère même de l'oppression des femmes, des divisions sociales créées par le capitalisme lui-même et de la façon dont elles sont utilisées pour diviser et affaiblir la

* Le XIe congrès mondial a adopté une résolution sur la Révolution socialiste et la lutte de libération des femmes, en précisant en introduction : « Les positions de base du marxisme sur l'oppression des femmes font partie des fondements programmatiques de la IVe Internationale. Mais la résolution qui suit est la première résolution sur la libération des femmes adoptée par l'Internationale. Son but est de préciser notre analyse de l'oppression des femmes, ainsi que la place que la lutte contre cette oppression occupe pour nous dans les trois secteurs de la révolution mondiale ». Nous reproduisons ici le chapitre consacrée l'orientation adoptée par l'Internationale sur cette question, d'après le supplément spécial d'*Inprecor-Intercontinental Press* publié en 1979. Le titre et les intertitres sont de la rédaction d'*Inprecor*.

classe ouvrière et ses alliés dans la lutte pour l'abolition de la société de classe.

3.— Toutes les femmes sont opprimées en tant que femmes. Les luttes sur des aspects spécifiques de l'oppression des femmes se mènent forcément avec la participation de femmes de différentes classes et couches sociales. Même certaines femmes bourgeoises, en se révoltant contre leur oppression en tant que femmes peuvent rompre avec leur classe et être gagnées au camp du mouvement ouvrier révolutionnaire qui incarne la voie de leur libération.

Comme Lénine le soulignait dans ses discussions avec Klara Zetkin, la lutte sur des aspects de l'oppression des femmes ouvre la possibilité de toucher au cœur l'ennemi de classe, de « susciter et d'accroître le malaise, l'inquiétude, les contradictions et les conflits au sein de la bourgeoisie et de ses amis réformistes... Tout affaiblissement de l'ennemi équivaut à un renforcement de notre camp ».

Il y a un élément encore plus important du point de vue du parti marxiste-révolutionnaire : la révolte contre leur oppression en tant que femmes peut souvent représenter un point de départ dans la radicalisation de couches décisives de femmes de la petite bourgeoisie, dont la classe ouvrière doit gagner le soutien.

4.— Si toutes les femmes sont opprimées, les effets de cette oppression sont différents pour les femmes en fonction de leur classe. Celles qui subissent la plus grande exploitation économique sont généralement celles qui souffrent aussi le plus de leur oppression en tant que femmes. Ainsi le mouvement de libération des femmes ouvre la voie de la mobilisation de nombreuses femmes parmi les plus opprimées et les plus exploitées qu'on ne pourrait peut être toucher si rapidement au travers des luttes de la classe ouvrière.

... à direction prolétarienne

5.— Si toutes les femmes sont affectées par leur oppression en tant que femmes, le mouvement de masse de libération des femmes que nous nous efforçons de construire doit être fondamentalement prolétarien dans sa composition, son orientation et sa direction. Seul un tel mouvement qui s'enracine dans les couches les plus exploitées des femmes de la classe ouvrière, sera capable de mener le combat pour la libération des femmes jusqu'au bout et sans compromission, en s'alliant aux forces sociales dont les intérêts de classe sont parallèles à ceux des femmes ou les recoupent. Seul un tel mouvement sera capable de jouer un rôle progressiste dans des conditions d'exacerbation de la lutte de classes.

6.— Dans cette perspective à long terme, les luttes des femmes dans les syndicats et au travail ont une importance spéciale car elles reflètent les relations vitales entre le mouvement des femmes et le mouvement ouvrier, et leur impact réciproque. Ceci se reflète dans la radicalisation croissante des femmes de la classe ouvrière à l'heure actuelle, dans la compréhension toujours plus grande des forces du mouvement de libération des femmes qu'elles doivent s'orienter vers les luttes des travailleuses, et dans la volonté de certains secteurs de la bureaucratie syndicale de plusieurs pays de commencer à prendre des initiatives à propos des revendications des femmes. Tous ces éléments indiquent le caractère et la composition futurs du mouvement de libération des femmes, ainsi que la nature de classe des forces qui se mettront à sa tête pour lui donner une direction.

7.— Les luttes des femmes contre leur oppression en tant que sexe sont intimement liées à celles des travailleurs en tant que classe, sans pour autant en dépendre complètement ni s'y identifier. Les femmes ne peuvent conquérir leur libération qu'en s'alliant à la force organisée de la classe ouvrière. Mais cette nécessité historique ne signifie nullement que les femmes devraient attendre pour mener leurs luttes, quelles qu'elles soient, que la bureaucratie ouvrière en place soit remplacée par une direction révolutionnaire qui reprenne le drapeau de la libération des femmes. Pas plus que les femmes n'ont à attendre que la révolution socialiste ait créé les bases matérielles nécessaires pour en finir avec leur oppression. Au contraire, les femmes en lutte pour leur libération n'ont à attendre de personne qu'on leur montre la voie. C'est à elles de prendre la tête dans le déclenchement des luttes et pour les faire progresser. Ce faisant elles joueront un rôle dirigeant au sein de l'ensemble du mouvement ouvrier et contribueront à créer le type de direction ayant une orientation de lutte de classe, indispensable pour progresser sur tous les fronts.

8.— Le sexisme est l'une des armes les plus puissantes utilisées par la classe dirigeante pour diviser et affaiblir le mouvement ouvrier. Mais il ne se contente pas de diviser et d'opposer les hommes et les femmes. Il s'enracine dans le caractère même de la société de classe, et dans les innombrables manières dont l'idéologie bourgeoise est inculquée à chaque individu dès sa naissance. Les patrons dressent chaque secteur de la classe ouvrière contre tous les autres. Ils encouragent l'idée que l'égalité des femmes ne peut être obtenue qu'aux **dépens** des hommes — en enlevant aux hommes leurs emplois, en abaissant leurs salaires et les privant du confort domestique. La bureaucratie réformiste du mouvement ouvrier joue bien sûr aussi sur ces divisions pour maintenir son contrôle. C'est un frein qui pèse aussi bien sur les femmes que sur les hommes, par-delà les clivages de sexe. L'éducation de la masse des travailleurs, hommes et femmes, par la propagande, l'agitation, et l'action à propos des besoins des femmes, constitue une part essentielle de la lutte pour dégager la classe ouvrière de l'emprise de l'idéologie bourgeoise réactionnaire. C'est un élément indispensable de la politisation et de l'éducation révolutionnaire du mouvement ouvrier.

Éduquer la classe ouvrière

9.— La classe ouvrière ne peut atteindre la pleine possession de sa force, de son pouvoir et de son unité, que si le mouvement ouvrier commence à battre en brèche ses profondes divisions internes. Ce résultat ne sera atteint que si les travailleurs arrivent à comprendre que ceux d'entre eux qui se trouvent au sommet de l'échelle salariale ne doivent pas leurs avantages matériels relatifs au fait que d'autres subissent des discriminations et sont particulièrement opprimés. Ce sont au contraire les patrons qui profitent de telles stratifications et de telles divisions. Les intérêts de classe de **tous** les travailleurs sont les mêmes que ceux qui s'expri-

ment dans les revendications et les besoins des couches les plus opprimées et les plus exploitées de la classe : les femmes, les nationalités opprimées, les travailleurs immigrés, les jeunes, les inorganisés, les chômeurs. Le mouvement des femmes a un rôle particulièrement important à jouer pour éduquer la classe ouvrière et lui faire comprendre cette vérité.

10.— La lutte pour amener le mouvement ouvrier organisé à reprendre en charge les revendications des femmes s'inscrit dans la lutte pour amener la classe ouvrière à réfléchir d'un point de vue de classe et à agir politiquement. C'est un axe central de la bataille pour transformer les syndicats en instruments de lutte révolutionnaire au service des intérêts de toute la classe ouvrière. En combattant les efforts des patrons visant à maintenir la division au sein de la classe ouvrière, nous nous efforçons de gagner la base des syndicats, et en particulier les jeunes travailleurs les plus combatifs. Plus nous serons capables de remporter cette bataille, plus nous verrons la bureaucratie syndicale se diviser. Ceux qui refusent de défendre les intérêts de la grande majorité des plus opprimés et des plus exploités se verront peu à peu écartés.

La lutte du parti révolutionnaire pour conquérir l'hégémonie et la direction au sein de la classe ouvrière est inséparable de la lutte pour convaincre la classe ouvrière et ses organisations de reconnaître et d'appuyer les luttes des femmes comme partie prenante de leurs propres luttes.

11.— La lutte contre l'oppression des femmes n'est pas une question secondaire ou marginale. C'est un problème vital pour le mouvement ouvrier, surtout dans une période d'accentuation de la polarisation de classe.

Parce que la place des femmes dans la société de classe engendre beaucoup d'angoisses et de craintes très profondes, et parce que l'idéologie qui cimente le statut d'infériorité des femmes garde une puissante emprise en particulier à l'extérieur de la classe ouvrière, les femmes restent une cible privilégiée pour toutes les organisations cléricales, réactionnaires et fascistes. Que ce soient les démocrates-chrétiens, la Phalange, ou les adversaires du droit à l'avortement, la réaction fait spécialement appel au soutien des femmes, en prétendant s'adresser à leurs besoins spécifiques, en profitant de leur dépendance économique sous le capitalisme, et en promettant de soulager les femmes du fardeau encore plus lourd qu'elles portent dans toutes les périodes de crise sociale.

Lynda Jenness, dirigeante du SWP américain dans un meeting de plusieurs dizaines de milliers de personnes contre la guerre du Viêt-nam.

Depuis le slogan « Kinder-Kirche-Kuche » (Enfant-Église-Cuisine, ndlr.) du mouvement nazi jusqu'à la mobilisation des femmes bourgeoises par les démocrates-chrétiens au Chili lors de la manifestation des casseroles vides en 1971, l'histoire a prouvé à maintes reprises que la mystique réactionnaire de la maternité et de la famille est l'une des armes les plus puissantes que la bourgeoisie ait forgée au service de la réaction.

Une fois de plus le Chili a tragiquement démontré que si le mouvement ouvrier échoue à présenter et à défendre un programme et une orientation révolutionnaires qui répondent aux besoins de la masse des femmes, nombre de femmes de la petite bourgeoisie ou même de la classe ouvrière seront soit mobilisées dans le camp de la réaction, soit neutralisées en tant que soutien potentiel du prolétariat.

Les changements objectifs dans le rôle économique et social des femmes, et la radicalisation nouvelle des femmes avec les changements de mentalités et d'attitudes qu'elle a entraînés, compromettent les chances de la réaction de l'emporter. C'est une source nouvelle d'optimisme révolutionnaire pour la classe ouvrière. Le caractère massif de la prise de conscience féministe en Espagne, qui représente une des composantes les plus significatives de la montée de la lutte des classes après la mort de Franco, prouve aussi la rapidité avec laquelle l'emprise idéologique de l'Église et de l'État peut commencer à s'effriter dans une période de fermentation révolutionnaire, même dans des secteurs de la population où elle était très forte.

Paris, 4 mars 1978, militantes de la Ligue au premier plan.

Un rôle indispensable après la révolution

12.— Si la victoire de la révolution prolétarienne peut créer les bases matérielles de la socialisation du travail domestique et jeter les bases de l'égalité économique et sociale complète des femmes, cette reconstruction socialiste de la société, qui posera toutes les relations humaines sur des bases nouvelles, ne s'accomplira pas immédiatement et automatiquement.

Pendant la période de transition vers le socialisme, la lutte pour extirper toutes les formes d'oppression héritées de la société de classe continuera. Par exemple, la division sociale du travail en tâches féminines et masculines doit être éliminée dans toutes les sphères d'activité depuis la vie quotidienne jusqu'aux entreprises. Il faudra prendre des décisions concernant la répartition des ressources insuffisantes. Il faudra mettre sur pied un plan économique qui tienne compte des besoins sociaux des femmes et qui contribue à une socialisation accélérée des tâches domestiques. Le maintien de l'organisation autonome des femmes sera une précondition pour parvenir démocratiquement à des décisions économiques et sociales correctes. Ainsi, même après la révolution, le mouvement autonome des femmes jouera un rôle indispensable comme garant de la capacité de la classe ouvrière dans son ensemble, hommes et femmes, à mener à bien la transformation sociale. (...) ■

Recul du mouvement ouvrier et recomposition nécessaire

Les années quatre-vingt sont marquées par une offensive conservatrice néolibérale dans les pays industrialisés, par l'enlisement et la défaite de processus révolutionnaires de l'Iran au Nicaragua, par un recul du mouvement ouvrier et anti-impérialiste, par la défaite de la révolution politique en Pologne. La crise des sociétés de transition bureaucratisées s'achève au début des années quatre-vingt-dix, après la défaite du prolétariat polonais en décembre 1981, par la prédominance des courants restaurationnistes du capitalisme.

C'est dans ce contexte que la IVe Internationale met l'accent sur la recomposition, voire la reconstruction du mouvement ouvrier : dans différents continents — de l'Italie au Brésil et au Sénégal — les marxistes révolutionnaires sont engagés dans cette entreprise ardue. Les textes des trois derniers congrès mondiaux — XIIe en 1985, XIIIeen 1991 et XIVe en 1995 — abordent toute cette problématique.

Au mois de juillet 1995 disparaît Ernest Mandel, le dirigeant politique et l'intellectuel révolutionnaire le plus connu de notre mouvement dans le dernier demi-siècle. Plusieurs milliers de personnes assistent à son enterrement au cimetière parisien du Père Lachaise. En 1984 avait disparu Pierre Frank qui fut l'un des principaux dirigeants de notre mouvement français et international depuis le début des années trente.

Pierre Frank, années 70.

Presse de quelques sections européennes de l'Internationale au début des années 1970.

Révolution politique et contre-révolution en Pologne

Résolution du XIIe Congrès mondial (extraits)*

Le degré qualitativement nouveau de l'expérience polonaise, en comparaison aux expériences antérieures dans l'ensemble des pays dominés par la bureaucratie, que ce soit en ampleur, en durée, ou en profondeur dans l'indépendance de classe, s'est finalement synthétisé, sur le plan du programme, par la mise en avant de l'autogestion, à la fois comme double pouvoir et comme embryon de la future société socialiste.

La lutte pour le contrôle ouvrier et l'autogestion

Dans le passé, la bureaucratie a désarmé, puis démantelé les conseils ouvriers d'usines qui étaient les principales conquêtes de la révolution politique polonaise de 1956, utilisant à cet effet la « loi de l'autogestion ouvrière » imposée en 1958 et substituant le contrôle sur la production exercé par les conseils ouvriers par des organes de « cogestion » fictive appelés Conférence de l'autogestion ouvrière (KSR). Mais en dépit de tout cela, la classe ouvrière polonaise ne s'est pas laissé exproprier de son aspiration à l'autogestion. Sitôt "Solidarité" formé, il prit le nom de "Syndicat autogéré indépendant", témoignant de la volonté d'indépendance des masses à l'égard de l'État et de la volonté des travailleurs de s'auto-organiser sur la base de principes autogestionnaires. Sitôt le premier stade de la lutte atteint, c'est-à-dire la constitution du syndicat indépendant, la dynamique du mouvement des masses s'attaqua instinctivement aux deux aspects les plus quotidiens de la dictature bureaucratique : l'anarchie de la production et de la distribution d'une part, et la toute-puissance des directeurs d'usines nommés par l'État d'autre part. L'une des premières mesures adoptées spontanément par "Solidarité" sur ce plan fut de dénier toute légitimité à la KSR et de la boycotter de manière générale pour ensuite revendiquer une véritable autogestion ouvrière et commencer à former des conseils ouvriers semblables à ceux de 1956.

Dès janvier 1981, on enregistre l'apparition des premiers conseils ouvriers dans les entreprises qui commencent à exercer un contrôle ouvrier sur la production et à lutter pour l'autogestion ouvrière, sous le mot d'ordre initial du passage de tout le pouvoir aux tra-

* Nous publions ci-dessus des extraits des chapitres 3, 4 et 13 de la résolution adoptée par le XIIe congrès mondial, qui s'est tenu en janvier 1985 en présence de près de 200 délégués et observateurs. Cette résolution a été initialement publiée dans la revue *Quatrième Internationale*, n° 17/18 (spécial) de septembre 1985. Les intertitres sont de la rédaction d'*Inprecor*.

vailleurs dans les entreprises. On enregistre aussi des conflits croissants dans un nombre toujours plus grand d'entreprises en ce qui concerne la nomination des directeurs — "Solidarité" revendique que ces derniers cessent d'être nommés par l'appareil d'État sur la base de la « nomenclature du Parti » et qu'ils soient nommés exclusivement et de manière indépendante par les conseils ouvriers, sur la base d'un concours public. Dans une série d'entreprises, les directeurs sont expulsés de force ou obligés à démissionner, et les conseils ouvriers organisent des concours pour le poste de directeur. Les conseils ouvriers, ou les commissions provisoires mises en place par "Solidarité" se chargent de contrôler les directions des entreprises, les conditions de travail et de salaire, et même d'élaborer de nouveaux schémas d'organisation du travail, d'organisation des entreprises et de coopération entre elles, de même que les premiers plans alternatifs d'investissement et de production, obéissant à des critères de satisfaction des besoins sociaux.

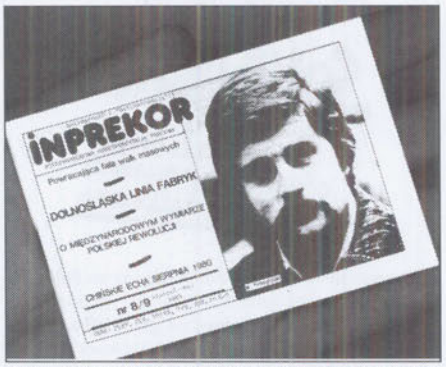
Tentatives de museler la dynamique démocratique

La bureaucratie a tenté de récupérer le mouvement pour l'autogestion en lui imposant une orientation réductrice.

Pour une partie de la bureaucratie, son aile réformiste-technocratique, l'autogestion était destinée à rester un système de cogestion supposé permettre l'intéressement des travailleurs à la production et garantir par là le projet de réforme économique et la marginalisation de "Solidarité". Utopique dans la période d'existence légale du syndicat indépendant, ce projet n'a pas été totalement abandonné après le 13 décembre. Une autre conception étriquée de l'autogestion existait au sein même du syndicat. (...)

Le Réseau des grandes entreprises, groupe de pression au sein du syndicat, amena au premier plan de la discussion stratégique de "Solidarité", la nécessité de développer les organes d'autogestion, mais son projet, plus axé sur l'élaboration d'un projet de réforme constituant la base d'un nouveau compromis entre "Solidarité" et le pouvoir, ne permettait pas de répondre aux questions posées par l'extension des organes d'autogestion.

Les conseillers économiques liés au Réseau, intéressés par une réforme correspondant à la « théorie du socialisme de marché », n'appuyaient le mouvement pour l'autogestion que dans la mesure où celui-ci leur paraissait constituer une force de pression sur la bureaucratie centrale, afin d'arracher des concessions à cette dernière dans le sens d'une telle réforme. En même temps, ils étaient opposés à la dynamique de centralisation des conseils ouvriers, qui était en contradiction avec leur projet de « socialisme de marché », ainsi qu'à la radicalisation du mouvement pour l'autogestion allant à l'encontre de leur désir de compromis avec le régime bureaucratique. L'intervention de ces économistes, et les pressions qu'ils exerçaient dans les couloirs de la direction de "Solidarité" et du Réseau, contribuèrent aux retards dans la centralisation et dans la radicalisation de la



Entre 1981 et 1990 l'Internationale avait produit une revue en polonais, *Inprekor*. Son format était réduit de 1982 à 1989 pour faciliter l'acheminement et la diffusion clandestine en Pologne (à 1500 exemplaires en moyenne). Plusieurs camarades des sections suédoise et allemande ont été arrêtés lors des tentatives de passer la frontière avec des chargement d'aide au syndicat clandestin et d'*Inprekor*.

lutte pour l'autogestion ouvrière et, partant, au retard du mouvement de masse dans sa prise de conscience de la question du pouvoir.

Une dynamique de dualité de pouvoirs

C'est pour répondre à ces difficultés que se crée en juillet le « Groupe de Lublin », insistant sur la coordination des conseils ouvriers au niveau régional au travers d'organes permanents, sur la nécessité de préparer les conditions pour convoquer le premier Congrès national de Délégués des conseils ouvriers et d'établir un système intégré d'autogestion ouvrière de tout le secteur nationalisé de l'économie. Il juge nécessaire de « formuler et de présenter aux organes d'autogestion ouvrière un projet de plan directeur des activités à court terme », et procède à son élaboration.

Enfin, à l'étape culminante de l'automne 1981, le programme de "Solidarité" se référait à la perspective d'une « République autogérée » comme projet global pour la lutte des travailleurs polonais. Parallèlement, le besoin d'un développement, dans les faits, d'expériences autogestionnaires, s'étend. Face à la pénurie prend corps le projet de prise en charge du ravitaillement au travers des « commandos d'hiver » organisés par "Solidarité". Par ailleurs, l'idée de la grève active, comme moyen pour étendre et imposer l'autogestion des entreprises, devient pour "Solidarité" et les conseils ouvriers de Lodz et de certaines autres régions une perspective concrète, énergiquement appuyée par le « Groupe de Lublin ». Des progrès s'effectuent parallèlement dans la coordination et la centralisation démocratique du mouvement pour l'autogestion ouvrière avec la mise en place du Comité constitutif de la Fédération nationale de l'autogestion (KZKFS), basé sur les commissions régionales de coordination des conseils ouvriers existant dans plus d'une vingtaine de régions.

Ainsi, à chaque étape de la crise, l'autogestion des travailleurs, tant comme moyen d'action que comme but général, démontra son caractère transitoire et unificateur pour toute la classe, même si des secteurs restaient en retard par rapport aux franges les plus avancées.

Le rétablissement de l'ordre bureaucratique

La réponse de la bureaucratie face à la montée du mouvement de masse et face à la radicalisation politique des travailleurs a été le coup de force du 13 décembre. La contre-révolution politique lancée ce jour-là devait permettre à la bureaucratie de reprendre en mains le pouvoir qui lui échappait, et de préserver ses privilèges de caste parasitaire. Le recours à l'armée et le mise en place d'une junte militaire — fait sans précédent dans les pays dits « socialistes » — a exprimé à la fois le degré des paralysie de l'appareil administratif central et la profondeur de la crise du Parti ouvrier unifié polonais (POUP). Secoué par de violentes luttes internes de fractions rivales, exsangue après le départ de deux millions de membres, et en particulier d'ouvriers, le parti était en effet dans l'incapacité de jouer son « rôle dirigeant ». Seuls les appareils répressifs — la police et l'armée — étaient encore en mesure de rétablir l'ordre bureaucratique. C'est ce qui explique le recours aux chars et aux baïonnettes. Les arrestations et les internements par milliers, l'interdiction de se déplacer dans le pays, la coupure des réseaux de communication, le couvre-feu, les licenciements massifs et les mesures d'intimidation de toutes sortes ont été autant

d'éléments indispensables pour décapiter le syndicat et imposer le silence à un mouvement social fort de dix millions d'adhérents.

La perte des droits démocratiques et syndicaux, que la classe ouvrière avait arrachés à la bureaucratie après une lutte acharnée de dix-huit mois, est à la mesure de l'ampleur de la défaite du prolétariat polonais. D'un jour à l'autre, celui-ci s'est vu privé du droit de grève. La prolongation brutale de la durée du travail, la militarisation des entreprises clés de la production, la suspension du syndicat "Solidarité" — puis de ceux des étudiants et des paysans — ainsi que la suppression de toute liberté d'expression, ont clairement montré la détermination de la clique au pouvoir à aller jusqu'au bout dans sa volonté d'écraser le mouvement de masse. L'abolition du droit des travailleurs à s'organiser librement dans le syndicat de leur choix — conquête qui représentait sans aucun doute l'une des avancées politiques les plus importantes par comparaison aux montées révolutionnaires antérieures en Hongrie, en Tchécoslovaquie ou en Pologne même — a interrompu le développement d'une situation de double pouvoir. Elle a ainsi porté un coup d'arrêt brutal à un processus révolutionnaire au cours duquel la classe ouvrière avait montré sa capacité à prendre ses affaires en mains. Dans ce sens, on ne saurait sous-estimer la gravité du coup qui a été porté à la révolution polonaise le 13 décembre, alors même que le caractère révolutionnaire de la situation développée durant les derniers mois ne faisait aucun doute. C'est bien d'un début de contre-révolution politique qu'il s'agit — une contre-révolution dont le but est d'écraser le mouvement alors qu'il en est encore temps du point de vue de la bureaucratie. (...)

Contenu socio-économique réel de la propriété

Une des leçons essentielles de la révolution polonaise, c'est la mise en cause, par la classe ouvrière, du concept de propriété sociale tel que le présente l'idéologie du pouvoir bureaucratique. Les travailleurs polonais ont rejeté l'identification entre propriété étatique et propriété sociale. Le mot d'ordre : « Qu'ils nous rendent nos usines ! », lancé lors de la première rencontre de délégués du mouvement autogestionnaire le 8 juillet à Gdansk, exprime très concrètement cette réaction, de même que l'apparition du concept d'« entreprise sociale » par opposition au concept d'entreprise étatique, ou la distinction effectuée entre propriété juridique et disposition **sociale** des moyens de production.

De ce point de vue, les marxistes révolutionnaires soutiennent pleinement les aspirations des travailleurs polonais dans leur lutte pour l'autogestion, et sont d'accord avec tous ceux qui disent : « Nous revendiquons une réelle socialisation des moyens de production, c'est cela le socialisme ».

Au cours de la montée révolutionnaire en Pologne (été 1980 - décembre 1981) les sections de l'Internationale ont déployé un grand effort pour tisser des liens entre les syndicats de leurs pays et les syndicalistes polonais. Ces liens ont ont facilité le developpement d'un mouvement massif de solidarité après le coup du général Jaruzelski dans de nombreux pays. Affiche de la LCR.

La transformation des moyens de production expropriés à la bourgeoisie en propriété étatique est évidemment un moyen juridique et formel d'importance majeure pour la socialisation des moyens de production. Mais de même que, dans l'État ouvrier, le pouvoir peut être exercé par les travailleurs ou être entre les mains de la bureaucratie, le pouvoir de disposer des moyens de production peut être entre les mains de la classe ouvrière ou entre celles de l'appareil bureaucratique d'État. C'est ce qui détermine le contenu socio-économique réel de la propriété.

La caste bureaucratique profite des moyens de production étatisés comme si elle en était le propriétaire véritable, mais elle n'en assume aucune des responsabilités. Cette double caractéristique de la bureaucratie justifie le sentiment très répandu dans les sociétés de transition sous domination bureaucratique que la propriété étatique n'appartient en fait à personne.

Les marxistes révolutionnaires défendent la propriété étatique dans les États ouvriers contre les tendances internes ou les menaces externes de restauration du régime de propriété privée sur les moyens de production fondamentaux. Mais, en même temps, ils sont pour la transformation de la propriété étatique en propriété sociale. Il ne fait aucun doute que la socialisation **intégrale** des moyens de production n'est possible que lorsque les classes sociales, la production marchande et l'État disparaissent complètement. Mais l'expérience de la révolution polonaise, et en particulier celle du mouvement autogestionnaire qui s'est développé sous la direction de "Solidarité", contribuent à éclairer la question du moment où **commence** la socialisation des moyens de production **fondamentaux**. Dans ses critiques du pouvoir totalitaire de la bureaucratie, Trotsky signale clairement que la socialisation des moyens de production ne commence et ne progresse que lorsque progresse le dépérissement de l'État, c'est-à-dire son absorption dans une société autogérée. Il affirme que la propriété sociale ne commence pas là où finit la propriété privée, mais là où finit la propriété étatique. C'est le point de vue qui s'est progressivement répandu dans le mouvement de masse de "Solidarité".

Les dangers d'une orientation réductrice

Certes, l'hétérogénéité des projets défendus en Pologne derrière la même référence à l'autogestion, de même que l'expérience yougoslave, indiquent les dangers d'une orientation réductrice de l'autogestion où chaque collectif de travail gérerait ses propres moyens de travail, le marché unifiant l'ensemble. Pour que le processus de socialisation des moyens de production progresse, il faut dès le début combattre à la fois son détournement par l'État et par le marché. Nous ne devons pas croire qu'une telle conception soit évidente :

— l'expérience historique du stalinisme porte à rejeter toute centralisation et toute planification impératives ; or, la pratique prouve que des plans indicatifs, voire des fonds sociaux visant à réaffirmer de grands principes de solidarité, ne suffisent aucunement à contrer l'accroissement des inégalités régionales et sociales, dès lors que la logique de la décentralisation et du marché détermine pour l'essentiel les revenus et surtout les investissements ;

— le marché semble à la fois garantir une certaine rationalité économique et des libertés foulées au pied dans le cadre des régimes de planification hyper-centralisée bureaucratiquement. Il ne s'agit pas là seulement d'illusions mais de projets auxquels nous opposons la possibilité d'une autre rationalité : celle de la démocratie ouvrière fondée sur le pouvoir des conseils ouvriers. Tant

que cette autre possibilité ne sera pas réalisée quelque part, la force de conviction des conceptions favorables au marché sera très importante ;

— les résistances des travailleurs face aux lois du marché sont et resteront très grandes. Mais l'idée qu'ils peuvent mieux contrôler ce qu'ils connaissent bien (leur usine, leur atelier) s'oppose dans une certaine mesure à une autogestion intégrée et coordonnée et conduit d'aucuns à s'en remettre au marché, aux experts et autres directeurs « compétents ». Lorsqu'ensuite la décentralisation est effective, les milliers de grèves ne suffisent pas à reconstituer l'unité de la classe ouvrière.

Transition et rapports marchands

Cela ne signifie pas que les marxistes révolutionnaires considèrent l'adoption de mécanismes marchands comme une chose à laquelle il faut s'opposer par principe : la seule question de principe pour nous est l'opposition à l'introduction du marché **capitaliste**. Dans certains domaines, les rapports marchands non-capitalistes sont inévitables dans la transition au socialisme. Par contre, nous insistons sur le fait qu'il y aura toujours des tensions entre les rapports marchands et les valeurs sociales égalitaires de la classe ouvrière, et l'avant-garde politique de la classe ouvrière doit toujours s'assurer que la volonté de la majorité des travailleurs est bien respectée dans la manière de traiter ces tensions. C'est ainsi qu'en août 1980, les vingt et une revendications de Gdansk soutenaient très fermement le principe du rationnement — contre le principe de la liberté des prix, la corrélation étroite établie par le marxisme révolutionnaire entre le processus de socialisation des moyens de production et le processus de dépérissement de l'État commençait à être perçue par de larges secteurs de travailleurs polonais, luttant simultanément pour socialiser le secteur étatique de l'économie et pour socialiser l'État lui-même. La lutte pour l'autogestion ouvrière des entreprises a rapidement pris une dimension plus vaste. Le mouvement de masse aspirait à remplacer les institutions de type distinct, assurant l'existence et l'extension d'une véritable démocratie des travailleurs et des citoyens. La construction d'une « République autogérée », telle qu'annoncée dans le programme de "Solidarité", aurait tendu à la formation d'appareils propres à un État en voie de socialisation, c'est-à-dire se fondant de plus en plus avec les masses, soumis à leur contrôle direct et les associant à l'exercice direct du pouvoir. La caricature bureaucratique de la planification se serait vue remplacée par une élaboration démocratique du Plan, grâce à une ample participation des organes représentatifs des travailleurs et des citoyens, et à la possibilité de présenter et de discuter des projets alternatifs. (...) ■

Paris 1970, des milliers de manifestants à la manifestation internationale pour le centenaire de la Commune, organisée par la IVe Internationale.

L'échec de Gorbatchev

Résolution adoptée par le XIIIe Congrès mondial (extraits)*

L'émergence d'une pluralité de plates-formes organisées dans le PCUS, l'affirmation de fait d'un pluralisme politique s'imposant dans les élections, la montée des luttes ouvrières et du mécontentement social devant la dégradation matérielle et le piétinement des réformes, l'éclatement du monolithisme dans les pays d'Europe de l'Est ont profondément modifié les données de la situation à l'ouverture de la décennie 1990.

Fin du monolithisme

Le PCUS n'est plus le cadre unique où s'affrontent les stratégies en présence : il a d'une part éclaté selon les fractures nationales en autant de partis que de Républiques, recherchant une base dans les mouvements nationalistes. D'autre part, les courants conservateurs et libéraux se sont efforcés de trouver des relais de masse à l'extérieur du parti (côté conservateurs, Front uni des Travailleurs en Russie, Interfronts dans les Républiques Baltes ; côté libéral, Front de la Russie démocratique). Enfin, une multitude de partis a commencé à proliférer sans qu'aucun d'entre eux ne soit en mesure de rivaliser pour l'instant avec la force maintenue du PCUS. L'abandon de l'Article 6 introduit par Brejnev pour consolider « le rôle dirigeant du parti » s'imposait quasiment de lui-même dans ce contexte. Mais de plus en plus de conflits sinon une sorte de dualité de pouvoirs se développent entre les rouages du parti et ceux des soviets dont un nombre croissant est tombé sous le contrôle des « libéraux ». Il y a une crise du pouvoir en général avec son éclatement.

Les libéraux ont accentué leur cours restaurationniste. Ils ont été rejoints par un Eltsine extrêmement populaire. Cette popularité tient à trois facteurs :

1. Les conflits de Eltsine avec l'appareil, ses discours passés contre les privilèges ;

2. La proclamation de souveraineté d'une fédération de Russie qui n'existait pas jusqu'alors : il a, ce faisant, marqué des points à la fois vers les nationalistes russes qui dénonçaient à juste titre l'inexistence d'institutions représentant le peuple russe, mais aussi vers les libéraux et les nationalités non russes qui se sont vu légitimer leur propre proclamation de souveraineté ou d'indépendance ; en outre, ils y ont vu un affaiblissement radical des pouvoirs du « centre » avec la possibilité de négocier directement entre Républiques les termes de leurs rapports réciproques ;

3. Le discours radical marchand qui est apparu enfin comme une réponse à l'immobilisme. L'expérience du pouvoir coûte et coûtera aux libéraux comme aux conservateurs la perte des illusions populaires.

Les mouvements nationaux et sociaux débordent désormais tous les cadres fixés au centre : les « pleins pouvoirs » dont s'est doté Gorbatchev vont se heurter de front à la souveraineté proclamée des Républiques et à une tendance à l'autonomisation des régions, villes voire entreprises avec une montée de l'exaspération sociale et nationale à la fois contre le centre et

* Nous publions ci-dessus des extraits de la résolution sur l'URSS, intitulée « Décomposition du régime bureaucratique et lutte pour la démocratie socialiste », adoptée par XIIIe congrès mondial qui s'est tenu en février 1991 en Italie, en présence de plus de 200 délégués et observateurs. Les intertitres sont de la rédaction d'*Inprecor*.

contre sa paralysie (la revendication d'une main forte et de la restauration « l'ordre » comme le reproche fait à Gorbatchev d'être trop hésitant illustrent une certaine ambiguïté populaire).

Qu'il s'agisse d'indépendance ou de souveraineté, c'est l'articulation entre pouvoirs fédéraux et pouvoirs républicains qui est radicalement renversée par les Républiques. Elles sont de plus en plus confrontées en même temps aux interdépendances économiques étroites les reliant entre elles, à la difficulté qu'elles auront face au marché mondial, enfin à des proclamations de souveraineté de leurs propres minorités cherchant éventuellement une protection de la fédération soviétique contre les pouvoirs républicains oppresseurs.

Un tournant restaurationniste

Globalement, le changement de loi sur l'entreprise en juin 1990, a marqué un abandon des caractéristiques initiales de la *perestroïka* et son infléchissement dans le sens libéral marchand : la logique en devient la privatisation et des droits de gestion dépendant de la possession d'actions, au détriment des pouvoirs initiaux (mêmes limités) accordés aux collectifs de travailleurs. La volonté d'obtenir des crédits occidentaux n'a pas été pour rien dans cette évolution qui reflète aussi l'adhésion croissante d'une partie de l'intelligentsia et de l'appareil aux perspectives restaurationnistes. Mais celles-ci donneraient inévitablement le contrôle du marché aux puissantes mafias qui sont en train de blanchir et étendre par le biais des coopératives les fonds accumulés auparavant. En outre, le chaos croissant appelle plutôt des mesures centralistes de survie et rend le recours à des automatismes marchands de plus en plus difficile et source d'explosions incontrôlables.

Dans un premier temps, les « radicaux », y compris en présentant leur programme de « 500 jours » de « transition à l'économie de marché » ont conservé un langage démagogique (Eltsine, comme Walesa, promet le bien-être pour tous et tout de suite, avec le marché et la privatisation). Mais l'identification entre réforme libérale-marchande et démocratie est de plus en plus clairement remise en cause par les partisans d'une main-forte pour imposer le marché. Ceux-ci ont désormais des points d'appui institutionnels décisifs au plan des soviets de plusieurs villes et Républiques. La population semble très partagée entre la crainte des changements pour le pire, et l'exaspération devant le piétinement actuel.

Cette situation instable se reflète dans les hésitations persistantes de Gorbatchev entre les diverses variantes de réformes, et le recours ultime aux méthodes de contrôle direct par-dessus l'autonomie financière proclamée formellement.

Fausse alternative

Dans l'ensemble, le projet de réforme bureaucratique à visage « humain » a échoué, la base populaire de soutien au centrisme de Gorbatchev s'est effondrée. Ses marges de manœuvre entre les conservateurs et les libéraux radicaux tiennent encore aux faiblesses des projets des uns et des autres ; mais il s'agit

Pour aider à l'émergence d'une gauche anti-bureaucratique en URSS, l'Internationale a éditée à Moscou une revue d'analyses et de débats en russe, Intervzglyad, au début des années 1990.

plutôt de tentatives de gestion du désordre que de réformes. Le recours en dernier ressort à l'appareil du Parti dans le KGB et l'armée pour maintenir un pouvoir du centre contre l'éclatement chaotique de l'Union est loin d'être solide tant est profonde la crise d'ensemble du système. La répression peut être un recours de diverses variantes en présence, depuis les néo-staliniens jusqu'aux partisans du capitalisme, en passant par le centrisme gorbatchevien. Les pseudo-démocrates libéraux ne seront prêts à s'opposer à l'usage de la répression que dans le cas où celle-ci vise au maintien des anciens pouvoirs. Seules les résistances de masses pourront empêcher le recours à la force pour étouffer les conflits sociaux et nationaux croissants.

Avec la grève des mineurs, la classe ouvrière soviétique a réalisé une première expérience d'auto-organisation qui marquera les prochaines luttes. Les regroupements indépendants de travailleurs au plan socio-politique ou syndical qui se sont multipliés à diverses échelles, les actions locales éclatées contre les pouvoirs bureaucratiques, la participation massive aux élections et aux fronts nationaux sont autant de manifestations d'un éveil politique majeur. Mais elle n'est pas dotée d'organisations indépendantes avançant des réponses programmatiques cohérentes lui permettant d'éviter la fausse alternative qu'on ne cesse de lui présenter : néo-conservatisme adoptant un langage de classe ou libéralisme marchand au discours anti-bureaucratique radical.

Notre tâche centrale en URSS est d'aider à briser cette fausse alternative. Elle est de soutenir toutes les expériences et les premiers points d'appui de l'auto-organisation des travailleurs, si fragiles, confus et embryonnaires soient-ils, tant sur le plan syndical que sur celui, essentiel aujourd'hui, de formes autogestionnaires de réponse à la crise.

Difficultés de la restauration capitaliste

Des différences majeures continuent à distinguer la situation en URSS et celle des autres pays de l'Europe de l'Est (poids socio-économique du prolétariat, racines historiques de la révolution d'Octobre, décennies d'autarcie et ampleur des ressources, durée et profondeur de la cristallisation bureaucratique avec ses ramifications criminelles incarnées par la mafia...) ; mais les caractéristiques d'ensemble de la crise affectent aussi l'URSS et infléchissent la dynamique des réformes dans un sens capitaliste. En même temps, la difficulté de la restauration et donc les polarisations dans l'appareil bureaucratique sont encore plus grandes en URSS qu'ailleurs. Le rôle « centriste » de Gorbatchev y trouve ses marges d'expression pragmatiques, mais il apparaît comme de plus en plus paralysé entre la seule alternative cohérente : restauration capitaliste ou démocratie socialiste.

On est passé à une phase de décomposition chaotique des anciennes structures de pouvoir, qui peut durer car la restauration capitaliste y sera encore plus difficile qu'ailleurs et les réponses socialistes sont pour l'instant marginales. Les points d'interrogation majeurs face au chaos grandissant concernent les réactions ouvrières, d'une part et d'autre part les diverses

variantes possibles d'intervention de l'armée (dans un sens néo-stalinien, ou au contraire pour imposer la dictature du marché) ; enfin, demeure incertain le niveau étatique de contrôle des choix face aux conflits de pouvoirs entre Républiques et centre.

Alignement sur les intérêts impérialistes

C'est sur le plan international que l'offensive gorbatchevienne a le plus rapidement bouleversé l'image de l'URSS héritée de la période stalinienne et brejnevienne. Les difficultés internes ont conduit à la remise en cause de la course aux armements ; à une systématisation de la politique de « coexistence pacifique » ; au « désengagement » soviétique accompagné d'une idéologie du compromis social à l'échelle planétaire. Cela a facilité un rapprochement historique avec la social-démocratie et produit des effets mondiaux contrastés. Mais avec le creusement de la crise, on est désormais entré dans une nouvelle ère. L'URSS y est réduite à ce qui reste d'elle-même. Les prétentions du Kremlin ne peuvent même plus être la coexistence pacifique entre systèmes, mais un simple alignement sur les intérêts impérialistes pour en obtenir les crédits.

La popularité de la nouvelle politique gorbatchevienne reposait sur l'illusion que les ententes entre gouvernements des systèmes existants peuvent résoudre les problèmes de la paix, de la pollution, des droits de l'homme. La crise du Golfe montre à l'inverse qu'elle facilite les politiques d'interventions militaires impérialistes dans les soi-disants conflits régionaux.

Quant aux crédits, ils sont devenus en retour un moyen redoutable d'ingérence de la bourgeoisie mondiale dans les transformations intérieures de l'URSS comme des autres pays de l'Europe de l'Est et ceux du tiers monde. (...) ■

Mexique 1982, le PRT a menée sa campagne électorale sous le slogan de Emiliano Zapata : « A bas ceux d'en haut, en haut ceux d'en bas ! ». 6 député(e)s du PRT ont été élu(e)s au Parlement.

Construire l'Internationale aujourd'hui

Résolution adoptée par le XIVe Congrès mondial (extraits)

Depuis notre XIIIe congrès en 1991, les rapports de forces mondiaux ont continué à se détériorer au détriment des masses laborieuses, dans le cadre des tendances générales perçues et analysées dans la résolution sur la situation mondiale que nous avions adoptée. La dialectique internationale des luttes a agi négativement, entraînant reculs, défaites ou isolement de nombreux mouvements d'émancipation. Notre propre courant s'en est trouvé affecté et affaibli, un sort difficilement évitable pour une organisation qu'aucune carapace sectaire ne protège de la contagion du mouvement réel des luttes sociales et politiques.

Recul du mouvement ouvrier et de la radicalisation

L'écroulement final du système stalinien en URSS a débouché sur une vaste offensive des fractions pro-capitalistes de la bureaucratie, et d'autres partisans de la généralisation du marché et de la privatisation. La dérive chauvine, nationaliste et guerrière de la plupart des mouvements nationaux foisonnant sur les décombres du « socialisme » bureaucratique, s'en est trouvée accentuée. Cette évolution réactionnaire s'explique en grande partie par le recul du mouvement ouvrier et de la radicalisation dans les pays impérialistes, depuis la récession du milieu des années soixante-dix.

Plus généralement, l'ensemble des mouvements sociaux qui continuent à se développer, de manière différenciée selon les pays, contre l'oppression impérialiste, contre l'offensive capitaliste d'austérité, contre les méfaits de l'économie de marché, contre les dangers écologiques, contre l'oppression des femmes, contre le militarisme, etc., restent très fragmentés. Le projet d'une société socialiste représentant une alternative au capitalisme et aux expériences désastreuses du « socialisme » bureaucratique, manque de crédibilité : il est lourdement hypothéqué par les bilans du stalinisme, de la social-démocratie et du nationalisme populiste dans le « tiers-monde », ainsi que par la faiblesse de ceux qui adhèrent à ce projet aujourd'hui.

Dans un grand nombre de pays dominés, des forces majeures de l'avant-garde sont désormais sceptiques quant aux chances de succès d'une rupture révolutionnaire avec l'impérialisme, et quant à la possibilité de prendre le pouvoir et de le garder dans le cadre des nouveaux rapports de forces mondiaux. D'autres, et non des moindres, ont rompu ouvertement avec cette perspective : pour s'en tenir à l'Amérique latine, cela concerne une partie de l'ancienne direction de l'ERP/FMLN, une partie de la direction du FSLN, de même qu'un courant du PT au Brésil.

Dans un tel contexte, la tendance la plus forte est à l'adaptation et au compromis, au nom du réalisme. Sous le poids de la crise, de la faiblesse des perspectives ou de leur absence, une translation en chaîne des forces politiques vers la droite a pris la forme d'un vaste glissement de terrain. C'est là le produit aussi bien de mutations résultant de changements accumulés sur la

* Nous publions ci-dessus une partie de la résolution adoptée par le XIVe congrès mondial, qui s'est tenu du 5 au 10 juin 1995 en présence de délégués de 35 pays (les délégations de 8 autres pays n'ont pu être représentées, faute de visas ou pour des raisons financières). Le texte original a été publié dans le n° hors série d'*Inprecor* (supplément au n° 398), en février 1996. En gardant le titre original, nous avons ajouté des intertitres pour en faciliter la lecture.

longue durée, notamment en ce qui concerne la masse pesante des grands partis, que de revirements plus ou moins brusques de mouvements, dont le type d'enracinement social pouvait autoriser toutes les dérives. Ainsi, le populisme bourgeois, comme la social-démocratie, ont viré au social-libéralisme, les partis staliniens ont achevé leur social-démocratisation, et de nombreux ex-révolutionnaires ont adopté le discours étapiste stalinien le plus droitier, quand ils n'ont pas « sauté les étapes », à leur façon, pour rejoindre la nébuleuse social-libérale.

Faire face à la mondialisation capitaliste

Dans ces circonstances, l'internationalisme révolutionnaire apparaît comme une utopie. Pourtant, la mondialisation historiquement inégalée de l'économie — internationalisation du capital, rôle des multinationales, mondialisation du marché qui fonctionne dorénavant en simultanéité grâce au développement des technologies de la communication, accroissement du poids des échanges internationaux par rapport aux économies nationales, etc. —, la mondialisation du travail, qu'elle se traduise par les mouvements de la main-d'œuvre ou par ceux des capitaux et des industries, la mondialisation de la politique et de la guerre impérialiste, à l'époque des grandes coalitions sous le leadership du gendarme mondial américain — tout concourt puissamment à rendre plus impérieuse que jamais la nécessité d'une Internationale des travailleurs et des travailleuses, engagés dans la lutte contre le capital planétaire et ses détachements locaux.

Mexique, 1982.

Les cycles politiques n'étant jamais entièrement dissociés des cycles socio-économiques, c'est de la tendance lourde à l'aggravation des tensions sociales, dans le cadre d'un capitalisme désormais incapable de refouler la paupérisation immédiatement perçue comme telle, que l'espoir révolutionnaire tire les raisons de son obstination. Ainsi, les illusions du libéralisme triomphant sur les décombres du mur de Berlin ont-elles déjà largement cédé la place à un scepticisme profond, qui se retourne aujourd'hui contre le capitalisme réellement existant. La gloriole fanfaronne des impérialismes victorieux, sans péril aucun, contre le mirage du désert de la « quatrième armée du monde », a été largement dissipée par l'impotence qu'ils ont manifestée en Bosnie, en Somalie, voire même à Haïti. Bush avait trop vite fait d'enterrer le syndrome vietnamien : l'acquis de la formidable mobilisation contre l'agression américaine au Viêt-nam continue à handicaper les capacités d'intervention de la plus grande puissance militaire de tous les temps.

Ce ne sont donc pas les raisons d'entretenir la flamme de l'espérance révolutionnaire qui manquent. Mais il faudra néanmoins une nouvelle accumulation d'expériences de masse, de victoires partielles et la radicalisation de nouvelles générations pour que soient réunies les conditions d'un nouveau bond en avant dans la construction d'organisations d'avant-garde, à la fois révolutionnaires et internationalistes. La crise de direction révolutionnaire, en effet, ne peut plus être posée dans les termes des années trente. Elle ne se réduit pas aujourd'hui au remplacement de directions en faillite. La recomposition nécessaire ne se limitera pas à des changements de rapports de force au sein du mouvement ouvrier organisé tel qu'il existe à présent. Elle devra passer par la réorganisation progressive des divers mouvements sociaux d'émancipation à l'échelle internationale. Il s'agira d'un processus prolongé, que certains grands événements de la lutte des classes mondiale pourront accélérer.

Préventions sectaires ébranlées

Toutefois, les caractéristiques générales de la situation mondiale pèsent de manière inégale sur les différentes situations nationales et se combinent aux spécificités locales structurelles ou conjoncturelles.

Uruguay, bombage du PST.

Ce qui est certain, en tous cas, c'est qu'un monde sans luttes de masse et sans affrontements sociaux de grande ampleur est une chimère. Les effets sociaux et écologiques, souvent catastrophiques, de la crise globale du capitalisme, aussi bien dans les pays avancés que dans les pays arriérés, l'irruption de nouvelles générations sur le terrain des luttes sociales, de même que l'émergence de mouvements ouvriers relativement jeunes dans les pays nouvellement industrialisés ou en cours d'industrialisation partielle, les conséquences désastreuses de la transition vers l'économie de marché sur les populations des sociétés post-staliniennes... autant de facteurs de lutte qui, loin de s'épuiser, sont en pleine progression.

L'effondrement du système stalinien a pour conséquence positive d'avoir fortement ébranlé les préventions sectaires à notre égard, dans les rangs des avant-gardes ouvrières, syndicales et politiques. Le triomphalisme du capital a également eu pour effet d'inciter à l'unification de tous les anticapitalistes, désormais conscients de leur faiblesse. Nous sommes mieux en mesure aujourd'hui de tisser des rapports de solidarité militante et d'unité des luttes, avec des forces qui naguère rechignaient encore à l'idée même de nouer un dialogue avec nous, notamment dans les pays industrialisés. Notre réseau international nous donne l'avantage de pouvoir apporter une contribution décisive au rassemblement des forces anticapitalistes — à l'échelle européenne en particulier, où la nécessité d'un tel rassemblement est devenue tout à fait évidente face à l'union capitaliste en marche, quels qu'en soient les soubresauts. Mais il n'en reste pas moins que notre faiblesse est un lourd handicap sur cette voie, et que le réformisme social-démocrate, inséré dans la construction européenne capitaliste, conserve une crédibilité sans commune mesure avec la nôtre, malgré ses déboires face à la crise.

Par ailleurs, dans la mesure où, depuis l'effondrement de l'URSS, il n'existe plus d'État qui puisse être présenté, de manière tant soit peu crédible,

comme « base arrière » ou « grand frère » du mouvement anti-impérialiste, un débat renouvelé et — peut-on espérer — plus serein peut maintenant être engagé avec nos interlocuteurs révolutionnaires des pays dépendants, pour la définition d'un nouvel internationalisme dégagé de toute emprise bureaucratique et paternaliste. Il est vrai cependant que, dans la situation actuelle, après des expériences comme l'isolement de la révolution nicaraguayenne ou le processus de réformes partielles et négociées en Afrique du Sud, et face à l'étranglement subi par Cuba, la social-démocratie ne manquera pas de faire valoir ses réseaux diplomatiques et ses positions dans les institutions nationales et internationales, pour battre en brèche les traditions de solidarité militante.

Anciennes et nouvelles délimitations

Il s'agit donc de prendre la mesure de la contradiction suivante : la période actuelle combine une crise du mouvement ouvrier international qui libère de nouvelles perspectives de débats et de recomposition politique à moyen terme, et des rapports de forces sociaux et idéologiques, qui empêchent pour le moment toute possibilité de transcroissance qualitative dans la construction de l'avant-garde révolutionnaire à l'échelle mondiale. C'est cette contradiction qui doit guider aujourd'hui notre politique de construction de l'Internationale.

Beaucoup d'organisations provenant d'autres traditions que la nôtre et conservant leurs objectifs révolutionnaires sont amenées à réviser leurs points de repère historiques à la lumière du bilan final du stalinisme et de l'effondrement du soi-disant « camp socialiste ». Bien que convaincus pour notre part que notre analyse du stalinisme a, pour l'essentiel, résisté à l'épreuve, et mieux que toute autre, nous n'en reconnaissons pas moins que les bouleversements politiques mondiaux ont affecté, sur ce terrain, les considérants qui servaient, par le passé, à la délimitation historique du courant dit « trotskiste » par rapports aux autres, au sein de l'extrême gauche à laquelle nous appartenons.

Ainsi, l'analyse de l'Union soviétique stalinienne, l'identification avec la lutte historique de l'opposition de gauche en Russie et avec la trajectoire de la Quatrième Internationale, depuis la Seconde Guerre mondiale, vont perdre peu à peu de leur caractère discriminant dans la formation d'organisations révolutionnaires. S'il s'agit toujours pour nous d'un acquis politique considérable, il perd toutefois une part importante de sa pertinence directe et déterminante pour les combats futurs, au fur et à mesure que de nouvelles générations militantes se forment dans un contexte mondial radicalement modifié. Par contre, notre analyse du stalinisme, de la bureaucratie en tant que couche sociale avec des intérêts spécifiques, et notre conception de la démocratie socialiste, s'imposent définitivement comme éléments incontournables de toute réflexion d'ensemble au sujet des phénomènes bureaucratiques et substitutistes, qui risquent toujours de gangrener les mouvements d'émancipation sociale avant et/ou après la révolution. C'est là désormais un enjeu décisif dans la formation des organisations révolutionnaires.

Pour le journée de travail de 6 heures, affiche de la section suédoise de l'Internationale.

Ainsi tel repère, qui pouvait apparaître par le passé comme un trait singulier du « trotskisme », pourra être considéré d'une toute autre manière à l'avenir. Certaines références historiques qui renvoyaient aux clivages et ruptures complexes au sein du mouvement communiste des années trente vont être relativisées, au profit d'une revalorisation de la séparation classique et fondamentale entre « révolutionnaires » et « réformistes », voire entre social-démocrates et anticapitalistes.

Une véritable mutation de la IVe Internationale

Ceci tend donc à modifier les possibilités d'adhésion à notre Internationale pour certains groupes et courants, ainsi que les conditions d'une convergence politique et/ou organisationnelle à long terme avec d'autres. Des courants, groupes ou fractions d'origine maoïste, castriste, ou même néo-stalinienne, peuvent se rapprocher de nos positions. Nous pouvons désormais envisager plus aisément de les gagner à notre projet et à notre programme, ce qui implique l'approfondissement de leur rupture avec la part stalinienne de leur héritage, sans pour autant qu'ils s'identifient nécessairement au « trotskisme » ou se situent dans sa continuité. Cependant, nous devons prendre en compte le fait que les changements en cours dans la situation politique mondiale ne conduisent pas, dans la plupart des cas, à l'adoption de positions plus révolutionnaires, mais à la capitulation et à l'intégration rapide dans l'idéologie de la bourgeoisie dominante.

Il nous faudra aussi intégrer les thèmes nouveaux de la réflexion politique des jeunes générations militantes, qui agiront dorénavant dans un contexte « post-stalinien », où de nouvelles préoccupations idéologiques et expériences doivent être combinées avec les leçons traditionnelles, encore une fois confirmées par le capitalisme en crise. Intégrer les thèmes nouveaux ne relève pas simplement d'un problème de « pédagogie » envers la jeunesse combattante, mais bien plus fondamentalement de notre capacité d'élaboration théorique, de mise à jour programmatique et d'assimilation des nouvelles expériences politiques, des formes et axes de luttes originaux, des métamorphoses socio-économiques, etc.

Militants de la section britannique contre la guerre aux Malouines.

Nous souhaitons opérer une véritable mutation de la Quatrième Internationale. Nous voulons faire progresser la Quatrième Internationale, tout en conservant soigneusement les conquêtes de presque soixante ans d'existence. Nous voulons changer, mais pas comme

Affiche de la section mexicaine (1982).

beaucoup d'organisations de gauche l'ont fait ces dernières années : en abandonnant de plus en plus vite leurs positions sous la pression de l'offensive virulente de la bourgeoisie. Nous souhaitons confirmer et approfondir un avantage que notre attitude anti-sectaire nous a valu de manière croissante, au cours des dernières années : celui de ne plus être simplement perçus comme un regroupement « trotskiste » parmi d'autres, mais comme une composante du mouvement révolutionnaire mondial, plaçant la solidarité internationaliste et les intérêts de la lutte contre les oppresseurs au-dessus de tout calcul fractionnel et de toute divergence idéologique. Nous souhaitons accueillir dans nos rangs des organisations marxistes révolutionnaires qui ne se revendiquent pas nécessairement du « trotskisme » et ne se reconnaissent pas dans notre histoire, mais qui nous rejoindraient sur la base d'une convergence programmatique réelle. A terme, nous souhaitons nous affirmer comme pôle d'attraction et de regroupement international de toutes les forces saines de l'avant-garde militante radicalement anticapitaliste, qui se maintient ou qui se renouvelle de manière originale à travers les bouleversements actuels du mouvement ouvrier mondial.

Notre orientation programmatique générale

La Quatrième internationale reste, à l'heure actuelle, le seul regroupement international organique de formations révolutionnaires qui partagent une même orientation programmatique générale.

Cette dernière comporte les éléments suivants :

- le combat sans relâche pour les revendications immédiates et transitoires des salarié/es ;
- le combat pour les droits démocratiques et les libertés publiques ;
- le combat pour la rupture révolutionnaire avec le capitalisme ; pour le remplacement de l'État bourgeois par l'administration étatique des producteurs eux-mêmes ; pour la transcroissance, dans les pays dominés, des luttes démocratiques et nationales en luttes révolutionnaires anticapitalistes ;
- le combat pour un socialisme démocratique, fondé sur la propriété sociale des moyens de production sociaux, l'auto-organisation des travailleurs/ses, l'autodétermination des populations et la garantie des libertés publiques, avec séparation des partis et de l'État ;
- le combat pour l'unité du mouvement populaire de masse et de la classe ouvrière, sur des bases démocratiques respectant le pluripartisme, la diversité des tendances et assurant l'indépendance vis-à-vis de la bourgeoisie et de l'État ;
- le combat pour l'extension des formes d'auto-organisation et le respect des droits démocratiques dans les luttes ;
- le combat contre toutes les bureaucraties parasitaires (staliniennes, social-démocrates, syndicales, nationalistes...) qui dominent les organisations de masse ;
- le combat contre l'oppression des femmes et pour un mouvement autonome des femmes ;
- le combat contre l'oppression des homosexuels et des lesbiennes, et toutes les formes d'oppression sexuelle ;
- le combat contre l'oppression nationale, pour le respect du droit à l'autodétermination et à l'indépendance des peuples opprimés ;
- le combat contre le racisme et toutes les formes de chauvinisme ;
- le combat contre les particularismes religieux et pour la séparation de la religion et de l'État ;
- le combat écologique dans l'optique anticapitaliste et antibureaucratique ;
- le combat pour l'internationalisme militant et la solidarité anti-impérialiste internationale, pour la défense des intérêts des masses travailleuses dans tous les pays, sans exclusive, sans sectarisme et sans subordination à des considérations diplomatiques ou utilitaires ;
- le combat pour la construction de partis révolutionnaires, prolétariens, féministes et démocratiques, des partis de membres actifs où les droits d'expression et de tendance sont reconnus et protégés ;
- le combat pour la construction d'une Internationale révolutionnaire de masse, pluraliste.

Cette plate-forme programmatique incorpore autant d'éléments produits par les nouvelles expériences révolutionnaires et contestataires des trois dernières décennies, que d'éléments hérités des périodes antérieures, des acquis révolutionnaires de la Troisième Internationale et du courant trotskiste des années 1925-1940. Notre cohérence s'est ainsi forgée au fil des ans, en intégrant sans cesse de nouveaux acquis et en réévaluant les anciens. Certes, de nouvelles questions et de nouvelles expériences surgissent en permanence, nécessitant un travail constant d'assimilation et d'élaboration. C'est ainsi seulement que l'héritage marxiste révolutionnaire peut échapper à la sclérose, et s'enrichir, en vue de servir de guide pour l'action de masse.(...) ■

LA LUTTE OUVRIÈRE

Rudolf KLEMENT

Le Guépéou, en plein Paris, a enlevé notre camarade et l'a emporté vers Barcelone.

Les gangsters Staliniens préparent ainsi le procès du P.O.U.M. et des "Trotskystes"

En haut, le première page de *Lutte ouvrière*, organe de la section française, annonce l'enlévement à Paris, en 1938, de Rudolf Klement, secrétaire de l'Internationale, par les sbires staliniens. En bas, meeting de l'OST, section sénégalaise, dans un village en janvier 1983.

A la mémoire d'Ernest Mandel

Discours de Livio Maitan*

La manifestation émouvante à laquelle nous participons, se déroule un peu plus de deux mois après la disparition de notre camarade et ami Ernest Mandel. Le temps écoulé n'a guère émoussé le sentiment de vide que nous avons éprouvé et que nous allons éprouver pour longtemps. Il a atténué l'affliction qui nous a frappés en apprenant la triste nouvelle. Il nous permet donc, dans ce haut lieu qui évoque tant de souvenirs aux militants du mouvement ouvrier français et international, de réfléchir sur la signification de la vie et de l'oeuvre du camarade qui est arrivé à la fin d'un chemin parcouru avec la cohérence la plus rigoureuse.

La trajectoire de toute personne est déterminée par ses traits individuels, ses qualités intellectuelles et sa sensibilité, mais en même temps par le cadre contraignant du contexte historique où elle vit. Libre aux partisans d'un individualisme débridé, si répandu à une époque de recul politique et d'éclipse culturelle et morale, d'ignorer cette vérité première !

Tous ceux qui ont connu Ernest Mandel ont pu apprécier l'ampleur éblouissante de ses connaissance et son intelligence lumineuse. Mais si tant d'hommes et de femmes, de différentes affiliations politiques et sensibilités culturelles, sont ici présents, c'est parce qu'il a mis ses qualités au service du mouvement ouvrier et révolutionnaire, d'une lutte sans répit contre la sauvagerie du capitalisme et pour une société socialiste. Il a vu le jour lorsque s'étaient produits deux événements majeurs qui ont marqué l'histoire de notre siècle : l'échec de la révolution en Allemagne, prélude à la victoire du nazisme, et le début de la dynamique perverse qui aboutira soixante-dix ans plus tard à l'éclatement de l'Union Soviétique. Ce sont, en dernière analyse, ces deux événements qui ont pesé sur les choix faits, dans un sens ou dans l'autre, par les jeunes générations dans l'interlude tourmenté entre les deux guerres mondiales. Et c'est vers la fin de cette période qu'Ernest Mandel forme sa conscience politique. En tant que jeune qui déjà s'inspire d'idées socialistes et en tant que juif il ne peut que rejeter le fascisme dans tous ses avatars et qu'être bouleversé par la victoire de Franco en Espagne. Face à l'une des plus grandes tragédie de l'histoire, la deuxième guerre mondiale, il confirme son choix politique et moral de lutter pour renverser une société qui engendrait tant de monstres et plongeait le monde dans un délire de massacres et de destructions.

Alain Krivine a rappelé les étapes marquantes de son activité militante, multiforme et inépuisable. Peut-être, quelqu'un fera à son égard la même réflexion qui a été faite à l'égard d'autres théoriciens du mouvement ouvrier, notamment de Léon Trotsky : dommage qu'un homme intellectuellement si doué ait sacrifié une grande partie de son temps pour participer aux vicissitudes de petites organisations sans influence majeure. Dommage que des gens qui se veulent éclairés ne comprennent pas que l'appartenance à une organisation, à un mouvement donne tout son sens à l'activité intellectuelle elle-même, en constitue la lymphe vitale.

La compréhension de la fécondité d'une telle symbiose est la clé d'interprétation de la personnalité d'Ernest Mandel. Permettez à la personne qui vous parle et qui a travaillé coude-à-coude avec lui pendant presque cinquante ans de dire tout simplement : sans le mouvement marxiste révolutionnaire de la IVe Internationale le Mandel que nous avons connu n'aurait pas existé et sans lui la IVe Internationale n'aurait pas pu parcourir son chemin depuis la deuxième guerre mondiale à nos jours. Permettez moi aussi de mentionner ce qu'a écrit dans son message à cette manifestation Fausto Bertinotti, secrétaire du Parti de la refondation communiste d'Italie, auquel moi-même j'appartiens : « L'histoire personnelle d'Ernest Mandel est un fragment splendide de cet effort immense que tout au long de ce siècle ont fait des femmes, des hommes, des peuples, des classes dominées ».

Sans la moindre prétention de dresser un bilan de son oeuvre, rappelons quelques-unes de ses contributions théoriques. A la fin de la guerre c'est lui qui a contribué le plus à la critique sous un angle révolutionnaire de la société de transition bureaucratisée en Union Soviétique. C'est lui l'auteur d'une résolution d'avril 1948 qui, tout en n'ignorant pas les acquis d'une économie non capitaliste planifiée, indiquait que la couche sociale dominante constituait déjà un frein relatif à la croissance économique et sociale et deviendrait finalement un frein absolu. Il n'y avait pas beaucoup de gens dans le mouvement ouvrier disposés à accepter un tel jugement à un moment où était encore si vif le souvenir de l'épopée de Stalingrad et où la reconstruction du pays après les ruines de la guerre se déroulait à un rythme très rapide.

C'est dans les années 1960 et 1970 qu'Ernest Mandel a atteint sa maturité comme théoricien de l'économie. C'est à cette époque qu'il a écrit *Das Spatkapitalismus* (traduit en français sous le titre : *Le troisième âge du capitalisme*). Ce livre fut et reste l'analyse la plus systématique et la plus clairvoyante de ce qu'on appelait alors le néocapitalisme, c'est-à-dire un capitalisme qui, d'après ses apologistes, avait désormais surmonté ses contradictions classiques, dont l'éclatement des crises périodiques et le fléau du chômage. Démystifier ce mythe n'était pas à l'époque une tâche facile, mais Ernest Mandel l'a accomplie avec rigueur méthodologique et coura-

Édition japonaise des actes du séminaire consacré à l'apport théorique d'Ernest Mandel, organisé en juillet 1996 à Amsterdam.

*Nous publions ci-dessus le discours prononcé par Livio Maitan, au nom de la direction de l'Internationale, lors de l'enterrement d'Ernest Mandel au cimetière du Père Lachaise, à Paris, en septembre 1995, devant plusieurs milliers de personnes.

ge politique. Par la suite, il devait parachever son oeuvre en reprenant et en enrichissant par une dimension sociale et politique cette théorie des ondes longues qui est un outil irremplaçable pour comprendre les vicissitudes de l'économie capitaliste depuis plus d'un siècle et plus particulièrement après la deuxième guerre mondiale.

Un dernier exemple nous ramène sur un terrain plus directement politique. Au début des années 1960 l'une de ses contributions majeures a été la définition de l'idée de dialectique de la révolution mondiale. Une telle idée, une telle terminologie peuvent susciter aujourd'hui des réactions sceptiques. Mais le problème abordé par notre camarade était celui du lien intrinsèque entre des luttes à la dynamique antisystémique menées par la classe ouvrière dans les pays dits industrialisés, la lutte contre l'exploitation et l'oppression impérialistes dans les pays sous-développés et la lutte contre la domination bureaucratique dans les pays où le capitalisme n'existait plus. S'agissait-il d'un schéma livresque, d'un espoir fantaisiste ? Absolument pas ! C'était un effort pour percevoir, en partant d'une analyse matérialiste dans une optique révolutionnaire, des potentialités réelles. Qu'elles fussent réelles l'ont prouvé les événements de la fin des années 1960 et du début des années 1970, lorsqu'une convergence s'est effectivement produite entre des mouvements puissants comme mai 1968 en France et l'automne ouvrier en Italie, le printemps de Prague et la lutte indomptable du peuple vietnamien. Et c'est justement quand cette convergence s'est dissoute que les mouvements ouvriers et anti-impérialistes se sont enlisés dans une phase de déclin et de recul d'où il ne sont pas encore sortis.

Pour lui rendre hommage tout en relativisant cet hommage, on a écrit que Mandel a été le dernier des marxistes classiques. Lui, il aurait accepté cette définition comme l'éloge le plus grand. En effet, tout au long de sa vie il s'est efforcé de se relier aux meilleures traditions de l'histoire du mouvement ouvrier et aux acquis de ses théoriciens sans cesser pour autant de souligner l'exigence d'aborder les nouveaux problèmes qui se posent sous une forme de plus en plus pressante.

S'il aura été ou non le dernier des marxistes classiques, nous n'avons pas la prétention de l'affirmer nous-mêmes aujourd'hui. Mais nous pouvons, nous devons affirmer que si le mouvement ouvrier continue à vivre et à lutter, s'il sait entreprendre l'œuvre de refondation et de reconstruction historiquement nécessaire, alors il y aura de nouveaux théoriciens marxistes, de nouveaux dirigeants, de nouveaux cadres, des centaine de milliers, voire des millions de militants de générations nouvelles qui s'engageront dans la lutte qui a été la raison d'être d'Ernest Mandel.

Aux jeunes qui sont ici avec nous ce matin nous transmettons, au nom du camarade qui nous a quittés, ce message : le monde où le sort nous a fait naître et vivre ne peut pas, ne doit pas être accepté, nous devons lutter avec toutes nos forces pour le révolutionner, le transformer de fond en comble. Cette tâche ne pourra pas être accomplie par les générations qui ont mené des combats avant vous, en arrachant de haute lutte des conquêtes importantes, mais qui portent maintenant un lourd fardeau d'échecs et de déceptions. C'est votre tâche à vous, aux générations nouvelles qui doivent féconder l'héritage du passé, donc aussi celui du camarade dont nous n'entendrons plus la voix et auquel nous adressons avec la plus grande émotion notre ultime salut. ■

Toutes les générations de révolutionnaires étaient présentes pour rendre hommage à E. Mandel au cimetière Père Lachaise à Paris. Michel Raptis dit Pablo (avec le chapeau), dirigeant historique de l'Internationale. ©J.Volson

Il n'existe jusqu'aujourd'hui que des contributions pour une histoire de la IVe Internationale. Nous ne mentionnerons pas ici des études sectorielles, dont certains assez valables (par exemple sur le mouvement trotskyste en Amérique Latine et au Vietnam). En nous limitant donc à l'Internationale dans son ensemble, rappelons la contribution de Michel Pablo lors du XXe anniversaire (cinq articles parus dans la revue *Quatrième Internationale* à partir de janvier 1958) ; l'essai de Pierre Frank *La Quatrième Internationale*, Maspero 1969 et le livre de François Moreau, militant et intellectuel canadien prématurément décédé en septembre 1993, *Combats et débats de la IVe Internationale*, Vent d'Ouest, 1994.

Les Editions PEC-La Brèche ont publié quatre volumes sous le titre *Les congrès de la Quatrième Internationale.* Une documentation valable est contenue dans les biographies de Léon Trotsky par Isaac Deutscher et Pierre Broué. Renvoyons aussi les militants et les chercheurs intéressés au numéro de la revue *Quatrième Internationale* sur le cinquantième anniversaire (août-décembre 1988) et à de nombreux documents publiés à différentes reprises par le SWP des États-Unis.

On se reportera également avec intérêt à la revue *Cahiers Léon Trotsky,* éditée par l'Institut Léon Trotsky, qui a publié de nombreux documents et des études historiques sur le mouvement trotskiste. Des documents et études historiques ont été également publiés par le CERMTRI (Centre d'études et de recherches sur les mouvements trotskistes et révolutionnaires internationaux) et par le Centro Studi Pietro Tresso (1). Rappelons finalement l'œuvre monumentale de Louis Sinclair, *Leon Trotsky, A Bibliography*, Stanford, 1972.

1. L'ensemble de ces publications sont disponibles et peuvent être commandés à la Librairie La Brèche, 9 Rue de Tunis, 75011 Paris, France. Les divers institutions mentionnées peuvent être contactés :
— Institut Léon Trotsky, c/o Pierre Broué, BP 276, 38407 Saint Martin d'Hères Cedex, France ;
— CERMTRI, 28 Rue des Petites-Écuries, 75010 Paris, France ;
— Centro Studi Pietro Tresso, c/o Paolo Casciola, CP 154, 50100 Firenze, Italie.

Pour l'histoire de la IVe Internationale

Bruxelles, 1970. Le congrès pour l'Europe rouge.

La longue marche des trotskistes

Une contribution de Pierre Frank*

Si l'on se place à l'échelle de l'histoire, la seule valable en cette matière, la longue histoire du mouvement trotskiste, de la IVe Internationale, est en elle-même la vérification dans les faits de sa justification historique. Qu'avons-nous donc vu au cours d'un demi-siècle d'histoire du mouvement ouvrier international où avaient commencé la décomposition de la société capitaliste et l'avènement du monde socialiste ? Dans tous les pays où le mouvement ouvrier existait de longue date, avec des traditions marxistes, une constatation s'impose : après plusieurs dizaines d'années de guerres, de révolutions, de contre-révolutions, de fascisme et de stalinisme, au cours desquelles il s'est créé de nombreuses organisations se réclamant de la classe ouvrière et du marxisme, après tant d'années, les seules organisations qui, en dépit de crises, de scissions, de répressions, d'alternances de progrès et de reculs, ont subsisté sont celles qui se rattachent soit à la IIe Internationale, soit à ce qui était la IIIe Internationale, soit à la IVe Internationale. On ne peut attribuer un fait qui s'étend sur des dizaines d'années — et quelles années — au hasard, ni non plus à des qualités militantes spécifiques. Il y a eu dans toutes les organisations des militants dévoués et qui ne manquaient pas de qualités diverses, politiques et organisationnelles. Il n'est possible d'expliquer un tel phénomène que par des causes objectives, des causes historiques profondes. C'est bien le cas où s'applique justement la pensée de Hegel : « Was ist wirklich ist rationell, was ist rationell ist wirklich » (ce qui est réel est rationnel, ce qui est rationnel est réel). La cause profonde de cet état de fait doit s'étendre à toutes ces années et avoir une valeur internationale, comme nous allons le voir.

Tout au long des pages précédentes, nous avons à diverses reprises expliqué les difficultés qu'a rencontrées la IVe Internationale par des données objectives de la situation mondiale. Il y avait avant tout le caractère éminemment tourmenté de cette situation, avec ses tournants brusques et les forces centrifuges qui s'exerçaient, une différence capitale avec la période antérieure, celle de l'ascension du capitalisme dans le dernier tiers du XIXe siècle ; cette situation ne permet plus une accumulation aussi graduelle des forces ouvrières que celle qui s'était alors produite, avec pour conséquence la formation de grands partis organisant dans de vastes réseaux aussi bien l'avant-garde que l'ensemble de la classe ouvrière. Il y eut aussi l'irruption du stalinisme qui a détruit le Parti bolchevique, pivot de l'Internationale révolutionnaire construite autour de la victoire d'Octobre ; les convulsions politiques et les cruautés de la bureaucratie soviétique ont désorienté et fourvoyé plus d'une fois d'importantes forces révolutionnaires dans des voies sans issue. L'époque de la montée graduelle du capitalisme avait engendré le révisionnisme de Bernstein et celui, plus insidieux, de Kautsky. L'histoire effarante du premier État ouvrier isolé a engendré des « révisionnismes » multiples (l'URSS, capitalisme d'État ; la bureaucratie, nouvelle classe exploiteuse) qui se refusaient à reconnaître la révolution quand elle était dissimulée sous ce masque horrible. Il y eut enfin ces milliards d'hommes des pays colonisés qui cessaient d'être les objets de l'histoire et qui s'efforçaient de franchir des siècles en un ou quelques bonds, de sorte que la révolution faite par eux prenait fréquemment aussi des aspects étranges.

Le terrain du mouvement ouvrier, en dépit de cette situation ou plus exactement à cause d'elle, restait encombré des vieilles formations parce que les masses ouvrières ne peuvent pas ne pas être organisées. Il n'y a pas dans l'histoire de création *ex nihilo*, et c'est surtout au travers de crises gigantesques des vieilles organisations que ne pou-

* Nous publions ci-dessus un extrait du livre de Pierre Frank, *La Quatrième Internationale*, F. Maspéro, "poche rouge" n° 7, Paris 1973, pp. 135-139.

vaient manquer de surgir de nouvelles directions révolutionnaires. Si le marxisme est l'histoire qui prend conscience d'elle-même, cette prise de conscience ne pouvait, dans ces conditions, se faire que par un enfantement laborieux.

Les organisations qui ont pu franchir toutes ces années, toutes ces épreuves, l'ont fait parce qu'elles avaient de très fortes racines au plus profond de la réalité du monde de ces cinquante années.

Les organisations de la IIe Internationale sont liées d'une part à la classe ouvrière dans les vieux pays d'Europe par toute l'histoire de celle-ci, quand elle cherchait et réussissait à s'organiser massivement pour la défense de ses intérêts quotidiens, et d'autre part, à la société capitaliste qui se perpétue aussi longtemps qu'elle en a le moyen en répondant à des besoins réformistes de la classe ouvrière.

Le Front Solidarité Indochine, dirigé par les militants de la Ligue communiste, avait joué un rôle de premier plan dans le soutien à la révolution indochinoise en France.

Les partis communistes officiels ont puisé leur force essentielle dans le fait qu'ils se sont constitués autour de la victoire d'Octobre et de l'Union soviétique et qu'ils en paraissaient les prolongements dans le monde. Le premier État ouvrier, du fait qu'il était le premier et surtout qu'il fut pendant longtemps le seul État ouvrier, a été le pôle d'attraction pour tous ceux qui s'éveillaient à la nécessité de substituer au monde capitaliste une société nouvelle. Les trotskistes ont fréquemment exposé que, pour les plus larges masses des pays sous-développés notamment, le développement économique de l'Union soviétique avait une signification infiniment plus grande que la suppression totale de la démocratie ouvrière par le régime bureaucratique, car elles n'avaient aucune connaissance des faibles avantages de la démocratie bourgeoise. Pour les militants de ces pays, l'aide matérielle si médiocre soit-elle de l'Union soviétique était indispensable et plus sensible que les manœuvres traîtresses de la politique du Kremlin. Dans les pays capitalistes, combien de militants sincèrement révolutionnaires sont longtemps restés membres des partis communistes, tout en ayant des inquiétudes et des craintes sur la politique de ceux-ci, parce qu'ils ne voyaient pas, au cours du reflux, à quelle autre branche ils pouvaient s'accrocher ! Il a fallu qu'apparaissent d'autres États ouvriers et de graves différends entre eux pour que des couches plus larges que celles de militants extrêmement politisés fassent une différence entre l'État ouvrier et sa direction du moment, pour qu'elles comprennent les accommodements recherchés par le Kremlin avec l'impérialisme mondial aux dépens de la révolution socialiste internationale, pour que, de ce fait, Moscou ne reste plus le « guide », le pôle, et pour que, cette fois-ci, une crise mortelle affecte les partis communistes. Les partis qui dirigent un État ouvrier sont à la merci des crises sociales dans leur pays. Dans ceux des pays capitalistes, leur dégénérescence réformiste provoquera tôt ou tard des déchirements, leurs membres devant choisir entre un réformisme ouvertement proclamé et la politique des nouvelles formations révolutionnaires montantes.

La IVe Internationale n'avait évidemment aucune attache avec la société capitaliste. Du premier État ouvrier, dont elle n'a cessé de défendre l'existence sur le plan politique contre le monde capitaliste et sur le plan théorique contre tous les courants révisionnistes — le stalinisme étant l'un d'eux — la IVe Internationale subissait la répression la plus implacable, souvent plus meurtrière que celle du capitalisme. Elle a quand même pu vivre et se développer parce qu'elle seule, pendant toutes ces années, représentait les intérêts fondamentaux et historiques du prolétariat à l'échelle internationale. Ce n'était pas là quelque chose qu'elle s'attribuait par on ne sait quel droit surnaturel. A sa fondation, elle avait reçu en héritage de Léon Trotsky et de l'opposition de gauche soviétique sa filiation directe avec le Parti bolchevique et l'Internationale communiste ; elle en était la descendance légitime, reprenant et continuant leurs traditions. Les partis communistes tombés sous la coupe du stalinisme et l'Internationale communiste elle-même, que le stalinisme devait avilir et dissoudre, n'étaient plus alors que des usurpateurs.

La IVe Internationale continua à représenter les intérêts du prolétariat essentiellement du fait de son existence comme Internationale, ne rejetant aucune conquête du prolétariat mais se refusant à en privilégier une seule jusqu'à ce que triomphe la révolution à l'échelle mondiale. Toute organisation se réclamant du socialisme qui n'avait qu'un objectif national ou qui n'était pas partie intégrante d'une organisation internationale s'est vue, pendant toutes ces années, condamnée soit à disparaître soit à trébucher sur des problèmes politiques décisifs.

Ce plan international sur lequel l'histoire a apporté un jugement inexorable ne doit à aucun moment être oublié par qui veut vraiment assurer la victoire mondiale du socialisme. Car l'unité du monde est aujourd'hui incomparablement plus grande et plus complexe que jamais. Dans une préface écrite pour le quatre-vingt-dixième anniversaire du *Manifeste communiste,* relevant le passage où Marx écrivait : « L'action commune du prolétariat, dans les pays civilisés tout au moins, est une des premières conditions de son émancipation », Trotsky ajoutait : « Le développement ultérieur du capitalisme a si étroitement lié les unes aux autres toutes les parties de notre planète, "civilisées" et non "civilisées", que le problème de la révolution socialiste a pris définitivement un caractère mondial. La bureaucratie soviétique a essayé de liquider le *Manifeste* dans cette question fondamentale. La dégénérescence bonapartiste de l'État soviétique fut l'illustration meurtrière du mensonge de la théorie du socialisme dans un seul pays. »

Dans les trente années qui se sont écoulées depuis que ces lignes ont été écrites, contrairement aux opinions des partisans du « socialisme dans un seul pays » puis des « voies nationales » qui sont l'adaptation de cette théorie, mise en avant pendant la période de l'État isolé, aux conditions du « camp socialiste », le caractère international de la révolution socialiste s'est davantage accentué. Rien mieux que la guerre du Viêt-nam n'a montré la nécessité d'une stratégie globale du mouvement révolutionnaire contre l'impérialisme. Rien mieux que l'invasion de la Tchécoslovaquie n'a montré à quel degré de bassesse le terme de socialisme pouvait être souillé par l'intérêt national d'une bureaucratie. ■

Arrestation de Hugo Blanco, dirigeant paysan trotskiste péruvien dans la valée de Cuzco (1963).

Les antinomies d'un bilan

par François Moreau (extrait)*

Michel Raptis (à gauche) et Sal Santen (en haut) lors d'un transport cellulaire en 1960, aux Pays-Bas, emprisonnés pour avoir aidé la révolution algérienne.

Il est vrai que cinquante ans après sa fondation, la IVe Internationale ne dirige pas encore des dizaines de millions de travailleurs et de travailleuses, comme Trotsky l'avait prédit pour son dixième anniversaire. Les choses se sont montrées encore plus difficiles qu'il ne l'avait prévu. Mais la IVe Internationale n'en reste pas moins considérablement plus forte aujourd'hui qu'au moment de sa fondation en 1938, et qu'en 1948 ou 1968. En fait, elle est plus forte qu'à aucun moment dans son histoire, à l'exception d'une courte période au milieu des années soixante-dix. Et elle entre maintenant dans une nouvelle période d'expansion.

Dans un paysage de décombres

N'oublions pas qu'il existait aussi d'autres courants se voulant révolutionnaires ou anticapitalistes au moment de la fondation de la IVe Internationale, et que ces derniers disposaient souvent d'effectifs bien supérieurs au courant trotskiste. C'était notamment le cas des socialistes de gauche rassemblés dans le Bureau pour l'unité socialiste révolutionnaire internationale, mieux connu sous le nom de Bureau de Londres et dont ont fait partie plusieurs organisations nationales importantes comme l'Independent Labour Party (ILP) en Grande-Bretagne, le Parti socialiste ouvrier et paysan en France (PSOP), le Partido obrero de unificacion marxista (Parti ouvrier d'unification marxiste - POUM) en Espagne et le Det Norske Arbeiderparti (Parti ouvrier norvégien - DNA). Ce regroupement international n'a pas survécu à la Seconde Guerre mondiale et les quelques groupes nationaux qui existent encore ne sont plus que des vestiges du passé.

Il existait aussi des groupes numériquement importants inspirés par « l'Opposition de droite » du Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS), souvent beaucoup plus forts que les partisans de l'Opposition de gauche. Ce regroupement inspiré des idées de Nikolas Boukharine comptait dans ses rangs nombre de cadres communistes dans plusieurs pays importants comme l'Allemagne, où ses effectifs dépassaient largement ceux de l'Opposition de gauche trotskiste. Cependant, ce regroupement se limitait à critiquer certains aspects de l'orientation stalinienne, surtout pendant la « troisième période » de l'IC, entre 1928 et 1934, la période dite « ultra-gauche », sans aller à la racine du phénomène bureaucratique. Ce regroupement n'a pas survécu non plus à la Seconde Guerre mondiale.

N'oublions pas non plus les tendances ultra-gauches issues de l'IC au cours des années vingt et qui disposaient initialement d'une force non négligeable dans des pays comme l'Allemagne et l'Italie, jouissant même d'une certaine implantation ouvrière. Après soixante ans d'existence comme courant international distinct, elles sont aujourd'hui réduites au rang de sectes minuscules, ce qui n'est pas le cas de la IVe Internationale.

On peut également comparer l'évolution de la IVe Internationale à celle d'autres courants se voulant révolutionnaires surgis au cours des années soixante, notamment du courant maoïste. Ce dernier a attiré à travers le monde des centaines de milliers de militants qui croyaient ainsi rejoindre la véritable continuité de la lutte révolutionnaire trahie par les partis communistes pro-Moscou. Mais cette conviction s'est révélée une illusion à la lumière de la politique du Parti communiste chinois (PCC), tant à l'intérieur du pays qu'à l'échelle internationale. Les principales organisations maoïstes d'Europe et d'Amérique se sont effondrées vers la fin des années soixante-dix et le début des années quatre-vingt, dans une conjoncture de déclin des luttes sociales. Mais cet effondrement très général contraste avec le maintien des positions conquises par les sections de la IVe Internationale dans la plupart des pays, malgré cette même conjoncture.

Il faut noter aussi la durabilité qu'a démontrée la IVe Internationale, en dépit des difficultés. La continuité au niveau international n'a jamais été rompue, bien qu'elle ait plusieurs fois tenu à un fil. Des sections ont pu disparaître dans plusieurs pays et se reconstituer plus tard avec l'apport de forces nouvelles. Des sections nationales ont pu rester petites pendant des décennies, pour finalement percer lors de grands événements, comme en Mai 68 en France.

Si la IVe Internationale n'avait été qu'une association de nostalgiques et de revanchards, produit du seul orgueil de Trotsky, elle n'aurait pas démontré un telle vitalité. Elle se serait éteinte avec le passage du temps et la disparition de ses fondateurs. Personne ne s'y rallierait aujourd'hui uniquement pour venger l'orgueil de révolutionnaires décédés depuis un demi-siècle.

Si la IVe Internationale a continué de vivre, de se renouveler et de se développer, c'est parce que son programme correspond à la dynamique réelle du processus révolutionnaire et parce qu'il l'aborde du point de vue des intérêts historiques des masses ouvrières, pas du point de vue de telle ou telle bureaucratie, ni du point de vue de telle ou telle considération conjoncturelle. Inversement, la même période a vu naître et périr quantité de courants qui n'ont pas résisté à l'épreuve du temps, parce qu'ils s'étaient constitués sur une vision partielle ou conjoncturelle du processus révolutionnaire, ou parce qu'ils s'étaient placés dans la dépendance d'une bureaucratie au pouvoir, ce qui les mettait, en dernière analyse, en opposition avec les intérêts des masses ouvrières.

---

* Nous reproduisons ci-dessus un extrait de l'introduction au livre de notre camarade François Moreau (1956-1993), dirigeant de la section pan-canadienne de la IVe Internationale, *Combats et débats de la IVe Internationale*, éd. vents d'Ouest, Hull (Québec) 1994, pp. 48-53. Le titre et les intertitres sont de la rédaction d'*Inprecor*.

Hugo Blanco à son n-ième retour d'exil, en 1998, dans la valée de Cuzco, accueilli par les syndicalistes paysans.

Le côté sombre de l'Histoire

Cet aspect du bilan de la IV^e Internationale a souvent été discuté dans sa presse et dans les écrits de ses principaux dirigeants, et nous n'avons pas la prétention d'apporter du neuf sur ce plan. Mais il existe un aspect du bilan beaucoup moins bien développé : celui des différents courants et groupements qui se sont fixé la tâche de construire une autre IV^e Internationale au cours des dernières décennies. Nous croyons en effet qu'il existe une carence importante sur ce plan dans les écrits de la IV^e Internationale et particulièrement de son courant majoritaire. C'est tout un pan de son histoire qui se transmet par bribes et qui entrera bientôt dans le domaine de la légende, si cette carence n'est pas comblée.

On peut comprendre pourquoi l'Internationale et ses dirigeants répugnent à s'engager dans cette entreprise. Aborder le bilan des différents courants se réclamant du trotskisme, c'est nécessairement entrer dans l'histoire des luttes internes, crises et scissions qui ont affecté l'Internationale au cours de ses cinquante premières années. Il est certes beaucoup plus stimulant de parler des luttes auxquelles l'Internationale a participé, de ses actions et de ses projets.

Personne n'a encore trouvé la manière de construire des organisations révolutionnaires en évitant qu'il se produise des divergences d'orientation menant parfois à des crises et des scissions. En fait, cela n'est en rien particulier au seul mouvement trotskiste. Quand on regarde l'histoire du Parti bolchevique à la lumière des œuvres de Lénine, on en tire l'impression que les crises et les scissions ont représenté quatre-vingt pour cent de l'histoire du parti. Lénine se faisait souvent reprocher son insistance à critiquer les autres courants sociaux-démocrates dans les pages du journal du parti ; n'aurait-il pas mieux valu tourner les feux vers l'ennemi de classe ? Oui, bien sûr. Mais on ne peut pas pour autant balayer sous le tapis les divergences réelles qui traversent le mouvement ouvrier et révolutionnaire, car elles affectent justement la manière de combattre l'ennemi de classe et surtout la manière de construire l'instrument indispensable à la victoire, le parti ouvrier révolutionnaire et l'Internationale révolutionnaire.

Dans plusieurs pays, les militants font face à plusieurs organisations qui se réclament du trotskisme ou de la IV^e Internationale. On connaît le dicton célèbre, mais injuste : deux trotskistes, une organisation, trois trotskistes, une scission. Le courant maoïste, lui aussi, se partageait en plusieurs sous-courants internationaux et se divisait en plusieurs organisations violemment hostiles les unes aux autres dans la plupart des pays où il existait. Rien d'étonnant à rencontrer le même phénomène du côté des trotskistes.

On pourrait considérer ces questions comme relevant de la sectologie oiseuse et les écarter, mais il faut en parler, ne serait-ce que pour clarifier la question aux yeux des personnes intéressées qui veulent savoir qui est qui et qui veulent comprendre, et aussi parce que les divergences portaient généralement sur des problèmes réels d'orientation révolutionnaire, du moins à l'origine. Leur discussion comporte donc un intérêt politique dépassant la simple sectologie.(...) ■

Suisse, janvier 1982, manifestation du PSO/SAP, section suisse de l'Internationale.

Entre histoire

par Daniel Bensaïd (extrait) *

Une histoire contemporaine de la IV^e Internationale est une entreprise délicate et risquée pour plusieurs raisons. Bien sûr, il ne s'agit pas d'une affaire achevée ou classée. Les interprètes sont souvent encore les acteurs. Le rapport passionnel à la controverse demeure. Cette difficulté méthodologique n'est cependant pas la principale. Le travail de François Moreau donne bien la mesure du problème.

Courant minoritaire du mouvement ouvrier mondial, issu d'une défaite historique de portée catastrophique (victoire du nazisme en Allemagne et contre-révolution bureaucratique en URSS), la IV^e Internationale s'est trouvée confrontée depuis sa fondation en 1938 à une masse d'événements colossaux et complexes : la guerre mondiale et les guerres dans la guerre, la reconstruction capitaliste, la formation du glacis soviétique, les révolutions chinoise et yougoslave, les soulèvements antibureaucratiques de Pologne et de Hongrie, la déstalinisation sous Khrouchtchev, les luttes de libération nationale des années cinquante et soixante, les révolutions cubaine et vietnamienne, la révolution culturelle chinoise, l'arme atomique et la course aux armements, les révolutions iranienne et nicaraguayenne, les conflits sino-vietnamien et indochinois, les interventions soviétiques en Tchécoslovaquie et en Afghanistan, la réunification allemande et la dislocation de l'URSS...

Une longue existence minoritaire

Comment et au prix de quels périls, une petite organisation internationale peut-elle conserver à travers ces convulsions, une vision du monde commune, une pratique convergente, une mémoire et une continuité, alors que tant de forces et d'intelligences ont été brisées, découragées, désorientées ?

---

* Nous reproduisons ci-dessus un extrait de la préface de Daniel Bensaïd au livre de François Moreau, *Combats et débats de la IV^e Internationale*, éd. vents d'Ouest, Hull (Québec) 1994, pp. 13-15.

et mémoire

« Troupes britanniques, hors de l'Atlantique Sud ! »,
militants de la section britannique contre la guerre aux Malouines.

Les *Combats et débats de la IVe Internationale* sont l'expression de cet effort. Le rapport peut sembler parfois lointain entre la logique interne de la discussion (avec sa part inévitable d'exagérations polémiques, de jugements précipités et de mauvaise fois, et le cours réel de la lutte de classes à l'échelle mondiale. Une existence aussi durablement minoritaire, avec son lot de persécutions staliniennes, ne va pas sans symptômes pathologiques : les petits groupes sécrètent leurs névroses d'échec et accomplissent leur travail de deuil. A fortiori, lorsque la compréhension de la tragédie historique tend à mêler le sens des responsabilités et celui de la culpabilité.

En 1938, Trotsky écrivait que la crise de l'humanité se réduit à la crise de sa direction révolutionnaire. Au moment des procès de Moscou, de la guerre civile espagnole, et à la veille de la guerre mondiale, la formule avait une incontestable actualité et sonnait justement le tocsin de la catastrophe imminente. Dans la durée, elle mérite plus ample examen : si les conditions « objectives » du royaume de la liberté sont archimûres, si la crise de l'humanité est celle de sa direction, si face à des directions traîtres, les trotskistes représentent la direction rédemptrice, alors l'erreur ou la défaillance ont des conséquences telles pour l'humanité qu'elles confinent au péché mortel. La disproportion chronique entre les buts et les moyens a produit dans nos rangs une dose importante de mégalomanies et de paranoïas critiques, de grandiloquence et de démesure, de farceuses tragédies et de farces tragiques.

Pourtant, par delà cet écume des choses, il vaut la peine de revenir à la substance et aux enjeux des discussions. Une organisation durablement minoritaire est guettée en permanence par le délire de persécution et le sectarisme. Elle ne devient pas pour autant fatalement une secte. À suivre le cours des congrès, des controverses, des scissions et des réunifications, en prenant un peu de hauteur, on constate que l'histoire de la IVe Internationale ne perd jamais son rapport au réel. Les problèmes qui l'agitent et la divisent sont bien les problèmes cruciaux pour le présent et l'avenir de l'humanité. Ses débats et ses combats maintiennent un fil d'intelligibilité. Des univers de pensée se sont effondrés dans l'épreuve (celui des staliniens, des maoïstes et de bien des sectes issues du trotskisme). Une réflexion et une pratique collective maintenues font au contraire que le monde actuel nous demeure compréhensible. Cela ne veut bien sûr pas dire que nous ayons tout prévu, que nous ayons toujours eu raison ou que nous puissions nous dispenser de notre propre remise en cause et examen critique. Mais nous ne partageons pas la faillite politique et morale du stalinisme. C'est la condition nécessaire, si ce n'est suffisante, pour pouvoir se mettre à rebâtir. Car notre planète n'est pas devenue plus vivable et l'ordre du Capital plus acceptable en cette fin de siècle obscure qu'à son début, qu'en 1917, qu'en 1933, qu'en 1938, ou qu'en 1945. (...) ■

A nos lectrices et lecteurs

Ce numéro spécial paraît à la place de deux numéros mensuels. En effet, depuis l'arrêt de la publication en 1993 de la revue *Quatrième Internationale* (pour des raisons financières), *Inprecor* tente aussi de combler le vide ainsi apparu. Ce numéro en est l'exemple.

Nous n'avons malheureusement pas les moyens actuellement de publier en même temps un numéro spécial et l'*Inprecor* habituel. Nous avons donc dû reporter la publication du matériel prévu pour décembre et janvier, qui paraîtra en février.

Notre prochain numéro (n° 432 de février) reviendra sur la situation au Bresil, où la gauche du Parti des travailleurs — et en particulier nos camarades de Démocratie socialiste — a emporté une considérable victoire électorale, remportant le gouvernement de l'État de Rio Grande de Sul.

Nous publierons également un entretien avec les dirigeants du Parti révolutionnaire des travailleurs de Philippines, dont la création par le regroupement de plusieurs organisations issues de l'éclatement du PC philippin, permet d'espérer que les révolutionnaires philippins parviendrons à dépasser la dynamique d'éparpillement de leurs forces.

Pour continuer, *Inprecor* a besoin de votre soutien. Alors diffusez ce numéro spécial, commandez à l'avance le prochain numéro. Et, en cette période de primes de fin d'année, n'oubliez pas que l'argent est aussi le nerfs de la guerre !

Thème ou Pays / titre	auteur	n°	date
Algérie			
Déclaration du congrès du PST	Document	423	avril
Le départ de Zeroual, un échec du régime	déclaration du PST	428	octobre
Allemagne			
Temps de travail et mouvement ouvrier	Angela Klein	420	janvier
Naissance d'un nouveau mouvement social	Manuel Kellner	422	mars
L'Allemagne antiautoritaire de 1968	Wilfried Dubois	424	mai
Mouvements antiautoritaires et luttes…	Rudi Dutschke	424	mai
La démocratie des conseils à nouveau…	Oskar Negt	424	mai
Adieu à Kohl ou le bilan d'un phénomène	Angela Klein	427	septembre
Schröder : le retour des sociaux-démocrates ?	Thies Gleiss	427	septembre
Erratum à l'article de Thies Gleiss (n°427)	(rédaction)	429	novembre
Les Verts allemands : Histoire d'une adaptation	Manuel Kellner	427	septembre
Disparition de Hans-Jürgen Schulz	RSB	427	septembre
Les « Rouges-Verts » aux affaires	Angela Klein	429	novembre
Le PDS après les élections	Winfried Wolf	429	novembre
Amérique latine			
Alternatives au néolibéralisme ou…	Ernesto Herrera	421	février
Asie			
La crise venue d'Asie	Marc Bonhomme	421	février
Une rupture nécessaire ?	Jesus Albaraccin	421	février
Crise « saké » et répercussions internationales	Eric Toussaint	421	février
La conférence de solidarité Asie-Pacifique	Pierre Rousset	425	juin
Australie			
La conférence de solidarité Asie-Pacifique	Pierre Rousset	425	juin
Belgique			
Le Retour de la réduction du temps de travail	Alain Tondeur	420	janvier
Premier bilan de la « crise blanche »	Ataulfo Riera	421	février
Brésil			
Le Mouvement Sans Terre : une vie nouvelle ici-bas	Raúl Zibechi	425	juin
Canada			
La bourgeoisie dans la tourmente néolibérale	Marc Bonhomme	420	janvier
Chine			
A propos du communisme chinois	Livio Maitan	423	avril
Mort de Zheng Chaolin	Wang Fanxi	428	octobre
Colombie			
« La seule voie… »	entretien avec M. L. Calarca (FARC)	424	mai
La guerre n'est pas finie	Déclarations des FARC et de l'ELN	427	septembre
Près du dialogue, loin de la paix	Alfrédo Rangel (extraits)	427	septembre
Manuel Perez, prêtre, guérillero…	Zbigniew M. Kowalewski	427	septembre
Congo (République démocratique du - , ex-Zaïre)			
Inquiétudes face à l'évolution du nouveau régime	Eric Toussaint	421	février
Une logique dramatique	Eric Toussaint	428	octobre
Cuba			
Le voyage du pape, tournant ou parenthèse	François Houtart	423	avril
La nature de la Révolution cubaine	VI[ème] Congrès Mondial	430	décembre
Danemark			
Élections anticipées	(note)	423	avril
Un bilan de la grève des 500 000	Jørgen Arbo-Bæhr	425	juin
L'establishment danois a peur de perdre	Søren Søndergård	425	juin
XV[e] camp des jeunes révolutionnaires	(note)	427	septembre
Disparitions			
Fernando Riestra (Uruguay)	PST	422	mars
Geof Pearce (Nouvelle Zélande)	[J. C.]	426	juillet
Frank Lovell (États-Unis)	[P. L.B.]	426	juillet
Marcel Baufrère (France)	[J.-M. K.]	426	juillet
Hans-Jürgen Schulz (Allemagne)	RSB	427	septembre
Luís Zuzarte de Sousa Graça (Portugal)	PSR	427	septembre
Manuel Perez (Colombie)	Zbigniew M. Kowalewski	427	septembre
Zheng Chaolin (Chine)	Wang Fanxi	428	octobre
Économie			
La crise venue d'Asie	Marc Bonhomme	421	février
Une rupture nécessaire ?	Jesus Albaraccin	421	février
Crise « saké » et répercussions internationales	Eric Toussaint	421	février
La marche mondiale contre le travail des enfants	Denis Horman	422	mars
Les ambivalences de la conjoncture mondiale	Maxime Durand	423	avril
AMI, tapis rouge pour les « maîtres du monde »	Denis Horman	423	avril
Conjoncture : dans la tourmente mondiale	Maxime Durand	428	octobre
The Economics of Global Turbulence de Brenner	Maxime Durand	429	novembre
Égypte			
Luttes paysannes et mobilisations politiques	Sayyid Murshid	425	juin
État espagnol			
Congrès d'Izquierda Unida	Pedro Montes et Jesus Albarracin	420	janvier
Le congrès n'a pas résolu la crise	Jaime Pastor	420	janvier
États-Unis			
L'année 1968 vue des États-Unis	Alan Wald	424	mai
Disparition de Frank Lovell	[P. L.B.]	426	juillet
L'affaire Clinton-Starr	Alain Tondeur	428	octobre
Liberté pour Mumia Abu-Jamal	(pétition)	428	octobre
Réorienter le syndicalisme	Kim Moody	428	octobre
La nouvelle guerre mondiale de l'Oncle Sam	Pierre Beaudet	428	octobre
Enfance			
La marche mondiale contre le travail des enfants	Denis Horman	422	mars
Femmes			
Nouveau regard sur le féminisme	Dossier	422	mars
L'expérience de Luna Nueva	Estela Retamoso	422	mars
Femmes et sexe : nouvelle orthodoxie	Nancy Herzig	422	mars
Le féminisme en débat	Lidia Cirillo	422	mars
Femmes, féminisme et islamisme	L. Toscane et N. Tlili	422	mars
France			
Vers les 35 heures ?	Michel Husson	420	janvier
Les chômeurs secouent la gauche « plurielle »	Dominique Mezzi	421	février
Congrès de la LCR	(note)	422	mars
Chômeurs, un mouvement porteur …	Dominique Mezzi	422	mars
Élections régionales, un séisme politique	Christian Picquet	423	avril
Les résultats de l'extrême gauche	document	423	avril
Leçons de Mai 68	Ernest Mandel	424	mai
Mai 1968 (extraits)	IX[ème] Congrès Mondial	430	décembre
Éducation nationale : le grève la plus longue	Robert Noirel	426	juillet
Mort de Marcel Baufrère	[J.-M. K.]	426	juillet
Droite en miettes, droite introuvable	Jean-Louis Michel	427	septembre
Vers une extrême-gauche coalisée ?	Rafael Duffleaux	429	novembre
Contre la ratification du traité d'Amsterdam	R. D.	429	novembre
Grande-Bretagne			
Sainte Diana de Galles	Angela Klein	420	janvier
«Blair veut un groupe européen obéissant»	Ken Coates (entretien)	422	mars
La gauche travailliste surprend Blair	Neil Murray	429	novembre
Une démocratie de Parti sous haute surveillance	N. M.	429	novembre
Grèce			
La combativité retrouvée des travailleurs grecs	Georges Mitralias	426	juillet
Déception et instabilité	Elias Ioakimoglou	426	juillet
Guinée-Bissau			
Mutinerie et intervention sénégalaise	Badara Ndiaye	428	octobre
Histoire			
Octobre 17 : un colloque et ses défis	Francis Sitel	420	janvier
A propos du communisme chinois	Livio Maitan	423	avril
1968 : une année charnière	dossier	424	mai
1968 : une année charnière (2)	dossier	426	juillet
L'année 1968 vue des États-Unis	Alan Wald	424	mai
1968 et la guerre du Viêt-nam	Jean-Michel Krivine	424	mai
Pologne : l'espoir brisé de l'opposition communiste	Jan Malewski	424	mai
L'Allemagne antiautoritaire de 1968	Wilfried Dubois	424	mai
Mouvements antiautoritaires et luttes…	Rudi Dutschke	424	mai
La démocratie des conseils à nouveau…	Oskar Negt	424	mai
Leçons de Mai 68	Ernest Mandel	424	mai
Mouvements des étudiants et automne chaud	Antonio Moscato	424	mai
Tchécoslovaquie : du printemps à l'hiver de Prague	Anna Libera	426	juillet
Tchécoslovaquie : « le peuple a commencé…»	Petr Uhl (entretien)	426	juillet
Yougoslavie : de la révolution au nationalisme	Radoslav Pavlovic	426	juillet
Turquie : du radicalisme au socialisme	Masis Kürçügil	426	juillet
Manuel Perez, prêtre et guérillero	Zbigniew M. Kowalewski	427	septembre
Staline et la fusion des peuples…	Roman Rosdolsky	428	octobre
60 ans de la IV[e] Internationale (cf. IV[e] Internationale)	dossier	430	décembre
Inde			
Une grave impasse politique	Pierre Beaudet	423	avril
Indonésie			
Vers une dictature ramollie	G. Buster	425	juin
Le Parti démocratique du peuple (PRD)	(note)	425	juin
« Suharto parti, le régime tient toujours »	Déclaration du PRD	425	juin
Voix derrière les barreaux	entretien avec Budiman Sujatmiko	425	juin
Causes et conséquences de la crise	Eric Toussaint	425	juin
Irak			
Les raisons d'une escalade militaire	Fahmi Raid (PCI)	422	mars
Non à une nouvelle guerre !	CEI de la IV[e] Internationale	422	mars
Iran			
La révolution interrompue en Iran	XI[ème] Congrès Mondial	430	décembre
Irlande			
Nouvelle stratégie républicaine	Mireille Court	424	mai
Compte-rendu des négociations (extraits)	Martin McGuiness	424	mai
Discours d'ouverture du congrès de Sinn Féin	Gerry Adams	424	mai
A propos de l'Accord du Vendredi Saint	Philomena O'Malley	427	septembre
Victoire britannique et désarroi républicain	John North	427	septembre
Israël			
La grève générale de l'Histadrut	Sergio Yahni	421	février
Italie			
Le débat sur la réduction du temps de travail	Gianni Rigacci	420	janvier

In Marcia per il lavoro : un mouvement contre le chômage (note) 424 mai
Mouvements des étudiants et automne chaud Antonio Moscato 424 mai
500 syndicalistes de gauche à Milan (note) 428 octobre
Scission du PRC, nouvelle phase de refondation… Livio Maitan 429 novembre
Rapport et conclusions de Fausto Bertinotti document 429 novembre
Intervention d'Armando Cossutta document 429 novembre
Motions présentées lors du CPN du PRC document 429 novembre
De Prodi à D'Alema Livio Maitan 429 novembre
Le trotskisme à la "une"… revue de presse 429 novembre

Japon

Échec électoral du parti dominant Jun'ichi Hirai 428 octobre

Kosovo

Dans l'imbroglio des questions nationales Catherine Samary 423 avril

Lectures

Daniel Bensaïd, *Le pari mélancolique* Michael Löwy 420 janvier
C. Aguiton & D. Bensaïd, *Le retour de la question sociale* M. D. 420 janvier
Ernest Mandel, *Le troisième âge du capitalisme* Maxime Durand 421 février
Jacques Rossi, *Le manuel du goulag* Jean-Michel Krivine 421 février
Thomas Coutrot, *L'entreprise néolibérale…* Maxime Durand 422 mars
Jean-Francois Viel, *La santé publique atomisée* Pierre Rousset 422 mars
Roland Lew, *L'intellectuel, l'Etat et la révolution* Livio Maitan 423 avril
Eric Toussaint, *La Bourse ou la vie* Maxime Durand 425 juin
Denis Horman, *Mondialisation et droits sociaux,* Maxime Durand 425 juin
Yaïr Auron, *Les Juifs d'extrême gauche en mai 68* J.-M. Krivine 426 juillet
Michael Löwy, *La Guerre des Dieux* Fernando Matamoros 427 septembre
CERMTRI, *Cahiers du mouvement ouvrier* J.-M. Krivine 427 septembre
Roman Rosdolsky, *Œuvres* (redaction) 428 octobre
Robert Brenner, *The Economics of Global Turbulence* M. Durand 429 novembre
M.-A. Combesque, *Ça suffit !* Michael Löwy 429 novembre
Cahiers Léon Trotsky n° 63 [J. M.] 429 novembre

Mexique

Massacre au Chiapas Pierre Sylvain 420 janvier
Marcos et le miroir brisé de la mondialisation Daniel Bensaïd 420 janvier
Logique et conséquences d'un crime d'état Braulio Moro 421 février
Une guerre non-conventionnelle Fernando Matamoros 422 mars
Déclaration politique de la Ière Assemblée du FZLN Document 423 avril
Arrêter la guerre ! S.U. de la IVe Internationale 426 juillet

Monde

La marche mondiale contre le travail des enfants Denis Horman 422 mars
AMI, tapis rouge pour les « maîtres du monde » Denis Horman 423 avril

Nouvelle Zélande

Disparition de Geof Pearce [J. C.] 426 juillet

Pacifique

La conférence de solidarité Asie-Pacifique Pierre Rousset 425 juin

Pays Bas

Ça pousse à gauche à Amsterdam (note) 423 avril

Pays Basque

Le soleil irlandais à l'horizon d'Euskadi J. R. Castaños "Troglo" 426 juillet
Ppour la refondation de la gauche basque J. R. Castaños "Troglo" 429 novembre
Plate-forme de Euskal Herritarrok (EH) document 429 novembre
Profession de foi de la liste EH document 429 novembre

Pologne

Mars 1968 : l'espoir brisé de l'opposition communiste J. Malewski 424 mai
Révolution politique en Pologne XII^{ème} Congrès Mondial 430 décembre

Porto Rico

En lutte contre la privatisation des télécoms César Ayala 426 juillet
Leçons de quarante jours de grève Rafael Bernabe 428 octobre

Portugal

Mort de Luís Zuzarte de Sousa Graça PSR 427 septembre

Polynésie "française"

L'indépendance en débat V. Maamaatua et J. Bryant (entretien) 422 mars
Erratum à l'entretien avec Vito Maamaatua (n° 422) (rédaction) 429 novembre
Encore et toujours Flosse ! Laurent Ziegelmeyer 427 septembre

Quatrième Internationale

XV^{e} camp des jeunes révolutionnaires (note) 427 septembre
60 ans d'analyses et de combats Livio Maitan 430 décembre
Isolateur politique de Verkhné-Ouralsk Anton Ciliga 430 décembre
La vie et la mort d'Helena Ginsburg Suzanne Leonhard 430 décembre
Les trotskistes à Vorkouta M. B. 430 décembre
Vorkouta 1936 discours de Socrate Guevorkian 430 décembre
De nouveaux partis, une nouvelle Internationale Léon Trotsky 430 décembre
Pour un art révolutionnaire… André Breton & Diego Rivera 430 décembre
Manifeste (extraits) I^{er} Congrès Mondial 430 décembre
Programme transition (extraits) I^{er} Congrès Mondial 430 décembre
Déclaration des internationalistes de Buchenwald document 430 décembre
Pantelis Pouliopoulos face au peloton d'exécution (note) 430 décembre
L'URSS et le stalinisme (extraits) II^{ème} Congrès Mondial 430 décembre
Tha thu Thàu assassiné au Viêt-nam note 430 décembre
Contre l'intervention en Corée (extraits) James P. Cannon 430 décembre
De la démocratie socialiste (extraits) V^{ème} Congrès Mondial 430 décembre
La nature de la Révolution cubaine VI^{ème} Congrès Mondial 430 décembre
La dialectique de la révolution mondiale C. M. de réunification 430 décembre
Discours devant le Tribunal d'Amsterdam Michel Raptis 430 décembre
Adresse de prison au peuple péruvien Hugo Blanco 430 décembre
Zheng Chaolin en prison pendant 34 ans (note) 430 décembre
Mai 1968 (extraits) IX^{ème} Congrès Mondial 430 décembre
Construction des partis en Europe X^{ème} Congrès Mondial 430 décembre
La révolution interrompue en Iran XI^{ème} Congrès Mondial 430 décembre
En lutte pour la libération des Femmes XI^{ème} Congrès Mondial 430 décembre
Tomas Chambi, dirigeant révolutionnaire paysan (note) 430 décembre
Révolution politique en Pologne XII^{ème} Congrès Mondial 430 décembre
L'échec de Gorbatchev XIII^{ème} Congrès Mondial 430 décembre
Construire l'Internationale aujourd'hui XIV^{ème} Congrès Mondial 430 décembre
A la mémoire d'Ernest Mandel Livio Maitan 430 décembre
La longue marche des trotskistes Pierre Frank 430 décembre
Les antinomies d'un bilan François Moreau 430 décembre
Entre histoire et mémoire Daniel Bensaïd 430 décembre

Russie

Où va le PC de la Fédération de Russie Boris Kagarlitsky 425 juin
Un échec majeur du capitalisme Livio Maitan 427 septembre
Crise financière et réalités de la "transition" Catherine Samary 427 septembre
La lutte des mineurs David Mandel 427 septembre

Sénégal

And Jef-PADS prépare les législatives (note) 423 avril
Fraudes sur fond de crise Badara Ndiaye 426 juillet
Recomposition sur fond de crise des partis Badara Ndiaye 428 octobre
Lutte et répression des électriciens UNSAS 428 octobre
Un fonds pour la diffusion d'Inprecor (souscription) 428 octobre

Soudan

La crise, ombres et lumières Pierre Beaudet 428 octobre
La nouvelle guerre mondiale de l'Oncle Sam Pierre Beaudet 428 octobre

Tchécoslovaquie

Du printemps à l'hiver de Prague Anna Libera 426 juillet
1968 : « le peuple a commencé…» entretien avec Petr Uhl 426 juillet

Tunisie

Harcèlement des défenseurs des droits de l'homme [S. L.] 426 juillet

Turquie

Désormais, il faut compter avec l'ÖDP ! Masis Kürkçügil 420 janvier
Déclaration du congrès de l'ÖDP Document 420 janvier
L'instabilité politique permanente Erdal Tan 421 février
Turquie 1968 : du radicalisme au socialisme Masis Kürçügil 426 juillet

Ukraine

Correspondance Roman Kondakov 427 septembre
Sept ans d'indépendance et de crise Roman Kondakov 429 novembre

Union Européenne

Les 35 heures au devant de la scène François Vercammen 420 janvier
Une rupture nécessaire ? Michel Dupont 420 janvier
Schengen et les réfugiés Albert Rochal 421 février
L'euro est là… et maintenant ? François Vercammen 425 juin
Plate-forme revendicative européenne document 425 juin
Manif européenne des chômeurs (note) 425 juin
XV^{e} camp des jeunes révolutionnaires (note) 427 septembre
Une gauche syndicale en Europe François Vercammen 428 octobre
Des changements urgents pour l'Europe Appel de syndicalistes 428 octobre
500 syndicalistes de gauche à Milan (note) 428 octobre
Quand la social-démocratie revient… François Vercammen 429 novembre

URSS

Octobre 1917 : un colloque et ses défis Francis Sitel 420 janvier
Isolateur politique de Verkhné-Ouralsk Anton Ciliga 430 décembre
La vie et la mort d'Helena Ginsburg Suzanne Leonhard 430 décembre
Les trotskistes à Vorkouta M. B. 430 décembre
Vorkouta 1936 discours de Socrate Guevorkian 430 décembre
L'URSS et le stalinisme (extraits) II^{ème} Congrès Mondial 430 décembre
L'échec de Gorbatchev XIII^{ème} Congrès Mondial 430 décembre

Uruguay

Mort de Fernando Riestra PST 422 mars

Vatican

Le voyage du pape à Cuba… François Houtart 423 avril

Viêt-nam

1968 et la guerre du Viêt-nam Jean-Michel Krivine 424 mai
Révolte paysanne et dissidences (note) 425 juin
Bensaïd publié J.-M. Krivine 428 octobre
Viêt-nam 1998, entretien avec Tuan Jean-Michel Krivine 429 novembre
Tha thu Thàu assassiné au Viêt-nam note 430 décembre

Yougoslavie

Kosovo, l'imbroglio des questions nationales Catherine Samary 423 avril
1968-1998 : de la révolution au nationalisme Radoslav Pavlovic 426 juillet

IVe internationale

60 ans d'analyses et de combats